

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 4  
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13153 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 14 MAI 1987

SERVICES	
Abonnement	24
Direct. B.A.T.	30 à 38
Des nouvelles	25
de la presse	24
de la culture	24
de la politique	15
de l'économie	23

MINUTE	
Barbie : le procès	10
Des nouvelles	10
de la presse	10
de la culture	10
de la politique	10
de l'économie	10

## Vie privée

### Le plébiscite ambigu de M<sup>me</sup> Aquino

Si la tendance ressassant des premiers résultats des élections législatives du 11 mai aux Philippines se confirme, ce scrutin aura donné à la présidente Cory Aquino une nouvelle et impressionnante victoire personnelle qui fera date dans l'histoire du pays. De l'avis général, ces élections ont été les plus honnêtes que les Philippines aient jamais connues, et les plus calmes en dépit de violences sporadiques. On ne peut que s'en réjouir. L'opposition de droite, qui dans les mois passés a souvent fait le poids de son irresponsabilité en flirtant avec des groupes paramilitaires singulièrement dangereux, avait sous-estimé la popularité que M<sup>me</sup> Aquino conserve plus d'un an après son arrivée au pouvoir. Cela étant, force est aussi de constater que ce scrutin ne résout pas, loin s'en faut, les problèmes qui se posent au pays et à la présidente elle-même.

Tout d'abord, le désir évident de stabilité de la population ne s'est exprimé que par un soutien massif à la personne de M<sup>me</sup> Aquino, non à un programme de réformes permettant de sortir du marasme économique. Par ailleurs, on a même vu s'affronter des candidats se réclamant chacun de la présidente, au point qu'un certain nombre de députés de l'opposition devront probablement leur siège à ces joutes internes au camp présidentiel. M<sup>me</sup> Aquino a beau se féliciter de la maturité politique de son peuple, ce scrutin ne peut être considéré à l'ensemble de la classe politique. En outre, le raz de marée à la Chambre haute des candidats favorables à la présidente est, en soi, porteur de nouveaux ennuis pour le pouvoir. Il permet déjà à l'extrême droite de brandir la menace d'un regain de troubles. Et il est à craindre que les tensions, à l'avenir, ne servent de chambre d'écho aux frustrations de l'opposition si celle-ci n'est pas en mesure de participer à la vie nationale dans les institutions démocratiques.

La question cruciale est de savoir si l'unité de façade du camp présidentiel ne va pas se craqueler une fois les sièges du Congrès attribués. La Constitution à l'américaine dont se sont dotées les Philippines favorisera probablement les jeux d'alliances en coulisses dans la perspective de la prochaine élection présidentielle, en 1992, à laquelle M<sup>me</sup> Aquino ne pourra pas se présenter. Or elle a besoin d'une majorité soudée pour imposer aux puissants milieux d'affaires des mesures de redressement de l'économie, de reconstruction et de justice sociale qui, pour être indispensables, n'en seront pas moins douloureuses. C'est à ce prix qu'elle peut espérer réduire l'ampleur de la guérilla communiste, les seules opérations militaires menées par une armée au demeurant inefficace - étant vouées à l'échec.

Tout en tenant compte de la popularité de la présidente qui réduit leur marge de manœuvre, les communistes insurgés n'ont pas paru se soucier outre mesure de la normalisation progressive de la vie démocratique légale. Ils semblent au contraire miser sur l'éventuelle impuissance du pouvoir à réformer l'édifice économique : une accélération de la paupérisation des couches dévalorisées enrichirait encore le terreau dont la guérilla se nourrit. Le mandat qui vient d'être renouvelé à M<sup>me</sup> Aquino peut, de ce fait, se révéler une arme à double tranchant : la population ne comprendrait sans doute pas qu'on tergiverser plus longtemps encore, alors que l'urgence des réformes se fait de plus en plus pressante. Après avoir volé de victoire en victoire depuis quinze mois, la présidente vient peut-être de remporter avec éclat son plébiscite de la dernière chance.

### Les propositions soviétiques sur les euromissiles

## Le désarmement sera au centre du voyage de M. Chirac à Moscou

M. Chirac est attendu, le jeudi 14 mai, à Moscou. Le premier ministre devait être l'invité de son collègue soviétique, M. Ryjkov, à un dîner offert au Kremlin. Vendredi, il devait s'entretenir avec M. Gorbatchev. M. Chirac doit regagner Paris samedi, après avoir accordé une interview à la télévision soviétique. Son arrivée a été précédée de vives critiques de la presse locale, en particulier en ce qui concerne ses positions sur le désarmement.

### Une entreprise périlleuse

M. Chirac fait-il un pari hasardeux en se rendant à Moscou à un moment où la presse soviétique n'est pas particulièrement tendre à l'égard de Paris en général et du premier ministre français en particulier ? Ne risque-t-il pas quelque rebuffade, du genre de celle subie en 1975 par M. Giscard d'Estaing, qui avait dû attendre plus de trente-six heures avant d'être reçu par un Brejnev diplomatiquement grimpé ? Le président de la République avait profité de son temps libre pour visiter le champ de bataille de Borodino, mais son prestige n'avait guère été renforcé par l'incorrection de ses hôtes.

La question ne choque pas à Matignon. Personne ne songe - même au plus haut niveau - à nier que les Soviétiques ont « traité les pieds » pour « boucler » un programme de quarante-huit heures qui ne comprend qu'une entrevue avec M. Gorbatchev. D'après elle, au moins quatre heures, comme celle

JACQUES AMALRIC.  
(Lire la suite page 2.)

### Manifestations pour la Sécurité sociale

## La CGT cherche à relancer la mobilisation des salariés

La CGT organise, le jeudi 14 mai, une journée de grèves et de manifestations sur la Sécurité sociale mais aussi sur l'ensemble de ses revendications (salaires, emploi, etc.). Cette initiative pourrait provoquer quelques perturbations dans le secteur public.

Le comité des sages doit remettre le 18 mai à M. Chirac son rapport sur la situation financière de la Sécurité sociale.

### Le parapluie troué

par Pierre Drouin

L'Etat-providence n'a jamais existé. Pourquoi ? Tout simplement parce que la Sécurité sociale qui fait tant parler d'elle aujourd'hui n'a jamais permis de décaler la grande pauvreté. Phénomène des plus troublants aujourd'hui : à mesure que les dépenses s'accroissent, au point de faire chavirer le système, le nombre des personnes en situation de détresse augmente. La question cruciale n'est donc pas tant aujourd'hui, comme on veut nous le faire croire, celui de l'équilibre financier, mais celui de l'utilisation de cette masse de milliards (1 500) redistribués actuellement en cours d'année au nom de la protection sociale.

Ah ! s'il n'y avait pas tant de chômeurs... Evidemment ! Dans une société de plein emploi les recettes augmentent et les charges diminuent. Malheureusement, ce n'est plus dans ce type de société que nous

vivons. Il faut faire du feu avec le bois qu'on a. Les fameux états généraux de la Sécurité sociale, dont le gouvernement parle un peu comme l'aristocratie qui ferait patienter l'opinion intéressée, devraient bien s'en aviser. Et d'abord changer de nom. Ce sont des états généraux de la protection sociale qu'il conviendrait de réunir. Car on ne peut plus démentir parler seulement des ressortissants de la Sécurité sociale stricto sensu, en un temps où précisément les plus malheureux sont ceux qui n'en ont même pas le bénéfice.

Surtout, par pitié, des catégories administratives, réductions, cloisonnements, qui, avec la meilleure volonté des responsables, laissent évidemment échapper à travers leurs mailles des personnes qui n'ont pas l'étiquette appropriée, celles dont on devrait précisément s'occuper en premier lieu.

(Lire la suite page 27.)

### Socialistes et communistes en Espagne

Un entretien avec M. Marcelino Camacho sur l'agitation sociale.  
PAGE 6

Amnesty sur l'Iran  
L'organisation internationale dénonce un « large éventail de violations des droits de l'homme ».  
PAGE 6

### Consensus à l'OCDE

Sur la réforme des aides à l'agriculture.  
PAGE 29

### Projet de loi sur la drogue

Aggravation des peines contre les trafiquants.  
PAGE 21

Emploi des jeunes  
La mort lente d'un « plan d'urgence ».  
PAGE 27

Le sommaire complet se trouve page 32

### La légitimité du président Sarney mise en cause

## Le Brésil découragé

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

Combien de temps tiendra-t-il encore ? Telle est la question qui se pose à propos de M. Sarney. Présenté tout à tour comme le président d'un pays « en faillite » et comme le chef d'un gouvernement « incapable de gouverner », il voit aujourd'hui se situer la durée de son mandat au centre du débat politique. Des pressions s'exercent de toutes parts pour réduire à quatre ans sa présence au pouvoir, ce qui signifierait l'élection d'un successeur dès l'an prochain. Beaucoup d'observateurs se demandent si sera même capable de se maintenir jusqu'à et s'il ne sera pas obligé de démissionner « sous la pression des faits ».

Des journaux parmi les moins suspects d'opposition à la « nouvelle république » portent sur sa politique un jugement accablant. L'hebdomadaire *Veja* l'accuse d'« incompétence » et d'« irresponsabilité ». Le rédacteur en chef du *Jornal do Brasil*, Fernando Pedreira, écrit que « le Brésil n'a pas de président en qui il puisse se fier. Il n'a pas de gouvernement, pas de « leaders » dignes de ce nom », dans ces conditions, le retour d'une dictature, pas forcément militaire, est à craindre, prédit Pedreira, qui ne voit d'autre salut pour la démocratie qu'une relève aussi rapide que possible à la tête de l'Etat.

La presse ne fait que refléter le climat qui règne dans les milieux

politiques et le découragement qui s'est emparé du pays. En l'an III de la démocratie, les Brésiliens vivent plus difficilement qu'à la fin du régime militaire. En quelques mois, leur pouvoir d'achat a chuté brutalement du fait d'une inflation qui court au rythme de 800 % par an et prend de vitesse les relèvements de salaires. Preuve que l'économie échappe désormais à tout contrôle, il a suffi, au début de mai, que le bruit courut d'un nouveau blocage des prix pour qu'un vent de folie souffle dans le commerce, aboutissant en l'espace de vingt-quatre heures à des augmentations de 50 %, voire 100 %, de beaucoup de produits.

CHARLES VANHECKE.  
(Lire la suite page 5.)

### Coup de théâtre au procès Barbie

L'accusé a annoncé mercredi après-midi qu'il refuserait désormais de comparaître à l'audience.



(Lire page 12 les articles de LAURENT GREILSAMER et JEAN-MARC THÉOLLEYRE.)

### Le Monde ENQUÊTE

#### La génération des radios FM

Le 13 mai 1977, une petite radio écolo diffusait de la place des Vosges à Paris sa première émission pirate. Indignation, toiles chez les défenseurs du sacro-saint monopole. Dix ans ont passé : mille radios FM s'élevaient dans l'hexagone. Beaucoup des jeunes pirates d'hier sont devenus managers. D'autres sont restés nostalgiques. L'histoire d'une génération.

Pages 22 et 23

#### CANNES 87

Sélection officielle : « Good morning Babilonia », de Paolo et Vittorio Taviani : Mémoires d'un éléphant. « La Ménagerie de verre », de Paul Newman : un homme et deux femmes.

Section informative : « Hôtel du Paradis », de Jana Bokova : le charme des brèves rencontres.

Quinzaine des réalisateurs : l'humour des dames.

Rencontre avec Jérôme Clément, président du Centre national de la cinématographie.

Pages 14 et 15

### Gabriel Garcia Marquez



#### L'Amour aux temps du choléra

### L'Amour aux temps du choléra

« Un très beau roman d'amour... l'amour plus fort que le temps et que la mort. » Hector Bianciotti/Le Monde

« Un charme très singulier, fort comme un alcool de contrebande, transforme à nouveau la nostalgie en jouissance. » Catherine David/Le Nouvel Observateur

ROMAN GRASSET

PRX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 50 f. ; Norvège, 10,80 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 sk. ; Suisse, 1,60 S. ; USA, 1,60 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.



## La conférence de l'ONU sur le désarmement et le développement n'a toujours pas d'ordre du jour

**CHARLES LESCAUT.**

## Moscou précise ses objections au projet américain

● **Entretiens soviéto-chinois à Moscou.** — Les travaux de la deuxième session de la commission soviéto-chinoise pour la coopération économique, commerciale, scientifique et technique se sont ouverts le mardi 12 mai à Moscou, dans une atmosphère « constructive et de travail », a indiqué l'agence Tass.

Les délégations sont conduites, côté chinois, par M. Yao Yilin, membre du bureau politique du Parti communiste chinois et vice-premier ministre, et, côté soviétique, par M. Mikhaïl Tchaïkov, premier vice-premier ministre, et membre suppléant du Politburo du Parti communiste d'URSS. — (AFP.)

**JACQUES AMALRIC**

[illegible][illegible]

١٥٥٩

# Le Monde

**7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09**  
Tél: MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-96-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*  
Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

*Anciens directeurs :*  
Einhart Beauv-Méry (1944-1969)  
Jacques Faivre (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter  
du 10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du *Monde*,  
Le Monde-Entreprises,  
M.M. André Fontaine, gérant,  
et Einhart Beauv-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wonts.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

**ABONNEMENTS**  
BP 507 69  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

**FRANCE**  
354 F 672 F 954 F 1 200 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F  
ÉTRANGER (par monnaie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
359 F 762 F 1 000 F 1 300 F  
IL - SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse d'officiels ou  
particuliers : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Nous leur délivrons  
bando d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'écriture  
dans les mêmes papiers en capitales  
d'imprimerie.

## Le Monde

**TÉLÉMATIQUE**  
Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

Impression  
du « Monde »  
7, rue des Italiens  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles  
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57437  
ISSN : 0395 - 2057

**Le Monde**  
PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-21-81-82 ou 45-93-91-71  
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde USPS 795-810 is published daily, except Sundays for \$400 per year by the *Monde* or its Specialized. 40-46 38 st street, L.C.I. N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. and at additional mailing offices. Postmaster: send address changes to Le Monde or its Specialized U.S.A. P.M.C. 45-96 38 st street, L.C.I. N.Y. 11104.



## Afrique

**SOUDAN : le massacre de centaines de villageois**

### L'opposition islamique cherche à intégrer le gouvernement

**KHARTOUM**  
de notre envoyé spécial

L'affaire du massacre, le 23 mars dernier, de plusieurs centaines de villageois d'origine dinka dans la province de Darfour, au sud, par les milices des tribus arabes risagat (le Monde daté 10-11 mai), a rebondi, le dimanche 10 mai, à la suite d'une conférence de presse improvisée organisée à Khartoum par le Front national islamique (FNI), la principale formation d'opposition au gouvernement de M. Sadek El Mahdi.

Les différents responsables de l'organisation des Frères musulmans qui se sont succédés à la tribune ont souligné le caractère inacceptable de ce « massacre sans précédent dans l'histoire du Soudan », et l'« éternelle responsabilité du pouvoir », qui « n'a pas encore jugé bon d'adresser une déclaration à la nation sur cette sanglante tragédie ».

Les orateurs ont dénoncé, en outre, l'« inacceptable passivité » des forces locales de la police, qui, bien que dotées de fusils automatiques et de lance-grenades, ont soudain disparu de la scène, laissant le champ libre aux milices tribales risagat, armées et encadrées par les troupes du colonel Garang (chef de la rébellion soudanaise), qui y font souvent des incursions à partir de la région voisine du Bahri-El-Ghazal. Tout semble indiquer que les milices risagat, qui avaient, quatre jours plus tôt, subi des pertes au cours d'un affrontement avec des éléments rebelles, ont voulu se venger sur d'innombrables villageois, dont le seul crime était d'appartenir à l'ethnie dinka, qui fournit à la rébellion la plus grande partie de ses troupes.

Selon des témoins qui ont été présentés à la presse, les Risagat, armés de lances, de bâtons, d'épées et de fusils, se sont livrés dans la ville de Dalaï à une sorte de Saint-Barthélemy qui a duré près de huit heures et a pris fin au coucher du soleil. Quelques centaines d'habitants qui s'étaient réfugiés dans des wagons de chemin de fer dans la ville de Dalaï ont été brûlés vifs à l'aide de fusils de poêle et aspergés

d'essence. Ceux qui réussirent à fuir le brasier allumé par les Risagat ont été impitoyablement massacrés sans autre forme de procès. Même ceux qui avaient trouvé refuge dans la mosquée n'ont pas été épargnés.

M. Ali El Haj, le secrétaire pour les affaires politiques du FNI, a mis en cause le gouvernement en des termes particulièrement violents. « Nous avons, a-t-il dit, des dirigeants qui s'occupent d'affaires marginales et secondaires, au lieu d'assurer la protection des citoyens. » Il a affirmé que le ministre de l'Intérieur, qui se trouvait à Nyala, la capitale de la province de Darfour, à quelque 150 kilomètres des lieux de la tragédie, ne s'était même pas donné la peine de se déplacer pour visiter Dalaï, et que les miliciens qui avaient agi « au nom et au vu de tout le monde », semant la mort et la désolation dans les quartiers dinka n'avaient pas encore été inquiétés un mois et demi après le massacre.

En l'absence de toute commission d'enquête officielle, le nombre de tués n'a pu être, jusqu'à présent, déterminé avec précision. M. Ali El Haj a parlé de quatre cent soixante-sept cadavres dénombrés, mais selon d'autres estimations dignes de foi, le chiffre total des victimes dépasserait le million.

#### La campagne du FNI

La violence du Front national islamique contre le gouvernement a d'autant plus surpris que les Risagat sont des Arabes musulmans et que le FNI n'est habituellement pas tendu à l'égard des « Dinka du camp arabe », majoritairement animistes et chrétiens. Il n'a pas, jusqu'à présent, dénoncé les activités des milices tribales arabes dans la région dite des Marais, qui sépare le Bahri-El-Ghazal du sud de Darfour. Un secteur chaudement discuté est le rôle des éleveurs de bétail dinka et risagat conduisant leurs troupeaux à la recherche de points d'eau.

Certains affirment que l'un des principaux objectifs de la conférence de presse du Front islamique était d'embarrasser le gouvernement de Khartoum, qui a tout fait pour

**TCHAD : le retour de M. Goukouni Oueddei à Alger**

### L'ancien chef du GUNT paraît de plus en plus isolé

**ALGER**  
de notre correspondant

La tournée que a mené M. Goukouni Oueddei dans plusieurs pays africains a pris fin. Le chef historique du GUNT est resté, le vendredi 8 mai, à Alger, précédé la veille par les émissaires qu'il avait délégués à Tripoli et qui sont revenus en compagnie de deux officiers libyens. De leur côté, le numéro deux des Forces armées populaires (FAP), M. Adoum Torgi, et l'ancien chef d'état-major de M. Goukouni Oueddei, M. Adoum Yabou, sont arrivés à Alger, où se trouve également le chef des Forces armées occidentales (FAO), M. Moussa Medda.

Ce nouveau regroupement dans la capitale algérienne de personnalités tchadiennes signifie-t-il que les tractations entre M. Goukouni Oueddei et des envoyés spéciaux du président Habbé vont reprendre ? La délégation gouvernementale a regagné N'Djamena le 3 mai, laissant M. Goukouni Oueddei seul avec son entourage et les membres d'anciennes fractions du GUNT.

Le départ de la délégation gouvernementale peut laisser supposer un déplacement du centre des négociations. On sait qu'une des exigences de M. Goukouni Oueddei était de rencontrer, en tête à tête, le président Habbé. Cet entretien devait avoir lieu en Côte d'Ivoire, à Yamoussoukro, sous l'autorité du chef de l'Etat ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny, à la fin du mois d'avril. Cette rencontre, qui a été différée, pourrait avoir lieu à la fin du mois, toujours à Yamoussoukro, en présence des présidents togolais et gabonais, M.M. Eyadéma et Bongo. De source diplomatique africaine à Alger, on indique que le processus de négociation pourrait être relancé à cette occasion. Mais tout dépend de M. Goukouni Oueddei et des décisions qu'il prendra après consultation de ses proches, dont la majorité est favorable à un accord rapide avec N'Djamena. Plusieurs d'entre eux ont déjà fait savoir que si une décision d'intercession par dans les prochains jours, ils regagneraient la capitale tchadienne dès vendredi, rompent définitivement avec le chef du GUNT, à qui ils reprochent de trop tergiverser.

JEAN GUYENNE.

Rien n'exclut donc non plus un retour aussi rapide que spectaculaire de M. Goukouni Oueddei à N'Djamena, d'autant que son frère aîné, M. Souleïl Anzer, y est resté depuis son départ de Bardaï (Tibesti, nord du Tchad).

#### Des postes au gouvernement

L'entrevue avec M. Habbé était la dernière exigence de M. Goukouni Oueddei. Il en faisait une condition au déblocage de la situation. Appuyé, il avait demandé une refonte de l'Acte fondamental (Constitution provisoire), le texte qui régit la troisième République tchadienne, le changement de dénomination de l'UNIR (Union nationale pour l'indépendance et la révolution, le parti unique tchadien), la restructuration du Conseil national consultatif (CNC, Assemblée nationale tchadienne), le changement de la date de la fête nationale, le 7 juin, qui correspond au jour de sa fuite de N'Djamena. Or il semble qu'il n'ait d'assurances gouvernementales que sur ce dernier point. Pour le reste, N'Djamena lui aurait suggéré de proposer des amendements qui seraient consignés en annexe de l'accord qu'il signerait pour son retour au Tchad.

Les autorités locales se sont également engagées à confier des postes

aux proches de M. Goukouni Oueddei au sein du gouvernement, du CNC, du comité central de l'UNIR, ainsi que dans toutes les instances dirigeantes. Quant à l'Acte fondamental, une commission incluant toutes les tendances qui ont signé des accords de ralliement avec le régime de N'Djamena travaille déjà sur le projet de Constitution et doit conclure ses travaux avant la fin de 1988.

Depuis la sortie de M. Goukouni Oueddei de Libye et son arrivée à Alger, au début du mois de février, plusieurs contacts directs tchadiens et libyens ont eu lieu. Des discussions ont été organisées à Khartoum, au début du mois de mars, entre une délégation de Tripoli conduite par le ministre libyen des affaires étrangères, M. Jafallah Azour Al Talhi, et une délégation tchadienne dirigée par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Ahmed Korom.

Ces rencontres ont été suivies de démarches d'un émissaire soudanais, M. Hassan Tadjedine, qui a fait plusieurs voyages entre N'Djamena, Alger, Tripoli et Lagos. C'est en sa compagnie qu'un officier libyen, chargé à Tripoli des affaires tchadiennes, le colonel Massoud, un ex-beau-frère de M. Goukouni Oueddei, a pu rencontrer le président Habbé à N'Djamena. Pour le moment, cependant, ce « ballet diplomatique » n'a pas donné de résultats probants.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

#### ANGOLA

### Renforcement des aides soviétique et cubaine

L'Union soviétique a renforcé son aide militaire au gouvernement angolais, au cours des derniers mois, a indiqué, le mardi 12 mai, le Washington Post, citant un haut responsable américain.

Les services de renseignement américains évaluent à 1 milliard de dollars la valeur des armements livrés par l'URSS au gouvernement de Luanda, en prévision de l'offensive de saison sèche que celui-ci s'apprête à lancer contre les maquisards de l'UNITA, ce qui porterait à environ 4 milliards de dollars le montant de l'aide soviétique à l'Angola, depuis une dizaine

d'années. Selon cette même source, Cuba a envoyé deux mille soldats supplémentaires l'année dernière, portant ainsi son contingent en Angola à trente-sept mille hommes.

Malgré cet accroissement des aides soviétique et cubaine, les Etats-Unis ne semblent pas inquiets quant au sort des troupes de l'UNITA. Washington a fourni, l'année dernière, une aide clandestine d'une quinzaine de millions de dollars à un mouvement de M. Savimbi, notamment sous la forme de missiles antiaériens Stinger. - (AFP).

#### TUNISIE

### Peines de prison confirmées pour treize membres de l'opposition de gauche

La cour d'appel de Tunis a confirmé, le mardi 12 mai, les peines de six mois de prison ferme prononcées, le 1<sup>er</sup> novembre 1986, contre treize dirigeants et militants de l'opposition de gauche, pour « maintenance d'une association illégale ».

Quatorze personnes avaient été condamnées en première instance à six mois de prison ferme, en novembre 1986, à la veille des élections législatives (boycottées par toute l'opposition). L'une d'entre elles, M. Mohamed Chérif Ferjani, se trouvait en France, n'a pas interjeté appel.

Huit membres fondateurs du Rassemblement socialiste progressiste (RSP) figurent au nombre des accusés, dont le secrétaire général, M. Najib Chabbi, avocat au barreau de Tunis. Les dirigeants du RSP, ainsi que des syndicalistes, étaient poursuivis depuis 1981 pour avoir tenu des réunions pour débattre de la création d'un parti d'opposition de gauche. M. Ahmed Mestiri, secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes (MDS, opposi-

sition légale), a, en outre, été entendu mardi par un juge d'instruction. L'ancien ministre de la Défense a été accusé d'avoir participé à une réunion publique illégale.

Mardi également, une cinquantaine de femmes, proches d'intellectuels appréhendés lors de la vague d'arrestations dans les milieux musulmans, depuis février dernier, ont été entendus devant le siège du gouvernement, demandant une audience au premier ministre, M. Rachid Sfar. Parentes, épouses ou mères de détenus, elles souhaitent obtenir des précisions sur le bon de détention de leurs proches. En l'absence de M. Sfar, elles ont été dispersées sans incident par les forces de l'ordre.

Enfin, à Gafsa, localité située à 120 kilomètres à l'ouest de Tunis, la mort, dans la nuit de vendredi à samedi dernier d'un jeune enseignant, Nabil Barakat, qui était détenu par la police a provoqué une certaine effervescence. - (AFP, Reuters).

## Asie

**INDE : la reprise en main au Pendjab**

### Plus de cent cinquante militants sikhs arrêtés

**NEW-DELHI**  
de notre correspondant

Plus de cent cinquante militants sikhs de l'IAISSF (Fédération des étudiants sikhs) et du Dandami Takal, séminaire fondamentaliste proche des thèses séparatistes, ont été arrêtés ces dernières vingt-quatre heures au Pendjab. Un ancien ministre du gouvernement sikh modéré, désigné le lundi 11 mai, figure au nombre des détenus. Le coup de filet se poursuivait, mercredi, dans toutes les zones urbaines de la région.

Première réaction sans surprise annoncée mardi après la destitution du gouvernement sikh modéré : le mandat de M. Gijul Francis Ribeiro, puissant directeur de la police de l'Etat, a été prorogé d'un an. Héros des hindous, père fondateur pour les sikhs, M. Ribeiro, un grand chrétien de cinquante-huit ans, se plaignait d'être paralysé dans sa tâche par les pressions politiques de certains ministres du gouvernement sikh. Le voilà désormais libre d'agir à sa guise.

Conscient de la justesse de certaines critiques qui lui sont périodiquement adressées, M. Ribeiro, le plus célèbre policier de l'Inde, a adressé, mardi, une circulaire à tous ses officiers. Il leur est instamment demandé de « veiller à ce qu'aucun innocent ne soit tourmenté ». Ceux qui désobéissent à cet ordre seront « renvoyés du service ». En clair : pas de bavures. On s'attend par ailleurs au transfert de plusieurs officiers, policiers et administratifs, sikh réputés corrompus ou trop proches des thèses séparatistes. Bref, la reprise en main du Pendjab par M. Gandhi est amorcée.

Le Parlement national, contrôlé à une forte majorité par le parti du Congrès-Inde du premier ministre, a, pour sa part, confirmé mardi la destitution annoncée la veille au soir. Mais l'opposition unanime a reproché à M. Gandhi la chronologie de l'opération. Celle-ci est certes tout à fait constitutionnelle, et le titre du premier ministre, qui a sou-

vent recours à cette méthode pour se débarrasser d'opposants gênants dans les provinces, s'encadre d'encore moins de scrupules. Sur le fond, cependant, les deux partis communistes indiens, que Rajiv Gandhi était parvenu à rallier à ses thèses sur « les tentatives de déstabilisation par les forces réactionnaires de droite », se désolidarisent de l'opération. - La dernière ligne entre les Sikhs modérés et le gouvernement central, font-ils valoir, est désormais rompue.

De fait, les organisations extrémistes sikhs, qui souhaitent depuis toujours une confrontation directe avec « le pouvoir central hindou », se félicitent ouvertement de la chute des modérés. Des appels à « rejoindre les masses sikhs et à soutenir leurs justes revendications » leur sont d'ores et déjà lancés. Beaucoup admettent cependant que, face à la montée du terrorisme, M. Gandhi n'avait guère le choix. La destitution du gouvernement sikh était d'ailleurs réclamée depuis de nombreux mois par une partie de l'opposition hindouiste de droite. Reste qu'aux yeux d'un grand nombre, et notamment de la plus grande partie de la presse mercredi, la mesure apparaît bel et bien comme une « manœuvre » destinée à influencer les élections de l'Haryana.

Etat tampon entre le territoire fédéral de New-Delhi et le Pendjab, l'Haryana, en majorité hindou, doit aller aux urnes le 17 juin prochain. L'équipe au pouvoir, dirigée par le parti du premier ministre, est menacée sur sa droite par un congrès d'organisations hindouistes, qui reprochent précisément aux autorités leur faiblesse vis-à-vis des Sikhs. L'Haryana est en effet engagé depuis vingt ans dans une querelle avec le Pendjab à propos du partage des eaux de rivières entre ces deux territoires agricoles et sur le contrôle de Chandigarh, capitale commune aux deux Etats. Or, dans quelques jours, une commission nommée par le gouvernement devrait rendre un verdict plutôt favorable à l'Haryana. M. Bernal,

l'ex-ministre en chef sikh du Pendjab, avait d'ores et déjà laissé entendre qu'il n'accepterait pas les conclusions de la commission. Il devrait donc laisser la place.

Unanimes contre lui en 1985 et en 1986 pour avoir sa place, en Assam, au Pendjab, au Mizoram, les intérêts du pays au-dessus de ceux de son parti, le premier ministre fait aujourd'hui l'objet du reproche inverse. Les délégués diocésains subies récemment, la cascade de démissions ministérielles, la crise constitutionnelle avec le président de la République, et la controverse née des scandales politico-financiers découverts ces dernières semaines, ont apparemment fait fuir son œuvre. Jamais, depuis son accession au pouvoir, en novembre 1984, Rajiv Gandhi n'est apparu aussi proche des cailloux de son parti et des travers de son illustre mère.

PATRICE CLAUDE.

**CHINE : après une décision d'expulsion**

### Pékin précise ses accusations contre un journaliste japonais

**PÉKIN**  
de notre correspondant

Le ministre de la sécurité d'Etat (contre-espionnage) a expliqué dans des termes d'une vigueur inhabituelle l'expulsion, la semaine dernière, d'un correspondant de l'Agence japonaise Kyodo, la sixième depuis l'arrivée au pouvoir de M. Deng Xiaoping et la deuxième depuis le début de l'année (le Monde daté 10-11 mai).

Dans une déclaration publiée le mardi 12 mai par l'Agence Xinhua, le ministre a accusé M. Shintaro Hommi, qui a quitté la Chine lundi, d'avoir payé un officiel chinois en échange de « secrets internes ».

C'est-à-dire de documents du comité central du PCC, diffusés au quarante-troisième million de membres du parti, les 40 millions d'autres personnes se reproduisant dans plusieurs publications étrangères.

Il affirme que M. Tang Dadi, qui a été arrêté, aurait reconnu avoir reçu 500 yuans (800 F) par mois pour ses services et signé des reçus sous couvert de « cours de chinois ».

« Le vol répété et la publication de secrets (...) est inacceptable dans n'importe quel pays », ajoute le ministre.

Il aura fallu quatre jours pour que les autorités réagissent publiquement

et fournissent les raisons de cette expulsion. Les médias avaient refusé de donner à M. Hommi. Cette publication fait suite à une démarche très ferme de l'ambassadeur du Japon, qui avait déclaré que si des explications convaincantes n'étaient pas fournies l'affaire pourrait dégénérer en incident diplomatique.

Pour sa part, le journaliste a démenti de Tokyo les accusations chinoises. Celle-ci ne sont guère convaincantes. Il est difficile de vérifier la véracité des « confessions » de M. Tang, et les réglementations que le journaliste japonais avait violées ne sont pas publiques.

Il n'en reste pas moins que ceux qui ont décidé cette expulsion, après des semaines de pressions sur M. Hommi pour qu'il révèle ses sources, entendent à la fois obtenir des journalistes étrangers qu'ils mettent une sourdine à leur couverture des débats politiques internes et lance un avertissement aux Chinois qui ont des contacts avec eux. De telles mesures, entendent certains observateurs, semblent avoir tout à fait l'effet d'apaiser les rivalités au sein du Parti communiste chinois dans les mois qui précèdent le troisième congrès et dans la perspective de la succession de M. Deng.

PATRICE DE BEER.

Jean-Claude Chesnais

## La revanche du tiers-monde

Irrésistiblement, des pays d'Asie et d'Amérique latine que l'on disait, hier encore, du Tiers-monde, se hissent au niveau des grands pays industriels ; demain, ils les dépasseront. Une formidable mutation dont il est urgent de prendre conscience.

Collection "Libertés 2000"

ROBERT LAFFONT

Le Monde

ABONNEMENTS  
BP 507 18  
75422 PARIS CEDEX 18  
TEL : 01-42-47-50-71

FRANCE  
354 F 67 F 84 F 124 F  
TOUT PAYS ÉTRANGER  
PAR VOIE NORMALE  
68 F 135 F 185 F 245 F  
ÉTRANGER (par avion)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
399 F 62 F 109 F 159 F  
II - SUISSE, PAYS-BAS  
384 F 62 F 109 F 159 F  
Par voie aérienne : voir les tarifs  
Chaque commande doit être accompagnée d'un chèque ou d'un mandat postal. Les chèques doivent être libellés à l'ordre de "Le Monde". Les mandats doivent être libellés à l'ordre de "Le Monde".

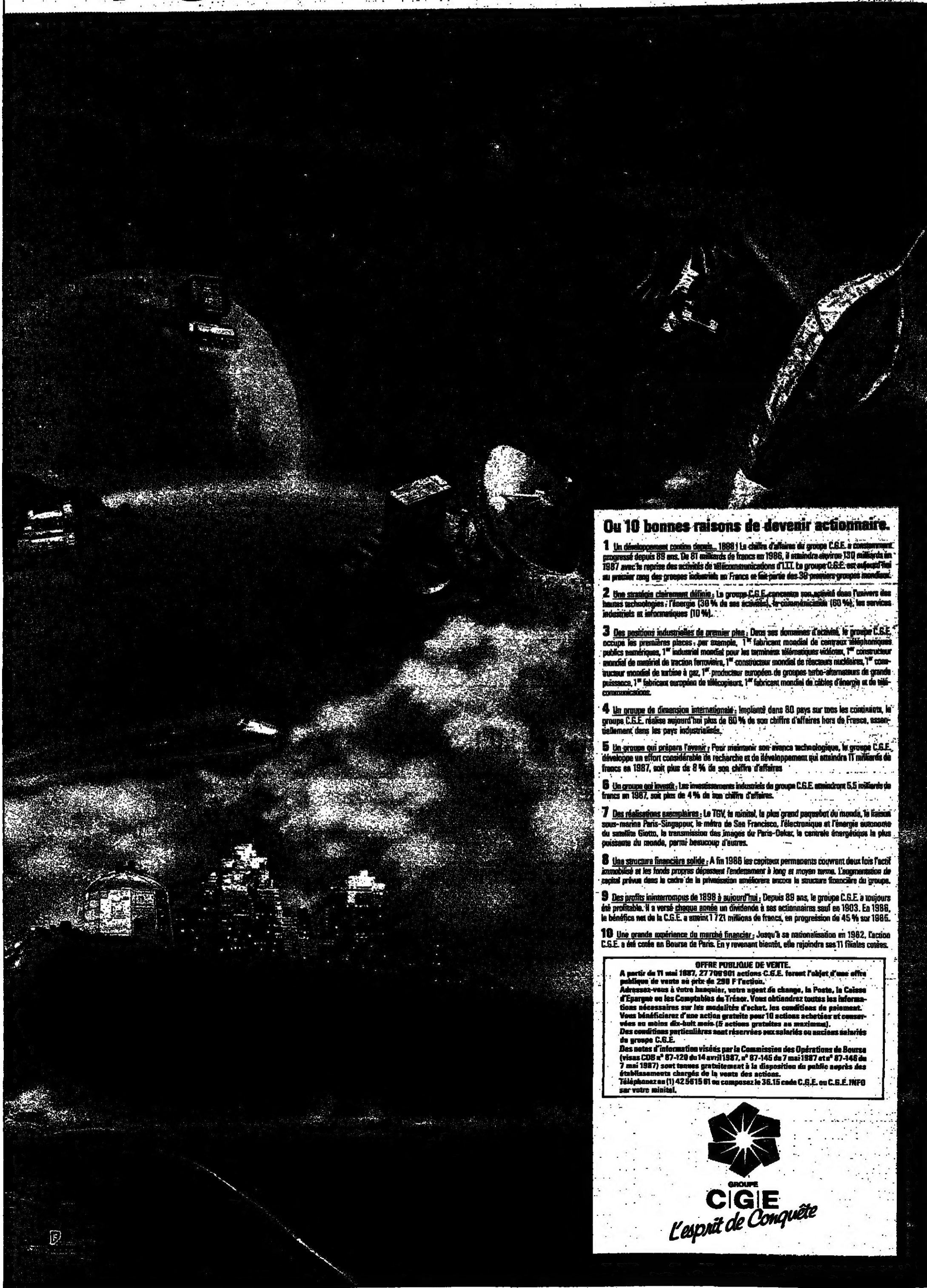
Le Monde  
TELEMATIQUE  
Correspondant 26-15-7000

Reproduction interdite sans autorisation écrite de l'éditeur. Toute réimpression est formellement interdite.

Le Monde  
CITE  
10000 PARIS  
01-42-47-50-71  
01-42-47-50-72



# Voyage au centre de la C.G.E.



## Ou 10 bonnes raisons de devenir actionnaire.

- 1 Un développement continu depuis 1981. Le chiffre d'affaires du groupe C.G.E. a constamment progressé depuis 89 ans. De 81 milliards de francs en 1986, il s'élève aujourd'hui à 130 milliards de francs en 1987 avec la reprise des activités de télécommunications d'I.L.I. Le groupe C.G.E. est aujourd'hui au premier rang des groupes industriels en France et fait partie des 30 premiers groupes mondiaux.
- 2 Une stratégie clairement définie. Le groupe C.G.E. concentre ses activités dans l'univers des hautes technologies : l'énergie (30 % de son chiffre d'affaires), les télécommunications (30 %), les services industriels et informatiques (10 %).
- 3 Des positions industrielles de premier plan. Dans son domaine d'activité, le groupe C.G.E. occupe les premières places : par exemple, 1<sup>er</sup> fabricant mondial de compresseurs aéronautiques, 1<sup>er</sup> constructeur mondial de matériel pour les terminaux vidéo, 1<sup>er</sup> constructeur mondial de matériel de traction ferroviaire, 1<sup>er</sup> constructeur mondial de réacteurs nucléaires, 1<sup>er</sup> constructeur mondial de turbines à gaz, 1<sup>er</sup> producteur européen de groupes turbo-alternateurs de grande puissance, 1<sup>er</sup> fabricant européen de télécopieurs, 1<sup>er</sup> fabricant mondial de câbles d'énergie et de télécommunications.
- 4 Un groupe de dimension internationale. Implanté dans 80 pays sur tous les continents, le groupe C.G.E. réalise aujourd'hui plus de 60 % de son chiffre d'affaires hors de France, essentiellement dans les pays industrialisés.
- 5 Un groupe qui prépare l'avenir. Pour maintenir son avance technologique, le groupe C.G.E. développe un effort considérable de recherche et de développement qui s'élève à 11 milliards de francs en 1987, soit plus de 8 % de son chiffre d'affaires.
- 6 Un groupe qui investit. Les investissements industriels du groupe C.G.E. s'élèvent à 5,5 milliards de francs en 1987, soit plus de 4 % de son chiffre d'affaires.
- 7 Des réalisations exemplaires. Le TGV, le minisat, le plus grand paquebot du monde, le navire sous-marin Paris-Singapour, le métro de San Francisco, l'électronique et l'énergie atomique du satellite Giotto, la transmission des images de Paris-Dakar, la centrale énergétique la plus puissante du monde, parmi beaucoup d'autres.
- 8 Une structure financière solide. A fin 1986 les capitaux permanents couvrent deux fois l'actif immobilisé et les fonds propres dépassent l'endettement à long et moyen terme. L'augmentation de capital prévue dans le cadre de la privatisation anticipe la structure financière du groupe.
- 9 Des profits ininterrompus de 1988 à aujourd'hui. Depuis 89 ans, le groupe C.G.E. a toujours été profitable. Il a versé chaque année un dividende à ses actionnaires sauf en 1983. En 1986, le bénéfice net de la C.G.E. a atteint 1721 millions de francs, en progression de 45 % sur 1985.
- 10 Une grande expérience du marché financier. Jusqu'à sa nationalisation en 1982, l'action C.G.E. a été cotée en Bourse de Paris. En y revenant bientôt, elle rejoindra ses 11 filiales cotées.

### OFFRE PUBLIQUE DE VENTE.

A partir du 11 mai 1987, 27 700 000 actions C.G.E. feront l'objet d'une offre publique de vente au prix de 230 F l'action.

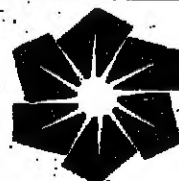
Adressez-vous à votre banquier, votre agent de change, la Poste, la Caisse d'Epargne ou les Comptables de Trésor. Vous obtiendrez toutes les informations nécessaires sur les modalités d'achat, les conditions de paiement.

Vous bénéficierez d'une action gratuite pour 10 actions achetées et conservées au moins six mois (5 actions gratuites au maximum).

Des conditions particulières sont réservées aux salariés ou anciens salariés du groupe C.G.E.

Des notes d'information visées par la Commission des Opérations de Bourse (visas COB n° 87-129 du 14 avril 1987, n° 87-145 du 7 mai 1987 et n° 87-146 du 7 mai 1987) sont tenues gratuitement à la disposition du public auprès des établissements chargés de la vente des actions.

Téléphonez au (1) 42 56 15 01 ou composez le 35 15 code C.G.E. ou C.G.E. INFO sur votre minitel.



**GRUPPO**  
**CIGIE**  
*L'esprit de Conquête*

les plus faibles...  
...le président Sarney...  
...le président Sarney...  
...le président Sarney...

avec le même genre...  
...le président Sarney...  
...le président Sarney...

les ministres...  
...le président Sarney...  
...le président Sarney...

après trois de prés...  
...le président Sarney...  
...le président Sarney...

Washington achè...  
...le président Sarney...  
...le président Sarney...

des avoirs ira...  
...le président Sarney...  
...le président Sarney...

une délégation...  
...le président Sarney...  
...le président Sarney...

visite...  
...le président Sarney...  
...le président Sarney...

by night...  
...le président Sarney...  
...le président Sarney...

Après l'APR, Reu...  
...le président Sarney...  
...le président Sarney...

Les ministres...  
...le président Sarney...  
...le président Sarney...

Après l'APR, Reu...  
...le président Sarney...  
...le président Sarney...

Les ministres...  
...le président Sarney...  
...le président Sarney...

Après l'APR, Reu...  
...le président Sarney...  
...le président Sarney...

Je suis 150



 **PICARD**

**LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !**

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » \*\*\* par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Ligne des installations : au 42.33.44.35.



## Europe

## ESPAGNE

## Les Espagnols revendiquent aujourd'hui le pluralisme à travers les syndicats

nous déclare M. Camacho, secrétaire général des Commissions ouvrières

Le comité d'entreprise de la compagnie aérienne Iberia a confirmé mardi 12 mai son mot d'ordre de grève pour les 20, 21 et 22 mai prochains, en raison de l'échec des discussions, entamées avec la direction.

De source officielle, on indique d'autre part que le nombre de chômeurs en Espagne a diminué de 31 790 personnes en avril. Le nombre total des sans-emploi représente encore néanmoins 21,18 % de la population active.

MADRID  
de notre correspondant

« La société espagnole n'a été que trop longtemps victime de l'hégémonie absolue d'une seule force politique et aspire à tout à la fois à la pluralité. Mais comme les socialistes occupent tout le terrain sur le plan politique, c'est à travers les syndicats que les Espagnols ont décidé de revendiquer aujourd'hui ce pluralisme. »

M. Marcelino Camacho ne pêche sans doute pas par présomption. Après trois mois d'une agitation sociale sans précédent depuis l'arrivée des socialistes au gouvernement en décembre 1982, la centrale syndicale qu'il dirige, les Commissions ouvrières, proche du Parti communiste, apparaît effectivement comme la principale force d'opposition du pays. La seule, en tout cas, susceptible d'ébranler la suprématie des socialistes, qui reste ancrée sur le plan électoral.

C'est que les Espagnols semblent vraiment paradoxaux !eux qui descendent par dizaines de milliers dans la rue pour protester avec véhémence contre la politique économique des socialistes, les voilà qui s'apprêtent à voter à nouveau en masse, si l'on en croit les sondages, pour ces mêmes socialistes aux élections municipales et régionales du 10 juin prochain. Si les Commissions ouvrières, aux dernières élections syndicales, ont fait pratiquement jeu égal avec leur rival, la centrale socialiste UGT (Union générale des travailleurs), le Parti communiste, lui, semble devoir se contenter d'un modeste 5 %.

Dans ces conditions, les Commissions ouvrières ne sont-elles pas de plus en plus tentées de franchir la frontière qui sépare l'action syndicale de l'action politique ? « C'est une tentation que nous devons fuir comme la peste », assure M. Camacho, avant d'ajouter : « Mais nous devons collaborer au rétablissement du pluralisme politique dans ce pays. Nous sommes dans une situation de virtuel parti unique. D'une part, c'est vrai, parce que les formations de gauche et à droite des socialistes sont victimes de leurs divisions, mais aussi parce que le parti au pouvoir fait tout pour les étouffer. »

M. Camacho rejette sans doute tous les paradoxes de l'hégémonie qu'il dirige. Marxiste orthodoxe qui tempête contre « le grand capital » et « l'exploitation par les multinationales », il a su assurer à son syndicat une audience qui va bien au-delà de celle du parti frère et lui a permis d'échapper aux interminables querelles qui n'en finissent pas de déchirer la famille communiste espagnole. Tout en se réclamant du centralisme démocratique, les Commissions ouvrières ne continuent-elles pas, par exemple, à élire leurs organes de direction au système proportionnel intégral et à permettre en leur sein les tendances organisées ?

## L'austérité sans compensations

Là où M. Camacho se montre sans nuances, c'est pour critiquer le gouvernement actuel. « Que reste-t-il aujourd'hui, demande-t-il, des grandes promesses de 1982, celle de créer huit cent mille emplois nouveaux ou de réduire l'alliance atlantique ? Depuis que les socialistes sont arrivés au gouvernement, la part des salaires dans le revenu national n'a cessé de diminuer, et le chômage de croître. Désormais, les socialistes se contentent d'offrir la modernité, un terme passe-partout qui pourrait invoquer n'importe quel autre parti. »

Et de poursuivre : « On ne peut éternellement promettre le changement et maintenir le statu quo. Depuis qu'il a placé des dizaines de milliers de ses militants dans l'administration, le Parti socialiste s'est transformé en une gigantesque machine à gérer, davantage préoccupée de se maintenir au pouvoir que de réaliser les transformations nécessaires de la société espagnole. »

M. Camacho ne serait-il pas plus intransigeant à l'égard des socia-

listes que de leurs prédécesseurs centristes ? « Nous avons signé un seul accord-cadre avec les centristes, et nous en avons signé un seul avec les socialistes », répond-il. Mais nous sommes désormais plus circonspects, car nous avons pu constater que les contreparties sociales promises par le gouvernement en échange de la modération salariale ne sont jamais respectées. On ne peut se contenter d'offrir aux travailleurs l'austérité sans compensations comme seul horizon après années.

« L'existence des Commissions ouvrières est le seul élément qui empêche aujourd'hui le gouvernement socialiste de pratiquer une politique franchement néolibérale », assure à qui veut l'entendre M. Camacho. Mais s'opposer de front aux socialistes, n'est-ce pas, pour les communistes, s'exposer à une vie de ghetto ? Existe-t-il pour les forces situées à gauche du Parti



socialiste d'autre voie pour accorder au gouvernement que l'alliance avec ce dernier ? « C'est vrai, reconnaît M. Camacho, mais à condition de luter d'abord pour renforcer au sein du Parti socialiste les courants de gauche qui sont favorables à cette alliance. C'est aujourd'hui notre principal objectif. »

Une tâche, toutefois, qu'il revient à d'autres de tenter de mener à bien. M. Camacho nous confirme, en effet, qu'à soixante-neuf ans il entend désormais passer la main : il abandonnera le secrétariat général des Commissions ouvrières, qu'il occupe depuis leur création, lors du prochain congrès du syndicat, à la fin novembre. « Il faut savoir se retirer à temps, comme la Pastoraña plurielle que comme Santiago Curillo », conclut-il en souriant.

THÉRIE MALINAK.

**SNES**  
Syndicat National  
des Enseignements  
de Second degré

## Dans l'intérêt des jeunes et du pays, revaloriser le métier de professeur

Commencer à 6 300 F après une licence universitaire et un concours de recrutement et terminer à 12 000 F après 37 ans de service.

Avec de tels salaires pour un métier difficile, le nombre de candidats aux concours de recrutement de certifiés et d'agrégés diminue d'année en année.

Il n'est même plus suffisant pour pourvoir tous les postes aux concours dans les disciplines scientifiques, technologiques et artistiques ce qui compromet ces enseignements dans les collèges et les lycées.

Pour former 80 % de jeunes au baccalauréat, il faut des maîtres qualifiés. Il faut donc mieux les payer : c'est urgent !

## Proche-Orient

## ISRAËL : le débat sur la conférence de paix

## Aucun compromis ne paraît possible entre M. Pérès et M. Shamir

Le cabinet restreint israélien s'est de nouveau réuni, mercredi 13 mai, sans réussir à trancher le débat qui oppose le premier ministre, M. Itzhak Shamir (chef du Likoud, droite), à son ministre des affaires étrangères, le travailliste Shimon Pérès au sujet de la conférence de paix au Proche-Orient.

Personne n'envisage plus la moindre possibilité d'accord entre les deux hommes, dont les échanges ressemblent de plus en plus à un dialogue de sourds. M. Shamir a répété son opposition catégorique au projet de conférence internationale, assurant qu'il excluait « tout marchandage et la moindre concession » à ce sujet. « La proposition de Shimon Pérès, a encore dit le chef du gouvernement, ne reflète que la volonté d'abandonner les acquis d'Israël en matière de sécurité. »

M. Pérès a répliqué en renouvelant sa menace de faire éclater la coalition gouvernementale — Likoud-travaillistes — au pouvoir depuis septembre 1984 et de provoquer des élections si le cabinet ne le suivait pas dans sa volonté de relancer le processus de paix en favorisant la convocation d'une conférence internationale.

Une première réunion du cabinet restreint — cinq ministres Likoud et cinq travaillistes — s'était soldée déjà lundi par une impasse totale, chaque camp restant sur ses positions.

Le problème pour M. Pérès — qui a reporté la visite qu'il devait faire à partir de jeudi aux États-Unis — est qu'il n'est pas sûr de pouvoir mettre sa menace à exécution. Il n'est, en

effet, pas certain que son parti puisse mobiliser soixante et un députés (sur cent vingt) pour voter un projet de loi de dissolution du Parlement.

A Londres, le quotidien *Financial Times* affirme, dans son édition de mercredi, qu'Israël, aux termes d'un accord secret, conclu entre le roi Hussein et M. Pérès, serait disposé à restituer à la Jordanie, en sa grande partie, la Cisjordanie, territoire occupé par l'État hébreu depuis 1967.

Cette question de la conférence, tout comme les relations de l'Égypte et de la Jordanie avec l'OLP — en période de froid, — ont été au cœur des entretiens que le roi Hussein a eus mardi avec le président Moubarak lors d'une brève visite au Caire.

Il s'agissait du premier séjour en Égypte du roi depuis la fermeture des bureaux de l'OLP dans ce pays à la suite des récents travaux du Conseil national palestinien.

Enfin, à Washington, des responsables ont annoncé que les États-Unis n'envisageraient toujours pas de renvoyer leur ambassadeur en Syrie (M. Thomas Eagleton), rappelé en octobre dernier en signe de protestation contre le rôle joué par Damas dans le terrorisme international.

Ces mêmes responsables, ayant requis l'anonymat, ont expliqué qu'il y avait eu récemment un débat à ce sujet, certains penchant en faveur d'un geste en direction de Damas afin d'encourager les initiatives de paix au Proche-Orient. — (AFP, AP, Reuters.)

## ÉGYPTE

## Décès d'un des fondateurs du parti Wafd

LE CAIRE  
de notre correspondant

M. Wahid Raafat, vice-président du parti d'opposition libérale Néo-Wafd, est décédé, le lundi 12 mai, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Il fut une des personnalités du Wafd, le grand parti nationaliste égyptien, qui domina la scène politique entre les deux guerres mondiales.

Juriste de réputation internationale, il a été conseiller au Conseil d'État depuis sa fondation en 1946. Il était entré en conflit avec les « officiers libres », qui avaient renversé le roi Farouk en juillet 1952. En novembre 1957, il est emprisonné deux mois pour avoir écrit un article non publié attaquant l'article 76 de la nouvelle Constitution, en vertu duquel un seul candidat,

choisi par le Parlement, peut briguer la fonction de président de la République, où il est confirmé après plébiscite.

M. Raafat, qui n'avait pas présenté sa candidature lors des élections d'avril 1987, avait vivement critiqué « la manière antidémocratique du déroulement du scrutin ».

Avec son décès, seuls demeurent de la vieille garde du Wafd MM. Fouad Serag El Din, président du parti, et Ibrahim Farag, secrétaire général, tous deux âgés de plus de soixante-dix ans.

A. B.

Le général Hassan Abou Bachea soigné aux États-Unis. — L'ancien ministre égyptien de l'Intérieur, blessé la semaine dernière dans un attentat, a été transféré, le mardi 12 mai, dans un hôpital de Munich avant d'être conduit dans un centre spécialisé à Houston, aux États-Unis. — (Corresp.)

L'Égypte expulse un diplomate iranien. — L'Égypte a ordonné la fermeture de la section des intérêts iraniens installée à l'ambassade de Suisse et a donné sept jours au diplomate iranien M. Mahmoud Mohtadi pour quitter le pays, a annoncé, mercredi 13 mai, un porte-parole égyptien.

Le ministre égyptien des affaires étrangères n'a donné aucune explication sur cet ordre d'expulsion, s'il s'agit d'un poste syrien, dans le secteur à majorité musulmane de Beyrouth, a indiqué à l'AFP un officier des services de renseignement militaires syriens. La voiture, une BMW grise, stationnée à 200 mètres du Bain militaire, importante position militaire syrienne, sur le front de mer, avait une charge télécommandée estimée à 100 kilos de TNT. — (AFP.)

Le Monde  
doctes et documents  
Mai 1987  
LES ARCHIVES  
DE L'ACTUALITÉ

## DEUX DOSSIERS

LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE  
LA REFORME ÉCONOMIQUE  
DES PAYS DE L'EST

CHEZ VOTRE MARCHAND  
DE JOURNAUX 7 F

## IRAN

## Amnesty dénonce un « large éventail de violations des droits de l'homme »

Amnesty International a diffusé, le mercredi 13 mai, un nouveau rapport sur l'Iran, à l'occasion d'une campagne internationale sur la situation des droits de l'homme dans ce pays.

Les relations entre Amnesty et l'Iran sont anciennes : l'organisation humanitaire fut une des plus insistantes à dénoncer les tortures dont étaient souvent victimes les opposants au régime du chah. Le moins que l'on puisse dire est que les dirigeants de la République islamique n'ont guère été reconnaissants ou, plutôt, font preuve d'un cynisme tranquille à l'égard de l'organisation. Avec un aplomb certain, la presse de la République islamique n'hésite pas à utiliser les rapports qu'Amnesty fit du temps du chah. De même, à la commission des droits de l'homme de l'ONU, à Genève, les délégués iraniens citent volontiers Amnesty pour dénoncer l'usage de la torture... en Irak — pays avec lequel l'Iran est en guerre.

Depuis la révolution et l'instauration de la République islamique, aucun délégué de l'organisation n'a pu se rendre en Iran. Amnecy « n'a pu être adopté » par Amnesty comme c'est le cas dans de nombreux autres pays : le seul fait pour l'organisation de citer nommément un délégué met en danger la vie de celui-ci. Durant plusieurs mois, avant de diffuser ce nouveau rapport, Amnesty a adressé des demandes d'éclaircissements, de précisions, sur tel ou tel cas évoqué, et sollicité des réponses auprès des autorités officielles — en vain.

Amnesty faisait notamment remarquer que certains traités dont la République islamique est signataire — comme le Pacte international sur les droits civils et politiques des Nations unies — comprennent des dispositions prohibant formellement les châtiments appliqués en Iran au nom de l'islam : lapidation à mort (au moins huit cas en 1986), flagellation, crucifixion, amputation (citant la presse officielle, Amnesty rapporte que, en mai 1986, à la prison de Qasr, un voleur a eu quatre doigts de la main droite sectionnés à l'aide d'une petite guillotine électrique).

Al. Fr.

La visite du ministre syrien des affaires étrangères. — M. Farouk El Chahr, au cours d'un séjour de quelques heures à Téhéran, le mardi 12 mai, rencontre le chef de l'État, le premier ministre, le chef de la diplomatie et le président du Parlement. Selon la radio iranienne, il a réaffirmé le soutien de la Syrie à l'Iran dans la guerre du Golfe. Cette visite fait suite aux informations sur un sommet secret syro-iranien, qui se serait tenu le 27 avril (Le Monde du 6 mai). — (AFP, AP.)

## Guerre du Golfe

## La France refuse de participer directement à la protection des pétroliers

Le gouvernement français a récemment refusé de souscrire à la demande adressée par le gouvernement koweïtien aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU de faire immatriculer sous leur pavillon, pour les protéger, des pétroliers koweïtiens ou transportant du brut de l'Émirat.

Le Koweït vient de louer trois navires à l'Union soviétique et les États-Unis sont sur le point d'accepter d'enregistrer sous leur pavillon onze des vingt-deux tankers koweïtiens.

Particulièrement visé par l'Irak, qui lui reproche son soutien à l'Irak et à très mal accepté la tenue à Koweït, en janvier, du cinquième sommet islamique, le Koweït s'était adressé aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, fidèle en cela à sa traditionnelle politique d'équilibre.

Si les Deux Grands, l'URSS d'abord, les États-Unis ensuite, et sous grand enthousiasme, dit-on —

mais Washington pouvait-il faire autrement à partir du moment où Moscou avait dit oui ? ont accepté d'engager plus directement pour faire respecter la liberté de navigation dans le Golfe, la France, la Grande-Bretagne et la Chine ont refusé. Londres et Pékin n'auraient toutefois pas encore fait connaître officiellement leur décision.

Le non de Paris n'est pas sans susciter quelque amertume chez les partisans de la France : ils notent que, si celle-ci est toujours prête à vendre ses armements, elle est moins empressée à protéger ses amis. Le refus de la France est sans aucun doute lié au sonci de ne pas rendre encore plus difficile la normalisation franco-iranienne, au point mort depuis quelques semaines, mais, souligne un diplomate arabe, « ce geste sera interprété à Téhéran comme un nouveau signe de faiblesse ».

F. C.

Un programme intensif d'insertion professionnelle

9 mois de formation de haut niveau. 7 mois de missions opérationnelles en entreprise.

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

CONCOURS : 2<sup>e</sup> session 22 juin 1987.

4 OPTIONS :

Finances et contrôle de gestion  
Marketing et commerce international  
Gestion des ressources humaines  
Management de la qualité

Les « anciens », les professeurs et les consultants IGS vous écoutent, vous informent, vous orientent.

Les étudiants du 3<sup>e</sup> cycle répondent à vos questions.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

TROISIÈME CYCLE DE MANAGEMENT AVANCÉ

Soirée « PORTES OUVERTES »  
Jeudi 21 mai de 18 h à 20 h  
63, av. de Villiers 75017.  
Métro Wagram

Etudiants - Info.  
Tous les mardis de 16 h 30 à 18 h 30  
Appelez-nous... 43 80 17 60

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tel. \_\_\_\_\_

☐ souhaitez recevoir une brochure ☐ participerez à la soirée « Portes ouvertes ».

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris  
Établissement privé d'enseignement supérieur

LES FRANÇAIS NOUVEAUX  
DU GROUPE SEB DÉVELOPPENT  
TOUS LES GRANDS CHANGEMENTS

Le Groupe SEB a développé tous les grands changements de la vie quotidienne. Les Français nouveaux du Groupe SEB ont développé tous les grands changements de la vie quotidienne. Les Français nouveaux du Groupe SEB ont développé tous les grands changements de la vie quotidienne.

LES FRANÇAIS NOUVEAUX  
DU GROUPE SEB DÉVELOPPENT  
TOUS LES GRANDS CHANGEMENTS

LES FRANÇAIS NOUVEAUX  
DU GROUPE SEB DÉVELOPPENT  
TOUS LES GRANDS CHANGEMENTS

LES FRANÇAIS NOUVEAUX  
DU GROUPE SEB DÉVELOPPENT  
TOUS LES GRANDS CHANGEMENTS

LES FRANÇAIS NOUVEAUX  
DU GROUPE SEB DÉVELOPPENT  
TOUS LES GRANDS CHANGEMENTS

LES FRANÇAIS NOUVEAUX  
DU GROUPE SEB DÉVELOPPENT  
TOUS LES GRANDS CHANGEMENTS

LES FRANÇAIS NOUVEAUX  
DU GROUPE SEB DÉVELOPPENT  
TOUS LES GRANDS CHANGEMENTS

LES FRANÇAIS NOUVEAUX  
DU GROUPE SEB DÉVELOPPENT  
TOUS LES GRANDS CHANGEMENTS

LES FRANÇAIS NOUVEAUX  
DU GROUPE SEB DÉVELOPPENT  
TOUS LES GRANDS CHANGEMENTS

LES FRANÇAIS NOUVEAUX  
DU GROUPE SEB DÉVELOPPENT  
TOUS LES GRANDS CHANGEMENTS

LES FRANÇAIS NOUVEAUX  
DU GROUPE SEB DÉVELOPPENT  
TOUS LES GRANDS CHANGEMENTS

LES FRANÇAIS NOUVEAUX  
DU GROUPE SEB DÉVELOPPENT  
TOUS LES GRANDS CHANGEMENTS

LES FRANÇAIS NOUVEAUX  
DU GROUPE SEB DÉVELOPPENT  
TOUS LES GRANDS CHANGEMENTS

LES FRANÇAIS NOUVEAUX  
DU GROUPE SEB DÉVELOPPENT  
TOUS LES GRANDS CHANGEMENTS

LES FRANÇAIS NOUVEAUX  
DU GROUPE SEB DÉVELOPPENT  
TOUS LES GRANDS CHANGEMENTS



**IRAN**

directionnel a diff-  
cile 13 mai, un nou-  
veur Fran, à l'occa-  
sion campagne

... situation  
... dans ce

... Amnesty et  
... l'organisation  
... plus insis-  
... les tortures dont  
... les oppo-  
... du chah. Le moins  
... est que les diri-  
... islamique  
... co-  
... cyman-  
... l'organisa-  
... certain, la  
... islamique  
... les rapports  
... du temps du chah.  
... la commission des  
... du ONU, à  
... que certains client  
... pour démentir  
... Irak  
... et en guerre  
... et l'insaura-  
... islamique,  
... l'organisation d'a-  
... d'Israël. Après « pri-  
... à la pa-  
... comme  
... autres  
... l'organisation  
... un dévoué met-  
... d'Israël ». Durant  
... de défendre ce  
... d'Amnesty a déposé  
... d'Israël, de  
... de la  
... après des  
... de la

... et  
... traités dont  
... un signa-

... problème  
... Iran au nom de  
... (au moins huit  
... l'flagellation, crucifica-  
... (citant la presse officielle  
... rapporte que, en mai 1980,  
... son de Qasr, un valet de  
... doigts de la main droite  
... l'aide d'une petite palette  
...).

Pour le reste, le ton-  
... d'Amnesty est autan-  
... sans surprise, était  
... de « tant de violations de  
... l'homme » : « les violen-  
... vent des sympathies et  
... ments d'opposition et  
... tets, des membres des  
... riques (la « garde révo-  
... lion baïhaï »), les fidèles  
... retenus en otage à la place  
... proches », y compris  
... des personnes âgées, la  
... la torture est « couran-  
... de routine », pour les  
... gionnaires politiques » : la  
... blique islamique.

● La visite du ministre  
des affaires étrangères  
M. Farouk El Chérif à  
Tel-Aviv de quelques heures  
le mardi 12 mai, renou-  
vèle l'Etat, le premier mini-  
stre d'Etat et le président  
me d'Israël. Si la radio isra-  
élienne réaffirme la venue de l'  
Iran dans la guerre de la  
visite fut toute au titre  
un sommet secret avec le  
serait tenu le 27 et le 28  
mai... (AJP, 27).

## Le refus de participer directement à la protection des pétroliers

[illegible]

Un programme d'insertion professionnelle

... de la Commission de l'Industrie  
... la mission opérationnelle

... ..

**OPTIONS:**  
finances et contrôle de gestion  
Marketing et commerce international  
gestion des ressources humaines  
management de la qualité

*[Illegible handwritten notes]*

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

1970-1971

**“UN SEUL TYPE  
D'INNOVATIONS:  
CELLES QUI SERVENT  
A QUELQUE CHOSE.”**

...and the

... ..

## Le Président

BP 172      B9132 EQUILY CEDEX

**TEFAL®**



## M. Chirac ne veut pas abréger le débat







## Politique

## Le RPR et l'UDF sont décidés à envoyer M. Christian Nucci en Haute Cour

Le mardi 12 mai, 16 heures, au Palais Bourbon, le président Jacques Chaban-Delemas ouvre la séance. Puis, comme si de rien n'était, annonce : « J'ai reçu de monsieur le garde des sceaux la lettre suivante : « J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que M. Jean-Pierre Michau, (...) saisi d'une information du chef de faux en écritures publiques et usages, faux en écritures privées et usage, soustraction par dépositaire public et complicité, abus de confiance, vol et recel contre M. Yves Chaliar et autres, a, le 6 mai, rendu conformément aux réquisitions du parquet une ordonnance constatant que les faits imputables à M. Christian Nucci sont de seule compétence de la Haute Cour de justice. Je vous prie donc de bien vouloir trouver sur ce pli une copie de cette ordonnance ainsi que des réquisitions prises, le 30 avril, par le parquet de Paris. » Le président de l'Assemblée ne fait aucun commentaire, se contentant d'un « acte en date de cette communication ». Il ajoute simplement qu'il a le matin même transmis aux présidents de groupe des copies des documents transmis par le ministre de la justice.

Humeur involontaire des tours de présidence, au Sénat c'est un vice-président socialiste, M. Michel Dreyfus-Schmidt, qui, au même moment, fait une communication identique au Palais du Luxembourg.

Les parlementaires ne peuvent plus faire semblant d'être dans l'ignorance. Ils sont officiellement saisis de l'ensemble des pièces officielles du dossier. L'ordonnance du juge est claire : « Apparaissent en effet des indices graves et concordants de culpabilité pour des faits susceptibles d'être qualifiés de complicité de faux en écritures publiques et usages, faux en écritures privées et usages, soustraction par dépositaire public et recel à l'encontre de M. Christian Nucci. » Conformément à la Constitution, c'est à eux, et à eux seuls de décider de la suite à donner à cette affaire. Les députés RPR n'ont pas attendu cette publicité. Le matin même, lors de la réunion de leur bureau, ils ont rédigé un projet de proposition de résolution demandant l'envoi de M. Christian Nucci devant la Haute Cour. M. Pierre Messmer l'a transmis, dans la journée même, aux autres présidents de groupe, puisqu'il souhaite que la procédure soit enclenchée par l'ensemble des forces politiques. Il a aussi saisi les présidents des groupes sénatoriaux.

La discussion à l'UDF est rapide. Certains députés de la confédération, comme M. Jean-Claude Gaudin, continuent à être « réfractaires à tout cela ». Mais ils savent bien que, dorénavant, ils ne peuvent faire autrement que de co signer la proposition RPR. Seul point de désaccord avec M. Messmer : alors que le président du groupe RPR souhaite un nombre restreint de

signatures, les députés UDF demandent tous à la signer. Le Front national, lui aussi, est tout prêt à suivre le RPR. Au PC, en revanche, si on estime que l'état du dossier impose que la procédure aille dorénavant son cours, on ne veut pas s'associer à une démarche émanant de la majorité. M. Messmer pense donc que sa proposition de résolution pourra être déposée dans quelques jours, au plus tard au début de la semaine prochaine.

Pour les socialistes, la situation est plus délicate. Certains continuent à penser que s'associer à la démarche visant M. Nucci permettrait de mettre la majorité au pied du mur. Puisque la Haute Cour est la seule solution pour que l'ancien ministre s'explique, disent-ils en substance, nous sommes d'accord pour enclencher avec vous le processus. Mais, en revanche, vous devrez vous joindre à nous afin de mettre en route la seule procédure permettant l'envoi de M. Charles Pasqua en Haute Cour, si la chambre d'accusation donne raison au parquet contre le juge d'instruction en estimant que cet aspect du dossier (la fourniture d'un « vrai-faux » passeport à M. Yves Chaliar) est couvert par le « secret-défense ».

Les amis de M. Nucci sont persuadés de tenir là une contre-attaque imparable. Il y a un délit, observent-ils, puisqu'un inculpé en fuite détient de « vrais-faux » papiers d'identité. Ces papiers ayant été établis, selon eux, par les services du ministère de l'Intérieur, le ministre responsable doit s'en expliquer.

M. Pierre Joxe et la majorité des députés socialistes ne veulent pas franchir le pas en s'associant à un début de mise en accusation de M. Nucci. La solidarité de clan reste la plus forte.

Le président du groupe continue de mettre en avant la nécessité de traiter « l'affaire comme un tout ». Pour lui la communication faite officiellement par le ministre de la justice au Parlement n'est pas « un événement ». Il attend la décision (normalement le 27 mai) de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris sur le « secret-défense ». Il est bien décidé, si elle est conforme aux souhaits du gouvernement tels qu'ils transparaissent dans le réquisitoire du parquet, à enclencher la procédure de Haute Cour contre M. Pasqua, même s'il sait que la majorité « les moyens de s'opposer à ce qu'elle aille jusqu'au bout ».

Accusation de détournement de fonds publics d'un côté. Accusation d'avoir utilisé les services de police pour monter une affaire « politique », de l'autre. Les termes du débat qui va empoisonner la vie politique pendant de nombreux mois sont nettement posés.

THÉRIER BRÉHER.

## PROPOS ET DÉBATS

## M. Pasqua :

## agitateur

A l'occasion des assises départementales du RPR du Val-de-Marne, réunit, mardi 12 mai, au Perreux, M. Charles Pasqua a répondu : « Nous continuerons à reconduire à la frontière les immigrés en situation irrégulière. » Le ministre de l'Intérieur a ajouté : « Même si cela doit déplaire à cette conscience de la nation française que prétend être Harlem Désir, cet élément entrave de la contestation socialiste et qui est un agitateur professionnel, nous expulserons les immigrés qui se sont rendus coupables de délit. C'est bien la moindre des choses quand même. »

## M. Lang :

## honte

« J'ai honte pour notre pays que le gouvernement de la France puisse faire l'apologie de la déportation par trains des immigrés. » Telle est la réaction de M. Jack Lang, après les propos tenus la veille par M. Charles Pasqua, se déclarant prêt à « faire un train » comme il avait effectué un charter pour expulser cent un Malien.

## M. Queyranne :

## vampire

Affirmant que les responsables de la majorité « effient de plus en plus une grande complicité à l'égard des idées de l'extrême droite », M. Jean-Jack Queyranne, député socialiste du Rhône, a déclaré, mardi 12 mai, que M. Jean-Marie Le Pen est en train de « vampiriser la droite ». Pour le porte-parole du PS, M. Pasqua « donne dans l'ignoble en annonçant un train pour les immigrés ». « Les multiples compromissions dans les conseils régionaux favorisent les convergences entre la droite et l'extrême droite », a-t-il ajouté.

## M. Ducoloné :

## dérive

Les propos de M. Pasqua « tendent à faire des travailleurs immigrés, même régulièrement installés en France, les boucs émissaires de tous les problèmes que le gouvernement est incapable de résoudre », a observé, mardi 12 mai, M. Guy Ducoloné. Le groupe communiste de l'Assemblée nationale, dont M. Ducoloné est vice-président, a dénoncé « l'accusation de la dérive gouvernementale vers les thèmes

favoris de l'extrême droite raciste et xénophobe » et « l'indécence chassée aux voix de Le Pen » dont les immigrés sont « à nouveau victimes ».

## M. Doubin :

## pas le moment

Réagissant aux propos de M. Pasqua, M. François Doubin a expliqué, mardi 12 mai, que « ce n'est pas le moment de donner un coup de main à Le Pen et de céder aux pressions d'un racisme rampant ». Le président du MRQ précise que s'il est « d'accord » pour limiter l'entrée des immigrés et faciliter l'aide au retour, il faut, aux frontières, et surtout dans les centres d'accueil, les aider à se mettre en situation régulière.

## M. Baudouin :

## vigilance

Interrogé par l'hebdomadaire Jours de France, M. Denis Baudouin estime qu'il faut être « extrêmement vigilant » à l'égard du Front national. Le porte-parole de M. Jacques Chirac considère en effet que certains thèmes du FN « pourraient conduire à des débordements dangereux s'ils sortaient de la théorie pour être mis en application par des gens qui, tout d'un coup, se trouveraient au pouvoir ».

## M. Gaudin :

## explication

« La majorité ne résoudra le problème du Front national ni par l'agression, ni par l'exclusion mais par l'explication », a déclaré, mardi 12 mai, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale. M. Gaudin se défend d'être l'otage de l'extrême droite dans la gestion du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont il est président : « Pas une seule décision que j'ai prise en tant que président de la région n'est empreinte du moindre soupçon de l'idéologie d'extrême droite », affirme-t-il. Il regrette cependant les attaques verbales de certains de ses amis contre M. Le Pen : « A Marseille, dit-il, je ne peux insulter et exclure 24 % de l'électorat. » D'autant, ajoute-t-il, que face au phénomène d'extrême droite « il n'est pas efficace de pratiquer une politique du ghetto, car elle risquerait, au contraire de nourrir le Front national ». M. Gaudin préfère un travail « d'explication ». D'abord en faisant remonter aux électeurs de M. Le Pen que celui-ci, en exagérant les différences entre les élec-

teurs modérés de la majorité et les électeurs radicalisés risque de contribuer à creuser un fossé à l'intérieur du camp majoritaire et donc de favoriser un échec de la majorité ». Ensuite en expliquant aux électeurs tentés par l'extrême droite que « les thèmes du Front national sont de fausses réponses, ou des réponses sommaires ».

## M. Labbé :

## pas de rejet

Dans une interview publiée par Paris-Match, M. Claude Labbé, député RPR des Hauts-de-Seine, estime que le RPR « ne peut pas se permettre de rejeter des électeurs qui se situent sur sa droite ». L'ancien président du groupe RPR de l'Assemblée nationale ajoute : « Il ne lui est pas non plus permis d'avoir du mépris pour des Français élus au suffrage universel quelles que soient leurs convictions. S'agissant du Front national, parmi leurs idées, il en est évidemment qui sont les nôtres. »

## M. Clément :

## mordicus

M. Pascal Clément, député UDF de la Loire, a indiqué, mardi 12 mai, qu'il envisageait de déposer un amendement au futur projet de réforme du code de la nationalité, afin que « toute personne puisse devenir française dans une plage de temps qui ira de dix-huit à vingt-cinq ou vingt-sept ans ». L'élu bariste qui tient « mordicus » à cette disposition considère qu'à dix-huit ans, un immigré n'est pas en situation, notamment à cause de son entourage familial, d'opter ou non pour la nationalité française.

## Mme Veil :

## méfiance

Mme Simone Veil ne souhaite pas une candidature de M. François Liotard à l'élection présidentielle. « Certains de ses amis ne me plaisent pas », dit-elle dans une interview à paraître le mercredi 13 mai dans Actualité juive. Mme Veil ajoute : « Je me méfie toujours des gens qui ont été à l'Occident [ancien mouvement d'extrême droite] et qui ne semblent pas avoir fait leur révolution culturelle. » MM. Alain Madelin et Gérard Longuet, respectivement ministre de l'Industrie et ministre des PTT, ont milité dans ce mouvement Occident, aujourd'hui dissous.

## M. Jacques Chirac a reçu les familles des otages français du Liban

M. Jacques Chirac a reçu, le mardi 12 mai à Matignon, les familles des otages français au Liban dans un geste destiné, en l'absence de développement tant dans les pourparlers pour la normalisation des relations franco-iraniennes que pour la libération des otages, à manifester « l'intérêt et la sollicitude » du gouvernement français.

A la question de savoir si le premier ministre leur a donné des « éléments d'espérance », Mme Joëlle Kaufmann, épouse du journaliste Jean-Paul Kaufmann, entouré de sa femme et de ses deux enfants, a répondu : « On ne peut pas vraiment dire ça. » « La prise en otage de nos proches, de nos maris, ce n'est pas simplement nous que ça concerne, ça concerne toute la France, c'est la France qui est agressée dans cette histoire », a-t-elle ajouté.

Cette entrevue avait été précédée par un entretien lundi avec le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond. Elle intervient après deux mois de silence, qui ont suivi les rebondissements des messages au Jean-Louis Normandin, technicien d'Antenne 2, en mars dernier.

La relance du débat sur les otages a été amorcée par Chelikh Fadallah. Le guide spirituel des intégristes pro-iraniens du Hezbollah au Liban avait de nouveau estimé vendredi que l'affaire des otages occidentaux avait été « gelée par les pays occidentaux, qui n'en tirent plus de profit » et que les ravisseurs « profitent et acceptent ce gel jusqu'aux élections présidentielles américaines et françaises de 1988 ».

## PRESSE

● Trente-sixième assemblée générale de l'IFI. — La trente-sixième assemblée générale de l'Institut international de la presse (IFI) s'est ouverte le lundi 11 mai en présence du président Raoul Aloff. La première partie de cette assemblée aura lieu à Buenos-Aires puis à partir de jeudi à Montevideo (Uruguay). L'assemblée générale de l'IFI rassemble quatre cent cinquante éditeurs, directeurs de journaux et journalistes, dont André Fontaine, directeur du Monde.

## DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRES

## PAF STUDIO FRANCE

PIERRE NOURISSAT  
33 Avenue des Champs Elysées  
75008 Paris  
Tel. (1) 4285527  
Téléc. 848784  
Téléfax (1) 4285528

## PARIS

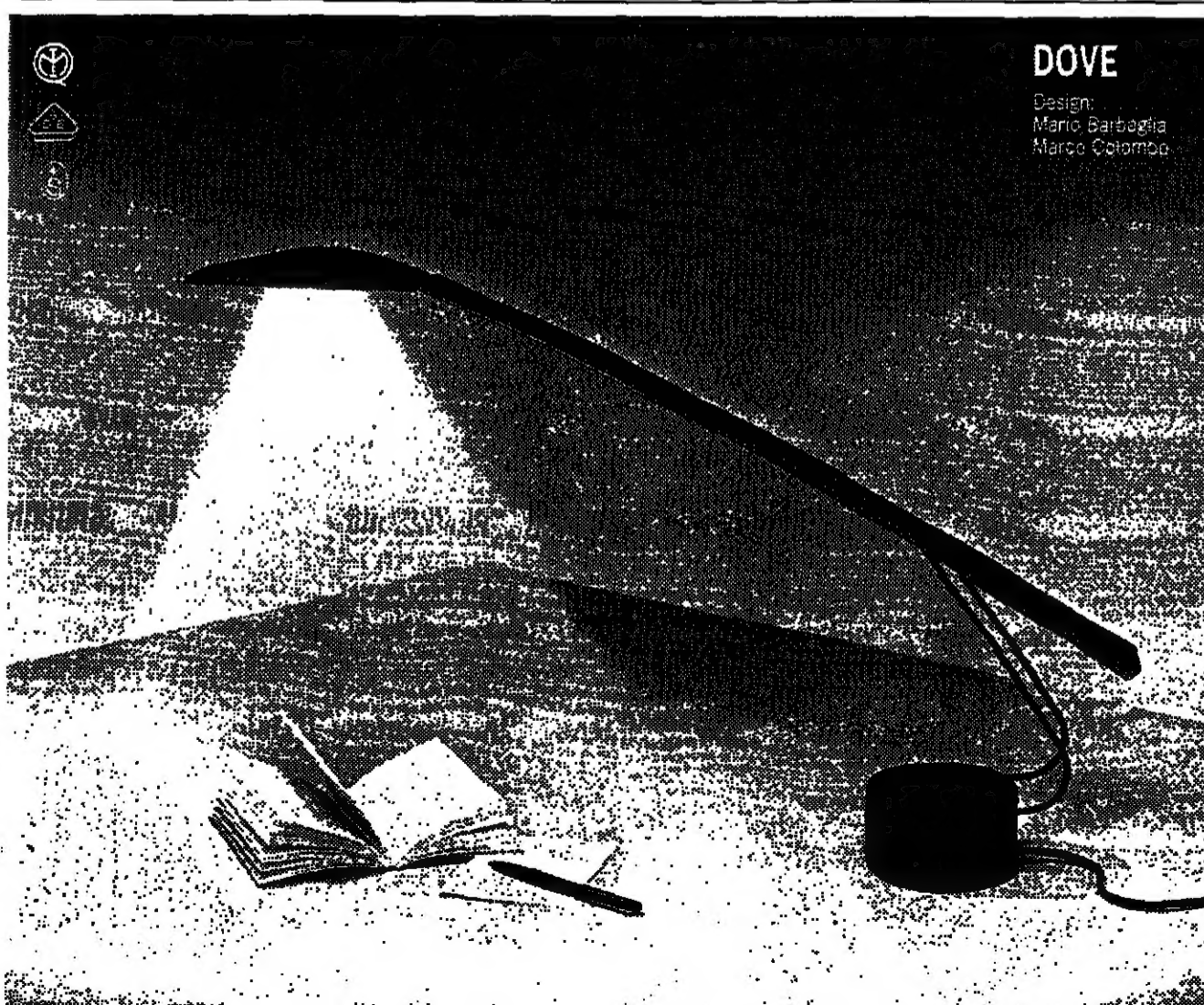
COLLECTANIA, 188 rue de Rivoli - CONTREJOUR, 12 rue des Halles - ESPACE ET VOLUME, 23 rue Étienne Marcel - ARILUMINE, 8 Avenue Victor - ARRIERES TO, 18 Quai des Celestins - ESPACE LUMIERE, 17 rue des Lombards - POINT LUMIERE, 25 rue Saint-Paul - ELECTRO-RAMA, 11 bd Saint-Germain - ORGA SYSTEME, 284 rue Saint-Jacques - ESPACE LUMIERE, 48 rue Marceau - RÉA-DY MADE, 38 rue Jacob - AU BON MARCHE, Rue Gauche rue du Bac - DIVA, 97 rue du Bac - GALERIE DE L'ASSOMMOIR, 11 Place du Palais National - VOLT ET WATT ASSOCIÉS, 23 bd Raspail - ESPACE ACTUEL, 11 Avenue Delacour - ESPACE LUMIERE, 167 bd Hausmann - LA BOUTIQUE DANOISE, 45 Avenue de Friedland - AU PAYSAN, bd Hausmann - ÉCLAIRAGE ARCHITECTURE, 30 rue de la Pélerine - GALERIES LAFAYETTE, 40 bd Hausmann - PIERRE ET BORDIER, 18 rue de la Vierge - LUMIERE ET FONCTION, 284 bd Raspail - MODERNISMES, 16 rue Franklin - L'AUTRE JOUR, 85 Avenue des Ternes

## REGION PARISIENNE

Vermeilles - BUREAUX MEUBLES VERSAILLES, 32 rue Ramilly - FORMES ET LUMIERES, 31 Avenue de Saint-Oud - St Germain en Laye - M.B. 21, Coteaux du Bel Air, 45 rue de la Liberté - Oger - LA BOUTIQUE D'AVANCE - Centre Commercial Art de Vivre - Boulogne - HALOGNE, 50 bd Jean Jaurès - Nanterre - FERTI BUREAU, 2 PL Pasteur - Boulogne - BREVETEX, 232 rue de Noye la Sac

## PROVINCE

01000 Bourg en Bresse - MOREL LAB, 330 bd E. Herriot - Vint - 01210 Paray Vaux - CASA DESIGN, Centre d'Allevard - 05000 Vichy - LA LUCIOLE, 10 rue Sorin - 06000 Nice - HALOGNE, 15 rue Serrin - HALOGNE, 11 rue du Congrès - 06150 Cannes la Bocca - DOMO, 148 Av. de la Proust - 06400 Cannes la Bocca - DOMO, 15 rue Hocher - SCANDIA, 103 rue d'Antibes - 06700 St. Laurent du Var - LUMIERES 3000, Avenue de Verdun, Brestelle Cap 3000 - 06800 Charleville Meadens - FUTUR INTERIEUR, 5 rue de l'Angeville - 12000 Rodez - CASA, 3 rue Eugène Vial - 13000 Marseilles CHARLES SIBBALDI, 131 rue Paradis - DANANO, 173 rue Paradis - ELECTRO-RAMA, 6 Cours Lavoisier - LIGNE NOUVELLES, 31 Cours Lavoisier - STRUCTURES, 116 rue Edmond Rostand - 14000 Caen PYRAMIDE, 11 rue Froide - 18000 Bourges - AXEL, 10 rue Courcelle - 19000 Brive - VIRY, 7 bd du Safran - 21000 Dijon - EPICURE, 15 rue Verrière - FUTUR INTERIEUR, 7 rue Turgot - 29000 Brest GALERIE CONTEMPORAINE, 26 rue des Grands - LE BLOND, 84 rue des Grands - ESPACE CONTEMPORAINE, 8 rue Ferdinand Marie - LA MAISON DE FLORENCE, 88 rue Victor Hugo - 33000 Bordeaux - CIVEL, Centre Delta, Route de Benoit - OMBRE ET LUMIERE, 5 rue Préfet Collignon - 33000 Brest - ART LIGNE, 210 rue Jean Jaurès - 33000 Brest - DOMO, 11 rue de l'Horloge - 33100 Alès - ATELIER PONSROY, 11 rue Ponsroy - 31000 Toulouse - CLIMATS, 23 rue de la Colonne - 31000 Toulouse - 33 rue des Couverts - LUMIERES VOLTEX, 102 Quai de Tournes - MARIE ANGE SEBRAN, 21 rue Croix Surgenon - MARIE ANGE SEBRAN, 21 rue Croix Surgenon - SAGAL, 57 rue Croix Surgenon - 33000 Bordeaux - MITRA, 173 rue du Palais Gallien - NLSSEN AMBAGEMENT, 34 Cours de Verdun OTTA, 34 Cours Georges Clémenceau - PERINOT, 47 Cours Georges Clémenceau - 34000 Montpellier



DOVE, DANS VOTRE VILLE.

## DOVE

Design  
Mario Botta  
Margo Colombo

ter - ART SYSTEME, 4 rue Bras de Fer - LUMIERES ACTUELLES, 30 rue St Julien - STRUCTURES, 13 rue Foch - 25000 Rennes FORMES ET FONCTIONS, 16 rue de Nemours - 27000 Troyes - LUMIERANCE, 18 rue Narisat Desouches - MOLIN GENEVEVE, 73 rue des Halles - 39000 Grenoble - APICRISME, 26 rue Doreau - 40000 Nogent - Place de Metz TOMASINI, 2 Square Léon Martin - 40100 Dax - FORMES ACTUELLES, rue d'Orre - 42100 St. Etienne - RENEVER, 2 rue du 11 Novembre - 43000 Le Puy - SIGMA DIFFUSION, 54 av. Maréchal Foch - 44000 Nantes - FORUM INTERNATIONAL, 27 rue du Calvaire - 44800 Nantes Saint-Hilaire - MOIR, M. Route de St. Etienne de Montreuil - 45000 Orléans - VOLIERS ET LUMIERES, 4 rue d'Avignon - 46000 Cahors - JEAN DABOUE, 285 Av. Charles de Gaulle - 49000 Angers - SCALINE, 64 rue Saule - 51000 Reims - INTERIEUR ACTUEL, 3 Place du Forum - 52000 Chaumont - GUSTIN, 62 rue Victor de la Marne - 54000 Nancy - EST BUREAU, Place de la Commanderie - 57100 Lorient - ALADA, 10 rue de Liège - CIVEL, 2 bd Joffre - 57000 Metz - ART FONCTIONNEL, 11 rue Lecoq - 59000 Lille - NORD LUMIERE, 84 rue Nationale - 59100 Westphalie Les Lias - SOCIETE SERVANE, 181 rue Clichon - 60000 Reims - BOUTIQUE BURD, 43 rue de la Madeleine - 61000 Flers - MEUBLES DEP, 14 Place Charles de Gaulle - 63000 Clermont-Ferrand - PYRAMIDE, 2 av. Verger - 64000 Pau - TRIVUL, 11 rue Léon Darné - 64000 Pau - LE HORN DANS L'EAU, 5 av. Victor Hugo - 65000 Tarbes - SESAME, 42 rue Maréchal Foch - 66000 Perpignan - TOTALEMENT INVENTABLE, 37 Quai Vauban - 67000 Strasbourg - INTERLUM, 155 Route d'Oberhausbergen - LUMIERES, 5 rue des Juifs - PALLADIO, 78 rue des Frères - 68000 Colmar - VOLUME-FRANZ MULLER, 8 rue des Augustins - 69000 Lyon - ARRIVETZ, 24 rue Jarente - CINTRAT, 58 rue Vendôme - DECOR ET LUMIERE, 10 rue de l'Archevêque - FLEURON CONTEMPORAINE, 48 Cours Franklin Roosevelt - N.R.A., 55 rue du Lac - 71000 Macon - LA MAISON DU MEUBLE, 30 Quai Lemaître - 72000 Chambéry - ROCHE BODOS, 80 Place St-Léger - TOUR SELECTION, 39 rue Jean-Pierre Veyrat - 73100 Aix Les Bains - ECLIPSE, 53 Avenue de Saint-Simon - 74000 Annecy - DANIEL MAURIS, 16 rue Vierge - 74000 Thonon - INDICE DE REVE, 5 rue des Vieux Thonon - 76000 Rouen - LIGNE, 30 rue St-Romain - 80000 Amiens GOSART, 3 rue Robert de Luzarches - MOULE, 32 rue des Otages - 83000 Toulon - HALO, 324 Avenue de la République - 83000 Draguignan - DECOR ET LUMIERES, 1 rue Lecoq - 89000 St-Tropez - JEU D'OMBRER, 25 rue de la Châtelaine - LES HALLES ST-TROPEZ MAISON, 19 rue Gambetta - 84000 Avignon - DE LAMARTINE, 19 rue Joseph Verrier - DE LAMARTINE, 21 rue de Courbe - FORMES ET LUMIERES, La Cristole Route de Marseille - LA MAISON DE MARIE, 41 rue du Vieux Bercy - 86000 Poitiers ROCHE BODOS, 5 rue Lemaître - 87000 Limoges ACANTHE, 1 Place d'Aire - 90000 Brest - LIGNE ROSET, 25 rue Thiers

**PAF** Studio  
Via Edison, 118  
20019 Settimo Milanese Italy  
Telefono (02) 3287321  
Telex 315031 Paf I  
Telefax (02) 3288137

Vous

Apple



# M. Jacques Chirac aux les familles des otages français du Liban

M. Jacques Chirac a mardi 12 mai à Matignon, Liban dans un geste d'absence de développement dans les pourparlers pour la sation des relations franco-iraniennes que pour la libération des otages, à manifester l'« inquiète sollicitude » du gouvernement français.

A la question de savoir si le ministre leur a donné des « éléments d'espoir », M. Jacques Chirac, épouse de Jean-Paul Kauffmann, a répondu : « On ne peut pas dire ça ». « La prise en compte des proches, de nos amis, ce n'est simplement nous que ça concerne toute la France, la France qui est agitée de sa histoire », a-t-elle ajouté.

Cette entrevue avait été précédée par un entretien lundi avec le Bernard Raimond. Elle avait suivi les rebondissements des menaces sur Jean-Louis Naudin, technicien d'Antenne 2, le dernier.

La relance du débat sur la a été amorcée par Chirac. Le guide spirituel des intégristes du Hezbollah avait dit que l'affaire des otages avait été « gérée par les parents », et que les rumeurs « n'ont pas de sens ». Il a accepté ce gel jusqu'à la présidentielle française de 1988.

## PRESSE

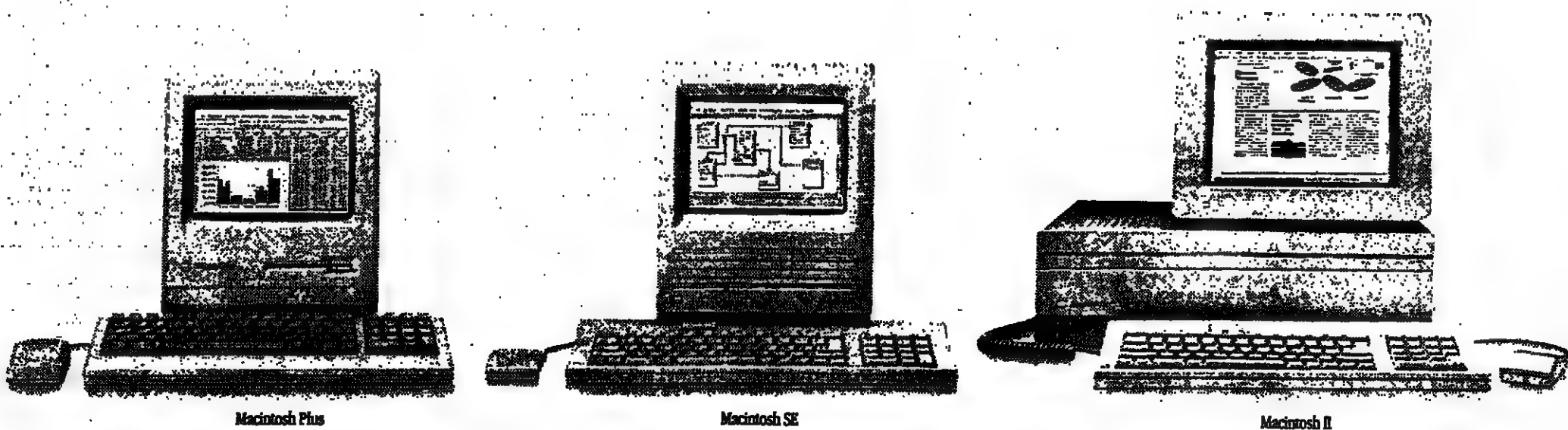
■ Trente-sixième assemblée générale de l'U.P.I. — La sixième assemblée générale de l'Union internationale de la presse s'est ouverte le lundi 11 mai au service du président Radj Alami, première partie de cette assemblée aura lieu à Buenos-Aires le 12 et de jeudi à Montevideo l'après-midi.

L'assemblée générale de l'U.P.I. servira quatre cent cinquante journalistes, directeurs de journaux, journalistes, dont André Frenet, directeur du Monde.

## DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRES

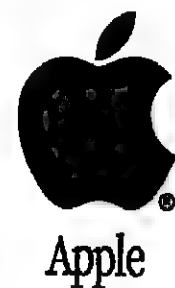
Vous avez encore une centaine d'années devant vous pour comprendre.



En 1984, Apple a inventé Macintosh. Le simple fait que l'homme ne devait pas apprendre à devenir une machine, mais que c'était plutôt aux ordinateurs si intelligents d'apprendre l'homme, fut une révolution.

Aujourd'hui, cette révolution est un outil de travail pour des millions de gens. Avec l'arrivée de Macintosh SE et Macintosh II, ce sera la même chose pour des millions d'autres aussi.

Ceux qui désirent aller plus vite, plus loin en toute liberté. Si vous n'avez pas une centaine d'années à perdre, téléphonez-nous au 69.28.25.67



Apple présente : Macintosh Plus, Macintosh SE et Macintosh II.

Apple, le logo Apple, Macintosh, Macintosh Plus, Macintosh SE et Macintosh II sont des marques déposées de Apple Computer Inc. Copyright 1987 Apple Computer Inc. Tous droits réservés. Apple est une marque déposée de Apple Computer Inc. à l'U.S.A. et dans d'autres pays.



# Société

## Le procès de Klaus Barbie aux assises du Rhône

La deuxième journée du procès Barbie devant la cour d'assises du Rhône a été consacrée, mardi 11 mai à la fin de la lecture des arrêts de renvoi et à ce qu'il est convenu d'appeler l'interrogatoire de curriculum vitae. L'énoncé des charges, donc, puis l'homme, avant que d'en venir aux faits, la semaine prochaine.

Sur le premier point, la lecture, six heures durant, de l'acte d'accusation, Klaus Barbie a

fait connaître son sentiment. Il est net : « J'ai cru vraiment que je me trouvais devant le tribunal militaire international de Nuremberg. » Et il a amorcé sa défense. Non, il n'était pas le chef de la Gestapo, « le maître de Lyon » de 1942 à 1944. Oui, il était un exécutant parmi les cent vingt autres à Lyon, tous dépendant de la Wehrmacht.

Un soldat, un nazi ? Le début de l'interrogatoire de personnalité — interrompu mardi soir et repris dès le début de la troisième audience, le mercredi 13 mai — a permis aux jurés de se faire une idée plus précise. Klaus Barbie fut bel et bien un nazi et ses chefs de l'époque ne s'y trompèrent pas qui notèrent excellentement ce soldat, puis cet officier SS. « Camarade (...) et comportement en tant que SS irréprochables. »

Avant cette appréciation qui, d'une certaine manière, sous-entend le procès : « Son opinion, relative à la conception du monde nazi, est considérée comme affirmée. » Quelle était donc cette conception ? « Je ne peux pas vous expliquer en deux mots ce qu'est le national-socialisme », répondra Klaus Barbie, avant la suspension d'audience. Il l'aura peut-être expliquée plus longuement mercredi.

## « Une conception affirmée du monde nazi »

LYON

de notre envoyé spécial

C'en est fini des préliminaires. Depuis le mardi 12 mai aux environs de 17 h 30, la partie s'est vraiment engagée, et Klaus Barbie enfin y occupe la première place. Le voici sur la sellette pour subir ce que l'on appelle aux assises l'interrogatoire de curriculum vitae. C'est-à-dire répondre aux questions sur son passé, qui ont pour objet de faire connaître à la cour et aux jurés ce qui fut sa vie jusqu'au moment où il fut arrêté et indépendamment des faits sur lesquels il aura à s'expliquer la semaine prochaine.

Mais déjà, sur ces faits, dont les trois arrêts de renvoi ont pendant près de six heures brochant un premier tableau, l'accusé a donné son opinion. Cela s'est passé après que son défenseur, M<sup>re</sup> Vergès, ait présenté des conclusions tendant à faire constater que l'acte d'accusation ne pouvait avoir lieu, Barbie ayant été jugé par contumace dès 1954 pour, selon son défenseur, l'ensemble de ses activités à Lyon de 1942 à 1944. Pour M<sup>re</sup> Vergès, ce jugement frappé aujourd'hui de prescription interdit toute nouvelle poursuite, un accusé ne pouvant être jugé deux fois pour les mêmes actes. Nous reviendrons sur cet incident.

Ce qu'il faut retenir tout de suite, c'est que Klaus Barbie, invité à donner son sentiment sur la controverse qui n'a pas manqué de l'instaurer, ne s'est pas limité à dire : « Je donne raison à 100 % à mon avocat. » Il en a profité pour amorcer sa défense. Et son thème se ramène en somme à cette simple formule : « Trop, c'est trop. »

Écoutons-le : « Lorsque j'ai entendu, hier et aujourd'hui, toutes

les accusations qui sont portées contre moi, j'ai cru vraiment que je me trouvais devant le tribunal militaire international de Nuremberg. J'ai vraiment cru que je m'étais conduit comme un fou, que j'avais pourchassé, traqué, arrêté, torturé tous les juifs. J'ai eu l'impression que l'on faisait de moi le maître de Lyon de 1942 à 1944. Or nous étions cent vingt, tous un commando, et nous étions dépendants de l'armée allemande, la Wehrmacht. Et c'est, M<sup>re</sup> Vergès pourra le confirmer. » Et encore ceci : « J'ai lu récemment dans le Spiegel, un journal que vous connaissez tous, que le père du président de la République d'Allemagne, qui avait été, lui, un général SS, et donc quelqu'un de bien plus important que moi, avait été condamné à sept ans de prison. »

### Vocations contrariées

Il fut interrompu dans ce développement, tenu à cet instant pour hors sujet. Mais ce qui était dit était dit. L'homme debout, disert, sûr de ses mots, même si la voix apparaît raquée par le poids des ans, montrait d'entrée son impatience d'engager le fer, de signifier combien il supporte mal de se voir présenter comme une incarnation, un symbole vivant du nazisme.

Et pourtant c'est bien le cheminement d'un nazi qu'on allait commenter d'examinateur avec les réponses qu'il devait maintenant donner sur sa propre histoire.

Il est né, mais combien de fois déjà ne l'a-t-on pas dit et écrit, le 25 octobre 1913 à Bad-Godesberg, dans le district de Bonn. Son père était instituteur, sa mère institutrice. L'un et l'autre sont

aujourd'hui morts, le premier en 1933, des suites d'une blessure au cou reçue pendant la première guerre mondiale. « Dans votre dossier SS, observe le président, il est indiqué que votre père est mort d'une lésion cérébrale. Il aurait été atteint d'une blessure de guerre. Comment expliquez-vous cela ? » « Ce doit être le résultat d'une mauvaise traduction. »

En tout cas, c'est la mort de son père qui empêche le jeune Klaus Barbie de poursuivre des études qui, en 1934, au lycée de Trèves, lui avaient permis d'obtenir un *Abitur*, l'équivalent du baccalauréat. Faute de ressources, il dut renoncer à cette carrière de médecin ou de juriste qu'il envisageait. Le voilà donc chef de patrouille, aux Jeunesses hitlériennes, chargé d'un groupe de cent vingt à cent trente garçons de quinze à dix-huit ans. Il précise toutefois : « Il s'agissait d'un emploi volontaire et non rémunéré. »

C'est encore en volontaire qu'il va passer six mois au service du travail, l'*Arbeitsdienst*, à la section 496, dans le nord de l'Allemagne, « une région, dit-il, que je voulais connaître, ayant lu des ouvrages d'un auteur que j'apprécie. »

Il en revient. A la section locale de Trèves du Parti national-socialiste, il connaît alors M. Jacobs. M. Jacobs est membre du SD, le service de renseignement du parti. Et Klaus Barbie trouve cela bien intéressant. Les activités de renseignement lui conviennent. Le SD offre des perspectives d'avenir. Ainsi l'engage-t-il le 26 septembre 1935 pour prêter serment le 1<sup>er</sup> octobre suivant. On lui a demandé quel était exactement ce serment.

« C'était un serment spécial, celui des SS, différent de celui de la Wehrmacht. Malheureusement je ne peux me souvenir aujourd'hui des termes. »

### « Camarade irréprochable »

De ce jour il se retrouve SS Mann. Durant deux ans, près de Berlin, on le forme dans une école. De sa formation il ne dira rien, rien ne lui ayant été demandé par le président Cerdini. Ses classes théoriques accomplies, il passe à la pratique. « En fait, explique-t-il, j'ai été muté au SD de Düsseldorf pour apprendre le travail. »

A l'époque le chef de ce SD de Düsseldorf s'appelle Helmut Knochen, qui plus tard sera à Paris, aux côtés du général SS Oberg, le responsable du SD pour la France occupée. Et à ce titre de nouveau le supérieur de Barbie.

« Le 1<sup>er</sup> mai, à vingt-trois ans, poursuit le président, vous adhérez au Parti national-socialiste. »

« Exact. En fait, c'était automatique. »

En 1938, le SS Mann Barbie effectue un service militaire de trois mois au 39<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Il y gagne le grade d'aspirant. Le 20 avril 1940, le voilà sous-lieutenant.

« C'est exact, mais c'est après avoir passé des examens particuliers montrant mes connaissances dans le travail qui m'étais demandé au SD. »

A la même époque il prend le temps de se marier, le 25 avril 1940 et le 30 juin 1941, à Trèves, naît une fille, Uta.

Le président relève :

« Vos chefs, à cette époque, vous notent comme un des meilleurs agents du SD. »

« Ça, je ne saurais pas vous le dire. Les dossiers étaient secrets. Je ne pouvais pas savoir comment j'étais noté. »

Qu'il cela ne tienne, le dossier du SD fait partie de la procédure. On lui lit : « Camarade irréprochable. Ses performances dans le service sont remarquables. Son comportement en tant que SS est irréprochable tant dans le service que hors du service. » Et encore cette remarque : « Son opinion relative à la conception du monde nazi est considérée comme affirmée. »

Que peut-il dire d'une telle appréciation ? Sa réponse va tarder. Il répète d'abord que c'est pendant l'instruction qu'il a eu connaissance pour la première fois de ce dossier SS et des appréciations qu'il comportait.

« Il est évident, dit-il pourtant, que ceux qui les ont portées me connaissaient, et je pense qu'ils ne se sont pas trompés. »

Mais le président insiste : « Alors peut-on nous dire ce qu'était cette conception affirmée du monde nazi ? » Chacun attend, sentant bien que l'on est au cœur du sujet. Alors tombe cette réponse : « Je ne peux pas vous expliquer en deux mots ce qu'est le national-socialisme. »

Du coup, en raison de l'heure déjà tardive, l'audience est suspendue, renvoyée au lendemain, un peu comme dans ces feuilletons qui s'interrompent toujours au moment où l'on brûle d'en savoir plus.

Est-ce un cours magistral et exhaustif sur le nazisme qui nous

l'occasion par exemple de glisser au passage que si M. Jean Leguay se trouve aujourd'hui inculpé de crime contre l'humanité à Paris, son supérieur de l'époque, M. Paul Bousquet, ancien secrétaire général de la police du gouvernement de Vichy, lui ne l'était pas. Pourquoi ? Parce que M. Bousquet a déjà été jugé par la Haute Cour de justice, condamné à une peine d'indignité nationale dont il fut aussitôt relevé pour services rendus à la Résistance et qu'il ne peut donc pas être inculpé de nouveau. Car ce dont il aurait à répondre a déjà été examiné par une juridiction dont la décision a l'autorité de la chose jugée.

Et comme parmi les avocats des parties civiles certains réagissent, il leur lança : « Je conçois que mon

aujourd'hui est à la fois une erreur de fait et une erreur de droit. En écoutant la lecture des arrêts de renvoi, vous avez pu constater la distinction qui était faite entre les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, seuls imprescriptibles. Vous avez pu remarquer aussi que tous les faits de torture, aussi horribles soient-ils, n'ont pas été retenus. On ne peut soutenir, comme le fait M<sup>re</sup> Vergès, que Barbie, dans ses activités à Lyon, serait comparable à un chef de camp de concentration, dont il peut être soutenu en effet que tous les crimes commis sous son autorité furent similaires et accomplis dans une durée de temps très précise. Là est le sophisme et l'erreur. »

La cour n'a pas encore statué sur ces conclusions que les parties civiles comme le ministère public lui ont d'ailleurs demandé de joindre au fond et d'y répondre seulement après la fin des débats précisément susceptibles de montrer si la thèse de M<sup>re</sup> Vergès est ou non fondée.

### Retour à Caluire

On retiendra enfin que, comme ils l'avaient annoncé, M<sup>re</sup> Hugo Immedi, Paul Lombard, Michel Grenier, Yvan Castell et François La Phong, avocats de la veuve de Bruno Larat, résistante arrêtée en compagnie de Jean Moulin et morte en déportation, dont la demande de constitution de partie civile avait été rejetée, ont fait savoir à la cour qu'ils avaient déposé au tribunal de Lyon une plainte avec constitution de partie civile contre Barbie pour crimes contre l'humanité.

« Si nous avons agi ainsi, ont-ils exposé, c'est précisément parce que nous entendons nous aussi que l'affaire de Caluire ne soit pas évincée de l'histoire, comme a pu le dire M<sup>re</sup> Vergès. Mais nous ne voulons pas que ce dossier soit traité par lui à la sauve, dans le brouhaha d'une cour d'assises. Nous voulons une instruction légale, complète, pour un débat clair et loyal et non pas un débat faussé par de petites phrases ou d'instantanées réactions. »

De son côté, M<sup>re</sup> Henri Nogères, qui représente la Ligue des droits de l'homme, s'est déclaré « satisfait d'une telle initiative ». Et M<sup>re</sup> Vergès, qu'aurait-il pu dire, pris à contre-pied comme il l'était ? Eh bien ! il a dit qu'il se réjouissait lui aussi, ajoutant toutefois : « Je souhaite seulement à mes confrères qu'ils ne soient pas déçus, que leur plainte ne soit pas déclarée irrecevable. »

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Le Sénat et le procès de Klaus Barbie. — A la demande de M. André Rabinoue, sénateur communiste de l'Ailier, le Sénat a observé, au cours de sa séance du mardi après-midi 12 mai, une minute de silence « en mémoire des victimes de la deuxième guerre mondiale, en particulier celles de la déportation et des horreurs qui l'ont accompagnée », et notamment des « enfants d'Izieu ».

### Au tribunal de Paris

## Des associations de déportés et la LICRA demandent la saisie des « Annales d'histoire révisionniste »

M. Gérard Pluyette, juge des référés au tribunal de grande instance de Paris, a examiné mercredi 13 mai, la demande présentée par quatre associations de déportés et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), visant à faire ordonner la suspension de toute distribution par les Nouvelles Messageries de la Presse parisienne (NMPP) du numéro un des *Annales d'histoire révisionniste* et la saisie de cette revue.

Proposée sous la forme d'un livre vendu 50 F dans certains kiosques à journaux, la revue, qui se présente comme trimestrielle, publie notamment, sous le titre « La mythe de l'extermination des juifs », un article mettant l'holocauste en doute (le Monde du 12 mai).

Les amicales d'Auschwitz, de Buna-Monowitz, des déportés juifs de France et des déportés de Bleichemmer (Auschwitz-III) indiquent dans leur assignation : « Dans l'immédiateté actuelle, les victimes du nazisme que les associations requérantes ont vocation à défendre sont particulièrement sensibles à toute réurgence de cette doctrine génitrice de crimes contre l'humanité et à toute tentative de réhabilitation du nazisme. » Les associations demandent, en outre, que les exemplaires saisis soient placés sous séquestre jusqu'à ce que le tribunal se soit prononcé sur les poursuites au fond qu'elles ont l'intention d'engager.

Le juge doit prendre sa décision le 14 mai.

MAURICE PEYROT.



PLANTU.

attendu mercredi ? Car Klaus Barbie doit bien mesurer qu'il est attendu sur ce chapitre.

Les arrêts de renvoi dont il a écouté la lecture et qui l'ont tellement irrité sont tous basés en effet, que ce soit celui de Lyon, qui n'avait retenu que les actions contre les juifs, que ce soit celui de Paris, qui ont ajouté à sa charge les déportations de résistants, sur un même raisonnement : « L'auteur du crime contre l'humanité, disent-ils, doit avoir agi dans le cadre de son adhésion à une politique d'hégémonie idéologique telle que l'idéologie national-socialiste du III<sup>e</sup> Reich. Son mobile doit être spécial, alors que le crime de guerre exige seulement l'intention coupable. » Et ils ajoutent : « Le fait constitutif du crime contre l'humanité doit entrer dans l'énumération des atteintes à la personne physique donnée par l'article 6, paragraphe c) de la loi du tribunal militaire international de Nuremberg : assassinat, extermination, réduction en esclavage, déportation et tout autre acte inhumain ou persécution. »

« Et ce même article, après avoir précisé les fonctions qui étaient les siennes à la tête de la section IV du SD-SD de Lyon de 1942 à 1944, fait valoir qu'une telle carrière d'officier SS et de membre du SD, organisations déclarées criminelles l'une et l'autre par le tribunal de Nuremberg, ainsi que les éléments recueillis dans ce dossier personnel démontrent qu'il a adhéré aux thèses nazies, à la conception du monde nazi et qu'il a été l'exécutant constant de sa politique d'état d'hégémonie idéologique. »

Nous voilà donc bien à une phase capitale du procès, dont l'issue dépendra en tout état de cause de la conviction qu'auront ou non la cour et le jury que l'accusé a pu ignorer ses fonctions et ses activités le sort réservé par l'Etat qu'il servait à ceux qu'il faisait arrêter et déporter.

### « Des calmants pour demain »

Il convient maintenant de revenir sur la première intervention de M<sup>re</sup> Jacques Vergès. Elle visait à faire dire par la cour d'assises que Barbie ne pouvait être jugé pour les faits dont il est accusé, en faisant valoir que la condamnation à mort par contumace dont il fit l'objet en 1954 par le tribunal permanent des forces armées de Lyon, et aujourd'hui prescrite, fut prononcée pour l'ensemble de ses activités à Lyon et dans la région.

Là était le thème. La forme, bien sûr, l'emporta sur le fond. Ce fut

## L'ŒIL DES DESSINATEURS

LYON

de notre envoyé spécial

Ils sont à ses pieds. En contrebasse. A trois mètres. Trois tout petits mètres. Pas de bruit, pas de dispute. Ils glissent comme des oiseaux de nuit, frottent de leur plume ce visage en creux d'un vieillard qui fut bourreau.

Beau sujet. Une dizaine de dessinateurs griffent ses yeux, croquent ses traits sur de grandes feuilles blanches à la recherche de ses années noires. Barbie, devenu leur proie, laisse mourir sur ses lèvres minces un sourire méprisant. « Sa bouche est un coup de serpe », assure le dessinateur Hippolyte Romain. L'auteur des albums *Nuts* et *Reportages* a jaugé l'ancien haut fonctionnaire à la porte des stigmates terribles. C'est un type fort, avec des petits yeux précis, enfoncés, comme des boutons de bottine. Quand il s'anime, on sent la violence, la puissance. Il est très sec, son cou se réduit aux muscles. C'est un hibou déprimé assez sauvage. A cet âge-là, on a la gueule qu'on mérite.

### « Il a de bonnes couleurs »

Barbie garde la tête fixe. Ses yeux courent de l'un à l'autre. Pour juger. Le temps a mangé ses lèvres. Mais Plantu s'interroge sur ce petit bonhomme en trois dimensions placé devant lui : « Il a un rituel avec un café. Ah ! je vais vous faire parler », qui peut tout simplement s'interpréter comme la moue d'un vieillard gêné par son ratelier.

Pile ou face ? Lequel retenir ? Il faudrait être de merveilleuse foi pour lui trouver une tête d'assassin, dit Viaz, venu pour le *Nouvel Observateur*. Pourquoi un boucher devrait-il avoir une tête de boucher ? Ce serait trop simple. Il a le visage très large, des traits de rapace mais pas pour autant de sanguinaire.

C'est ce qui a surpris Howard Brodie, dessinateur de CBS



News, un géant qui a participé à la libération des camps d'extermination par l'armée américaine et qui scrute Barbie grâce à des jumelles miniatures ingénieusement fixées sur une paire de lunettes. « Il ne ressemble pas au diable... il a un air de vieillard. Son sourire constant est troublant. Curieusement, il a de bonnes couleurs qui ne sont pas celles d'un prisonnier. »

Ce n'est pas la seule surprise. Dessinateur au *Figaro* et pour de nombreux quotidiens régionaux, Calvi se demande « s'il faut le dire ». « Ça va vous décevoir, mais je le vois comme quelqu'un de très gentil, doux, un croisément physique du curé d'Arc (le profil) et du pape (la forme du crâne). Deux connotations religieuses, ça fait beaucoup. Mais il faut attendre de l'entendre parler. »

Il parlait. Déjà, mardi soir, il a sèchement renvoyé le président André Cerdini dans les cordes en répondant à une question sur son attitude par rapport à l'idéologie nazie : « Je ne peux pas vous expliquer en deux mots ce qu'est le national-socialisme. » C'est comme ça, une vigueur, une solidité, une charpente étonnante, insiste Hippolyte Romain. Il est une pointe. En face, c'est un poids plume.

Pourtant Klaus Barbie est fatigué. Tous le lisent sur son visage. Tous ont noté son dos voûté. Mais Jean Joly, qui a déjà couvert quatre cents procès pour *Détective*, est formel : « Je le retrouve comme il était plus jeune sur les photographies. Je le vois dur. Son regard noir nous pince. »

LAURENT GRELSAMER.

Quatorze ans après la mort de Klaus Barbie, le procès s'ouvre à Lyon. Les jurés sont réunis dans la salle d'audience. Klaus Barbie est assis à la barre. Les avocats sont debout. Le procès commence.

Dans la salle d'audience, les jurés sont réunis. Klaus Barbie est assis à la barre. Les avocats sont debout. Le procès commence.

Le procès de Klaus Barbie s'ouvre à Lyon. Les jurés sont réunis dans la salle d'audience. Klaus Barbie est assis à la barre. Les avocats sont debout. Le procès commence.

Quatorze ans après la mort de Klaus Barbie, le procès s'ouvre à Lyon. Les jurés sont réunis dans la salle d'audience. Klaus Barbie est assis à la barre. Les avocats sont debout. Le procès commence.

Le procès de Klaus Barbie s'ouvre à Lyon. Les jurés sont réunis dans la salle d'audience. Klaus Barbie est assis à la barre. Les avocats sont debout. Le procès commence.

Quatorze ans après la mort de Klaus Barbie, le procès s'ouvre à Lyon. Les jurés sont réunis dans la salle d'audience. Klaus Barbie est assis à la barre. Les avocats sont debout. Le procès commence.

Le procès de Klaus Barbie s'ouvre à Lyon. Les jurés sont réunis dans la salle d'audience. Klaus Barbie est assis à la barre. Les avocats sont debout. Le procès commence.

Quatorze ans après la mort de Klaus Barbie, le procès s'ouvre à Lyon. Les jurés sont réunis dans la salle d'audience. Klaus Barbie est assis à la barre. Les avocats sont debout. Le procès commence.

Le procès de Klaus Barbie s'ouvre à Lyon. Les jurés sont réunis dans la salle d'audience. Klaus Barbie est assis à la barre. Les avocats sont debout. Le procès commence.

Quatorze ans après la mort de Klaus Barbie, le procès s'ouvre à Lyon. Les jurés sont réunis dans la salle d'audience. Klaus Barbie est assis à la barre. Les avocats sont debout. Le procès commence.

Le procès de Klaus Barbie s'ouvre à Lyon. Les jurés sont réunis dans la salle d'audience. Klaus Barbie est assis à la barre. Les avocats sont debout. Le procès commence.

Quatorze ans après la mort de Klaus Barbie, le procès s'ouvre à Lyon. Les jurés sont réunis dans la salle d'audience. Klaus Barbie est assis à la barre. Les avocats sont debout. Le procès commence.

Le procès de Klaus Barbie s'ouvre à Lyon. Les jurés sont réunis dans la salle d'audience. Klaus Barbie est assis à la barre. Les avocats sont debout. Le procès commence.

Quatorze ans après la mort de Klaus Barbie, le procès s'ouvre à Lyon. Les jurés sont réunis dans la salle d'audience. Klaus Barbie est assis à la barre. Les avocats sont debout. Le procès commence.

Le procès de Klaus Barbie s'ouvre à Lyon. Les jurés sont réunis dans la salle d'audience. Klaus Barbie est assis à la barre. Les avocats sont debout. Le procès commence.

Chapitre 150



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

« Capitaine Fracasse », de Marcel Maréchal

### Des comédiens grandeur nature

C'est une fiesta de théâtre, un vent de gaieté de la scène, que Marcel Maréchal lance à présent sur le Vieux-Port, dans son théâtre de la Criée, avec sa nouvelle adaptation du Capitaine Fracasse de Théophile Gautier.

DES pieds et des mains, le public scande les duels au fleuret, qui font pour tant ils sont furieux, les échauffourées générales à coups de gros bâtons. Entre-temps, les amours contrariées de Fracasse et d'Isabelle taquinaient les cœurs. Mais la pièce de Maréchal est aussi, surtout, une très belle suite d'images de la vie des comédiens.

Fracasse de Théophile Gautier est l'histoire d'un voyage de comédiens ambulants. Par une nuit d'orage et de déluge, ils viennent s'abriter dans un château en ruine, du côté de Mont-de-Marsan, où campe dans la mousse, avec son chat et son chien, l'héritier du

domaine, le baron de Sigognac, vingt-deux ans, qui ne sait rien faire de ses dix doigts, sinon écrivasser des vers, pas nombreux, et pas terribles.

Naturellement, Sigognac tombe amoureux de la jeune première de la troupe, Isabelle. Au matin, la pluie a cessé, les comédiens repartent direction Poitiers, puis Paris. Sigognac part avec eux, en l'engageant comme scénariste-dictographe de complément, puis, comme il est beau garçon, dégoûté, et a une belle voix, il remplacera au pied levé un acteur qui vient de mourir, c'est là qu'il prend le pseudo de « Capitaine Fracasse », qui sonne bien.

Un jeune homme qui tombe amoureux d'une actrice et qui décide de la suivre, dans ses aventures de théâtre, ce n'est pas une rareté. Molière a-t-il fait autre chose, lorsque, ayant aperçu, à vingt ans, à Paris, dans le quartier du Marais, ou peut-être à Montfryn, près d'Avignon, la comédienne Madeleine Béjart, il lui emboîta le pas, sans quoi il serait devenu avocat ou tapissier ?

Et Théophile Gautier, trois ans avant de signer un contrat pour la publication

du Capitaine Fracasse, n'est-il pas tombé amoureux de l'actrice Charlotte Grisi, et ne l'a-t-il pas accompagnée à Londres ? Il s'éprendra plus tard d'Ernesta, la sœur de Charlotte.

Mais les entrées amoureux de Fracasse et d'Isabelle, et la tournée des comédiens de la Gascogne à Paris, vont être fort troublées par un deuxième amoureux, Hannibal, duc de Vallombreuse, un terror, une force de la nature, qui n'admet aucun obstacle, et qui va payer ses tuteurs afin qu'ils expédient Fracasse dans l'autre monde. D'où d'innombrables bagarres, blessures, drames, cependant que l'on continue de jouer des farces, en soirée, sur les pièces et dans les granges.

Marcel Maréchal a su merveilleusement faire évoluer et converser ses comédiens en voyage. Il connaît par cœur ces animaux-là. Il est l'un d'eux. L'intelligence et la sensibilité si particulières des acteurs, leur angoisse chronique, leur complexe d'infériorité, leur idée fixe d'exercer un art qui ne laissera rien de palpable, lorsqu'ils auront cessé de vivre, et néanmoins leur attachement

fancier, passionnel, à cet art, tout cela, Maréchal l'exprime d'une plume superbe.

Les allures et les propos de ces comédiens de Fracasse sont très frappants aussi parce que Maréchal, pour écrire la pièce, avait choisi d'avance les acteurs qui allaient l'interpréter. Il connaissait, à l'usage si l'on peut dire, Michel Robin, Tatiana Moukhine, Michel Quimet, Gisèle Tournet, Alain Crassas, Stéphane Bierry, avec qui il a souvent joué, et il a beaucoup pris appui sur les manières, les paroles, habitudes, de ces « vrais » personnages, qui sont, il faut le reconnaître, des « numéros » pas ordinaires, et qui donc, ici, se « jouent eux-mêmes », ce qui suscite des effets d'optique et d'écoute très drôles ou touchants.

Ce nouveau Fracasse brûle donc les planches, un vrai bonheur. Sa réussite doit beaucoup aux costumes de Patrick Couchetier, qui rejoignent le sens profond du texte.

Maréchal a eu la bonne idée d'inventer une fin inédite. Théophile Gautier avait écrit d'abord une fin triste, assez

belle : Fracasse, revenu dans sa ruine de château après avoir tué Vallombreuse (qui se trouve être le propre frère d'Isabelle), mourait de faim. L'éditeur Charpentier refusa cet épilogue, et Gautier accepta d'en écrire un autre, mais, pour se venger il donna une « happy end » grotesque, avec résurrection impromptue de Vallombreuse, mariage Fracasse-Isabelle, découverte d'un trésor dans le porcher, etc.

S'inspirant un peu de la conclusion « mamamouchi » du Bourgeois gentilhomme, Maréchal expédie ses acteurs, Fracasse compris, en tournée à l'étranger, à Constantinople d'abord, puis en Chine. Au dernier tableau, on laisse les voies, direction Pékin. Bon voyage à tous !

MICHEL COURNOT.

\* Théâtre national de Marseille, 20 h 30. Outre les acteurs déjà cités, Fracasse est joué par François Sienar, Edmond Vuilloud, Cecilia Hornus, Juliette Mailhé, Michèle Grelier, etc., tous excellents.

Quatorze expositions de photographies réunies en Belgique

### Charleroi, capitale de l'image

1 500 images, 260 opérateurs : 14 expositions réunies pour un mois sur 5 000 mètres carrés de cimaise font de l'ancienne cité minière une ville lumière.

APRÈS le Provincial Museum voor Fotografie d'Anvers, créé en 1965 et récemment dénommé le long de l'Escaut, l'installation prochaine de l'« Espace Contretype » animé depuis 1979 par Jean-Louis Godefroid à la maison Hannon de Bruxelles, la Belgique compte désormais, sans esprit de concurrence, trois lieux permanents consacrés uniquement à la photographie.

Après huit ans de luttes, et de lenteurs administratives, n'ayant encore qu'un seul salarié et dispo-

sant d'un budget global de 6 millions de francs belges, le Musée de la photographie — pompeusement sous-titré Centre d'art contemporain de la communauté française de Belgique — vient en effet de s'installer officiellement dans l'ancien carmel de Mont-sur-Marchienne, près de Charleroi. Partiellement retapé, bénéficiant d'une aire d'exposition de 1 500 mètres carrés environ, il a vu sa direction logiquement confiée à Georges Verbeke, animateur de l'association Photographie ouverte fondée en 1979.

Le Musée a la double vocation d'assurer la diffusion de la création contemporaine et de veiller à la conservation et à la révélation du patrimoine. Outre l'impressionnante batterie de mille appareils anciens, couvrant toute l'histoire de la photographie, qui sont exposés en permanence, la collection est estimée à quelque quatre

mille images. Elle réunit aussi bien la photo timbre-poste tirée de l'appareil à quinze vues que des épreuves de grands classiques comme Weston et Bill Brandt, ou des œuvres d'anonymes du dix-neuvième et du début du vingtième siècle. Les acquisitions représentent 10 % du budget global, la priorité est accordée aux anciens (de Léonard Missonne à Charles Leirons) et, tout en accueillant les étrangers, aux jeunes créateurs de la photographie belge. Avec Fastenackens, Carez, Houcman, Radici, Cordier, Trivier, Van den Beekhout, Geyssels, De Jaeger, Vink, celle-ci est l'une des plus inventives en Europe.

Cette prouesse du Musée coïncidant avec la troisième Triennale internationale de la photographie, un programme pachydermique, aussi éclectique que varié, propose aux Charlois des ensembles d'expositions, centrées sur trois thèmes, valorisées par de mini rétrospectives de grands noms (Bravo, Arbus, Appelt), et dispersées dans cinq lieux, à commencer par la chapelle des carmélites, point d'animation central du Musée (1). Emportant le réel à bras-le-corps, dans la foule de Klein, présent par un bout de fresque emprunté au CNP, Bruce Gilden (NY), Larry Fink (sources mondaines), Jill Freedman (cirque et « cops »), d'une commune noceur de ton, prouvent qu'il n'est point de salut pour le reportage aujourd'hui hors de l'exploration spectaculaire des milieux marginaux. C'est ce que confirme le beau travail couleur de Paul Graham sur les bureaux de chômage en Grande-Bretagne et surtout la révélation de Ruth Morgan, trente-sept ans, qui, dans des tirages monumentaux, avec beau-

coup de tension et de dureté, mais aussi d'émotion, a tiré le portrait des détenus du quartier de haute sécurité de la prison californienne de Saint-Quentin. Cette même veine expressionniste se retrouve sur deux étages à la galerie du Musée de la photographie (2), où sont présentés les dix-huit sélections (sur quatre cents postulants) du sixième Prix national Photographie ouverte, remporté par Carl De Keyser avec un reportage d'un classicisme inattendu sur l'Inde.

Au Musée des beaux-arts (3), perdu dans les arcanes labyrinthiques de l'hôtel de ville, sous le titre « Images d'architecture » sont accrochés sur un même plan, des ancêtres comme Baldus (vne abstrusante des années d'Arles, en 1855), des anciens tel Sabrier (féro de Le Corbusier), et des modernes déjà classiques comme les Bocher, Basilico, Fastenackens avec ses sublimes visions nocturnes, l'Américaine Marilyn Bridges décryptant dans ses vases aériennes récentes les strates de l'architecture naturelle ou des

(1) Troisième Triennale internationale de la photographie. Catalogue général, 225 p., 750 FR. Tous renseignements : Musée de la photographie, 11, avenue Paul-Passart, 6100 Charleroi-Mont-sur-Marchienne (071) 43-58-10/32-97-83. Jusqu'au 31 mai.

(2) Musée de la photographie : « Le réel comme matière », Alvarez Bravo, Chapeyev collection permanente et aperçu des acquisitions récentes. Galerie du Musée de la photographie : livres du sixième Prix national Photographie ouverte.

(3) Au Musée des beaux-arts : « Images d'architecture ».

(4) A la Médiathèque : « Sober/Misc en scène ».

(5) Au Palais des beaux-arts : Diane Arbus, Louis Fies, « Le corps de l'objet ».



Ruth Morgan. Prison de Saint-Quentin, Californie.

ruines mayas. De ce choix international très inégal, où se fondent les notions d'espace, de territoire et de paysage, on retiendra surtout Christian Meyson avec ses stations balnéaires hors saison ; la lecture sans misérabilisme par John Davies du site industriel anglais, fourmillant de détails accrocheurs ; la célébration des grands travaux, d'Orsay à La Villette, par Claude Bricego, dont on retrouve une série sur le théâtre à la Médiathèque (4), en compagnie de portraits bien rythmés de jazzmen par Jean-Paul Hubin et le regrettable Yannick Bruynoghe.

De Saudek à Gormezano et Minot à la débordante Patricia Schwarz, dans une longue salle blanche du Palais des beaux-arts (5), c'est « l'Aventure du corps » qui est contée à travers la ressemblance physique des membres d'une même famille vus par Diana Blok, le baroque pictu-

PATRICK ROEGERS.



Mario Cigli. Extraits de la série « Chien ».

VO : GRAND GAUMONT COLISÉE - GEORGE V - GRAND FORUM HORIZON - 14 JUILLET ODÉON - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 14 JUILLET BASTILLE  
14 JUILLET PARNASSE - MONT-PARNASSE BIENVENUE - GAUMONT OPÉRA - CYRANO DE VERSAILLES - LE FRANÇAIS D'ENGHEIN  
VF : MONT-PARNASSE PATHÉ - NATION - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT ALESIA - CLICHY PATHÉ - FAUVETTE - GAUMONT EVRY  
TRICYCLE ASNIÈRES - LES TROIS VINCENNES - C2L SAINT-GERMAIN - PATHÉ BELLE ÉPINE - ARTEL NOGENT - ARTEL CRETEIL

MARIN KARMITZ PRÉSENTE

UN FILM DE

PAOLO ET VITTORIO

TAVIANI

good morning

**BABILONIA**

SELECTION OFFICIELLE

CANNES 1987

MAURICE PÉRIE



## Surprises

Les films précédés de numéros sont souvent déconcertants. On est déçu par le cabotage de Joanne Woodward dans *la Ménagerie de verre*, filmée par Paul Newman, qui, lui, n'a heureusement rien perdu de son charisme. On est surpris par les rêves naïfs et les décors baroques des frères Taviani quand ils inventent Hollywood. On est ravi de découvrir dans la nouvelle section appelée « informative » une coproduction de télévisions européennes : *Hôtel du Paradis*. On est intrigué par l'idée du paradis que se font les curieux personnages interviewés par Diane Keaton, cinéaste. On sourit à l'humour des dames, surtout quand elles se mettent — comme Lili Rademakers — à décrire une passion saine joignant, mais sans faire de cadeaux. Tout ce doit faire plaisir à Jérôme Clément, qui continue à diriger le Centre national de la cinématographie, avec un optimisme que rien ne peut atteindre.

## SELECTION OFFICIELLE

« Good morning Babilonia », de Paolo et Vittorio Taviani

## Mémoires d'un éléphant

Quand les restaurateurs de cathédrales construisent des temples de carton-pâte, le rêve des frères Taviani retrouve l'enfance de Hollywood.

On sait que le grand D.W. Griffith fut ruiné par le décor de son film *Intolérance* pour lequel il avait reconstruit une Babylone mégalo-maniaque gardée par de fabuleux géphants de carton-pâte. Dans *Good morning Babilonia*, les Taviani ont choisi d'enfourcher l'as de ces mythes psychédéliques pour rendre hommage au cinéma, à Hollywood en même temps qu'à la Toscane et à l'amitié fraternelle. Nicola (Vincent Spano) et Andrea (Joaquim de Almeida) achèvent la restauration de Notre-Dame des Miracles à Pise, en compagnie de leur père, au début de ce siècle. Mais déjà le passé ne paie plus : l'entreprise fait faillite et les deux frères partent chercher fortune en Amérique.

En 1915, c'est le pavillon italien qui est le clou de l'Exposition de San Francisco. D.W. Griffith, fortement impressionné par la projection de *Cabiria* de Patrone, abandonne son film en cours, décide de tourner *Intolérance*, son vieux projet, et de recruter deux artisans du fameux pavillon italien. C'est ainsi que Nicola et Andrea passent du grand art roman au grand trucage moderne, celui du cinéma, et inven-

tent leur monstre de bois et de papier peint. Evidemment, la fausse Babylone n'a pas la vraie splendeur de Pise, et ces descendants de Michel-Ange et de Léonard conservent une certaine morgue à l'égard du cinéma naissant, même s'ils sont bluffés par Hollywood où ils trouvent chacun leur épouse. Il y a du reste une très belle scène entre le père des deux frères, venu les rejoindre pour le repas de nocces sur le plateau même d'*Intolérance*, et Griffith (Charles Dance, dandy autoritaire, magistral), qui remet courtoisement les pendules européennes à l'heure américaine en expliquant que les cathédrales des temps à venir seront des bâtiments d'images, des temples de pellicule.

Il y a bien d'autres thèmes abordés dans ce film lyrique et naïf comme une fable, celui de la rivalité et de l'inséparabilité entre frères notamment (qui n'est pas entièrement développé, d'où l'aspect romanesque un peu exagéré de la fin tragique, mais les Taviani s'avancent là sur un terrain dangereux pour eux-mêmes...). Qu'importe. Seul nous intéresse le regard émerveillé de ces deux Toscans sur ce jouet brillant, dérisoire du Nouveau Monde, cet artifice somptueux où ils ont passé leurs années sans quitter le sol italien, et qui de toute évidence les épate encore, autant que nous.

MICHEL BRAUDEAU.



Vincent Spano

## Laurie Anderson



Un clavier, une cravate-ocarine, des masques sans visage... Le mot, le verbe, l'absence de William Burroughs le temps d'un tango. Sur un air de Faubert, un inventaire à la Prévert, un Prévert-rock, un clown en blanc, Laurie Anderson. Et son film *Home of the Brave*.

## QUINZAINE DES REALISATEURS

« Heaven », de Diane Keaton ; « le Chant des sirènes », de Patricia Rozema ; « le Journal d'un vieux fou », de Lili Rademakers

## L'humour des dames

Pendant deux jours, la Quinzaine des réalisateurs a été celle des réalisatrices avec deux New-Yorkaises, Laurie Anderson et Diane Keaton ; une Canadienne, Patricia Rozema ; une Flamande, Lili Rademakers.

C'est une affaire entendue, un film est un film, qu'il soit fait par un homme ou par une femme. Pourtant, il y a chez les femmes un petit quelque chose de commun dans l'ironie du regard.

Diane Keaton interroge ses compatriotes : la mort, le paradis, l'enfer ? Graves questions traitées avec un humour réconfortant. Les cobayes interviewés ont été, à l'exception d'une magnifique vieille dame, grand-mère de la réalisatrice, choisis pour le pittoresque de leur mine et de leurs réponses (le Monde du 7 mai). *Heaven* n'est pas un

document socioculturel sur l'attitude de l'Amérique devant les mythes chrétiens. Le montage sophistiqué — dix-huit mots de travail — rappelle les émissions de type « Moi, je... » ou « Cinéma cinéma ». Diane Keaton est d'ailleurs cinéphile.

Pour intervenir entre les fragments groupés d'interviews, elle a déniché des séquences saint-sulpiciennes à côté desquelles le péplum le plus kitsch ressemble à du Breton. Elle est également branchée sur le cinéma français noir et blanc, et utilise des images qu'on ne voit plus jamais — celles de *Eternal retour*, avec le couple idéal des années noires, Marais-Sologne, la *Maman* de Clouzot, Océane Aubry posant avec vingt ans d'avance la liberté sexuelle et mourant dans les sables de l'exil.

L'amour n'est pas fatal chez Patricia Rozema — *le Chant des sirènes* — il est encombrant. C'est l'amour quasiment filial qui cavalait une fille vraiment maladroite, secrétaire intérieure, fascinée par une

directrice de galerie d'art contemporain, lesbienne coïnée, truquée. Il ne s'agit pas d'amour interdit, mais essentiellement d'identification ratée — la partie la plus drôle de ce film longuet, — grâce surtout au sourire naïf et aux yeux fatis de Shirla Mac Carthy.

## Amour fatal et mortel

L'amour fatal, mortel, est en revanche le thème du film de Lili Rademakers, *le Journal d'un vieux fou*, d'après le roman de Tiziana Janichiro. Experts dans la description des sentiments pervers, les romanciers japonais sont très prisés de nos réalisateurs. Il y a eu déjà, d'après Kawabata, *Tristesse et beauté*, par Joy Fleury. Les deux cinéastes ont employé la même méthode : traduire l'équivoque par le glamour morbide des images ; déplacer l'action aujourd'hui en Europe, dans les milieux riches et raffinés — la perversité et son analyse exigeant beaucoup de temps

libre et pas énormément de soucis matériels. Le film de Lili Rademakers est nettement plus réconfortant que son prédécesseur.

Son vieux fou, sur le déclin de sa vie, se rend compte qu'il ne peut plus être aimé que par la cruauté des femmes. Il se laisse aller à sa passion pour sa belle-fille, une chipie pulpeuse. En plus du glamour, il fallait une belle dose d'élégante ironie pour montrer la passion du vieux homme sans son côté sémite, pénible. Le regard de Lili Rademakers est parfaitement aigu, attentif, pas tendre du tout. Le fameux regard froid du libéral enragé.

Lili Rademakers flirta avec la gêne et la contenance grâce à la classe du vieux fou (Ralph Michael), à la belle santé de la jeune femme (Beatie Edney). Grâce aussi au scénario de Hugo Claus, avec qui elle avait déjà travaillé sur son premier film, *Ménage*.

COLETTE GODARD.

GALERIE DENISE RENÉ

196, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. 42-22-77-57

ALBERS

« Hommage au carré »

Vernissage jeudi 14 mai à 19 h

GALERIE FELIX VERCEL

9, avenue Maignon - Paris 8<sup>e</sup>

Tél. 42 56 25 19

BOUYSSOU

« Balade à Paris »

13 mai - 15 juin

« Le Bel Héritage »

500 ŒUVRES

RETROSPECTIVE

STEINLEN

DU 19 MARS

AU 31 MAI

CENTRE DES EXPOSITIONS, 93100 MONTREUIL

Métro : MAIRIE DE MONTREUIL - SORTIE DIRECTE

MUSÉE DE L'HOMME

Palais de Chaillot

Exposition de cinquantenaire

ANCIEN PÉROU

Vie, pouvoir et mort

du 11 au 15 mai de 9 h à 17 h 15

DU 6 MAI AU 31 JANVIER

XXXII SALON DE MONTROUGE 6 MAI - 9 JUIN

ART CONTEMPORAIN

peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo etc.

Louis VALTAT

œuvres de 1892 à 1925

2, av. Emile-Boutroux et 32, rue Gabriel-Péri

MONTROUGE 10 h à 19 h - Tél. : 42-53-33-00

GALERIE FRAMOND

ROHNER

14 mai - 14 juillet

3, rue des Saints-Pères, VII<sup>e</sup>

Galerie Bruno Racot-Madoux

4, rue de Mirosmesnil 75008 PARIS - Tél. : 42-65-86-32

ALAIN de CONDÉ

13 tableaux

13 mai - 30 juin

MAT UN

c'est tout P Ome

ven. 15 et sam. 16 mai 20 h 30

GRAEME

ALLWRIGHT

THEATRE D'IVRY

60<sup>e</sup> Mairie d'Ivry Loc. 46.72.37.43

ANTIQUITES

BROCANTE

ALA BASTILLE

14 - 24 MAI

Tél. 71 14 - 19 14

Sam. Dim. 10 h - 20 h

(Métro Bastille)

ET LIEZ « TROUVAILLES »

ON RENCONTRE LA MUSEE

THEATRE DE LA BASTILLE

ATTENTION ! MUSIQUE FRANÇAISE

DU 27 AVRIL AU 27 MAI

JOELLE LEFANDRE

ANNE-MARIE FILLI

ERIC WATSON

GALESKA MORAVIOFF

MICHEL CHION

CRETELL

Du 14 au 31 mai

PLAUTO IN FARSA

par les Pupi e Fresedde

Du 19 au 23 mai

JEAN GUIDONI

5 récitals

48 99 94 50

Métro Créteil-Préfecture

Théâtre de la Bastille

ATTENTION ! MUSIQUE FRANÇAISE

DU 27 AVRIL AU 27 MAI

JOELLE LEFANDRE

ANNE-MARIE FILLI

ERIC WATSON

GALESKA MORAVIOFF

MICHEL CHION

TjS

THEATRE DE LA BASTILLE

ATTENTION ! MUSIQUE FRANÇAISE

DU 27 AVRIL AU 27 MAI

JOELLE LEFANDRE

ANNE-MARIE FILLI

ERIC WATSON

GALESKA MORAVIOFF

MICHEL CHION

LE

GOUVERNEUR

SANS ÂME

d'après le roman de

PATRICK REUMAU

Mise en scène

PATRICIA GIROS

du 10 au 27 mai 1987 au

théâtre Gérard-Philipe à St-Denis

Réservations 42 43 00 59



# de Cannes

SELECTION OFFICIELLE

## « La Ménagerie de verre », de Paul Newman Un homme et deux femmes

Paul Newman metteur en scène a tourné fidèlement la pièce de Tennessee Williams la Ménagerie de verre.

La pièce de Williams n'est pas la meilleure ni la plus intense. Pourtant, on y retrouve son habitude atmosphère étouffante — et ce film-théâtre appartient à la catégorie caméra virevoltante dans un décor fermé. Une catégorie qui convient à l'univers de Tennessee Williams, univers de sévices, de murs lézardés, de vies qui se désagrègent, de corps frustes, de relations équivoques à l'intérieur d'une famille.

La famille est composée de la mère — Joanne Woodward, — ancienne coquette réfugiée dans ses souvenirs. La fille — Karen Allen, — boiteuse, maladivement repliée sur elle-même, entourée de petits objets en verre filé, aussi fragiles que sa raison. Le fils — John Markovich — s'évade dans les rêves d'aventure au cinéma. Un soir, il invite un ami, mais l'irruption de la vie réelle casse le fil des rêves. Le fils s'en va, s'enfuit, s'arrache aux deux femmes qui vont continuer à se regarder mourir.

La caméra de Paul Newman ne s'attarde pas beaucoup — c'est dommage — sur Karen Allen. Elle fait un sort à Joanne Woodward, qui, avec force miniques, gestes menus, vireux roucoulements, voix chantante, socle du Sud, offre une démonstration exhaustive des états d'âme de son personnage. John Markovich va jusqu'au bout de ses scènes avec force. Le seul mérite du film est d'avoir fourni l'occasion d'apercevoir Paul Newman à Cannes.

C. R.



Sur le tournage.

SECTION INFORMATIVE

## « Hôtel du Paradis », de Jana Bokova

### Le charme des brèves rencontres

La section informative est le nouveau fourre-tout de la sélection officielle. Un moment de grâce fragile est passé sur cette section boudée par les festivaliers.

Jana Bokova vit entre Londres et Paris mais elle est née à Prague. Elle a dans ses bagages une thèse sur le surréalisme et un diplôme de la National Film School. Et surtout une pratique du cinéma acquise en dix ans de confection d'œuvres marginales, entre documentaire et fiction. Elle mêle acteurs professionnels et personnages anonymes qui jouent leur propre rôle, parfois coloré d'inventions de dernière minute. Huit films ont ainsi vu le jour, généralement produits par la BBC.

Jana Bokova n'est pas très cinéphile mais elle aime Ozu et Paris, les cadres fixes et les rencontres quotidiennes fortuites. Son premier vrai long métrage, *Hôtel du Paradis*, n'a pas d'histoire. C'est un puzzle, un assemblage de scènes de vie, de dialogues que partagent des personnages réunis un moment dans une vieille pension de famille parisienne. Il y a là Joseph Goldman (fascinant Fernando Rey), un vieil acteur juif lituanien rescapé des camps et ancien d'Hollywood. Il revient régulièrement à Paris filmer dans ces rues qui lui rappellent son passé. Sa dernière lubie est de jouer la Chute de Cannes dans la salle criblée de dettes de son ami Maurice (parven Hughes Quester).

Joseph répète son rôle sans y croire. Il est fatigué, seul malgré la présence

## Directeur du Centre national de la cinématographie Jérôme Clément chiffre en main

Jérôme Clément, directeur du CNC, poursuit sa mission : la défense des intérêts du cinéma français.

Partir, partir pas ? Jérôme Clément, directeur général du Centre national de la cinématographie (CNC), est l'un des derniers hauts fonctionnaires nommés par le gouvernement de gauche qui soient encore en fonction au ministère de la culture. Depuis un an maintenant, la rumeur va son train. Espargné de la première heure, il risque chaque jour son poste.

Ce n'est pourtant pas un homme inquiet qui arpente depuis une semaine les rues de Cannes. Même si la situation du cinéma français n'est guère brillante (le Monde du 7 mai).

« Si le marché national s'est radicalement transformé avec les vastes bouleversements qu'a connus l'audiovisuel, constate Jérôme Clément, notre cinéma résiste mieux que celui de tous les autres pays européens. Nous avons la production la plus forte, la fréquentation la plus importante, et les salles les plus nombreuses et les mieux équipées. Cela n'est pas le fruit du hasard. Lors de la première crise du cinéma, à la fin des années 60, due à l'explosion de la télévision, le législateur, sous l'impulsion du CNC, a voté une loi en 1974 qui n'a pas d'équivalent ailleurs. Cette loi prévoyait déjà les quotas de films, les délais de leur diffusion, les heures auxquelles les chaînes pouvaient les projeter : la loi de 1982 d'abord puis celle de 1986, toujours à l'initiative du CNC, sont venues compléter un dispositif déjà contraignant.

Ces textes ont permis de mieux hiérarchiser les séquences de diffusion à la télévision, d'affirmer très clairement le primat de la sortie en salle sur tous les autres vecteurs et de renforcer les moyens du CNC et du gouvernement en matière de contrôle. Ainsi, le cahier des charges des chaînes publiques s'applique désormais à toutes les autres. La CNC peut aussi prendre des sanctions, et son président saisir la section du contentieux du Conseil d'Etat sur son initiative ou si nous l'alétons.

La mission du CNC est la défense générale du cinéma français. Quarante cent cinquante personnes, disposant d'un budget annuel de 1,5 milliard de francs, sont chargées de la collecte des fonds attribués au Centre et de leur gestion. Ces fonds proviennent essentiellement de la taxe spéciale sur les billets vendus en salle (taux de 11,5 %, qui produit environ 500 millions de francs), des subventions de l'Etat (300 millions) et des sommes prélevées sur le budget des chaînes (prélevement de 5,5 %, qui produit plus de 500 millions de francs, dont 35 % vont au cinéma et le reste à la création audiovisuelle).

Le CNC a été à l'origine de deux décisions récentes : la mise en place du fonds de soutien à la création des SOFICAS (1). Ces deux mécanismes, accentués après la venue de M. François Léotard, ont apporté de l'argent à un moment crucial. Pour le cinéma, alors que les avances consenties par les distributeurs sont, en raison de la baisse de la fréquentation, en recul notable, l'arrivée des SOFICAS a permis de mobiliser 67,6 millions de francs l'an dernier.

Deux grands dangers, malgré toutes nos précautions, persistent. Pour ce qui est des relations de la télévision et du cinéma, il ne faudrait pas créer, par trop de zèle, une situation à l'américaine, c'est-à-dire un marché où les coûts d'achat de films pour les chaînes sont tellement élevés qu'elles produisent leurs propres téléfilms. Si l'on prive la télévision de moyens nécessaires à son épanouissement. Pour ce qui est de l'identité du cinéma français, il ne faudrait pas que la modification du contexte économique entraîne une modification artistique. Le CNC tient à défendre le cinéma d'auteur et à tout fait pour dynamiser le comportement de tous les professionnels.

Nous avons dit aux chaînes de payer les films plus cher, d'en diffuser moins et de produire des œuvres de création plus nombreuses. Nous en avons trouvé les moyens. Les responsables de l'audiovisuel doivent comprendre où est leur intérêt. Je compte aussi sur la mobilisation du public. L'exemple est venu de haut : le président de la République ne vient-il pas de lancer un appel pour la création d'une sorte d'Eurêka culturel, idée féconde sur laquelle nous allons nous mobiliser dans les prochains mois ? Ce sera le point d'orgue d'une politique de coproduction européenne lancée dès 1981.

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT.

(1) Fonds collectés par appels publics à l'épargne.



# CANAL+ VOUS OUVRE LES PORTES DU PALAIS

Le mercredi 13 mai au soir, sur Canal + en clair, toutes les étoiles brilleront. Dès 19 h 10, Michel Denisot commentera pour vous la prestigieuse montée des marches en direct du Palais. Grâce aux caméras de

Zénith, vous vivrez comme si vous y étiez l'arrivée de toutes les stars venues fêter le 40<sup>e</sup> anniversaire du festival. Avec elles, vous entrerez dans la "Grande Salle" et vous découvrirez à 20 h 30, en même temps

que les invités "Le cinéma dans les yeux", film de montage réalisé pour fêter les 40 ans du festival. Les plus grands films, les meilleures séquences, en noir et blanc ou en couleur, les plus grandes vedettes, les

plus grands réalisateurs sont réunis en un seul film. 1 h 40 d'émotion pure. Le mercredi 13 mai au soir le cinéma brillera de tous ses feux. Canal + vous y invite.

CANAL+

LA TÈLÉ PAS COMME LES AUTRES

to Tavian



es de Patricia Rozema, Rademakers

des

Libre et pas intimidé de matériel. Le film de Lili Ro kers est nettement plus sûr que précédemment.

— Son retour sur la scène, la rend compte qu'il est plus sûr que par le passé. Elle a une belle allure, une belle posture. En plus de la place, elle a une belle dose d'élégance pour montrer la posture du viol sans être obligée de le faire. Le regard de Lili Rademakers est fierement dirigé, attentif, pas du tout. Le fumeur regard libéré angoué.

Lili Rademakers film une scène et la contamine plus la classe du vieux (ou du Michael), à la belle et à la jeune femme (Beate Biele). Grâce aux au scène de la Classe, avec qui elle avait déjà travaillé sur son premier film, elle

COLETTE DOORE

Attention! MUSIQUE  
DU 27 AVRIL AU 27 MAI  
JOELLE LEANDER  
ANNE-MARIE FAY  
ERIC WATSON  
GALESKA KOPPEL  
MICHEL CHEN

LE GOUVERNEUR  
SANS ÂME  
d'après le roman de  
PATRICK REUMONT  
Mise en scène  
PATRICIA ROZEMA  
à 20 h 30 en clair  
du mercredi 13 mai au soir  
réservations 0 20 85



**MAT UN**  
c'est tout P. Ome  
dim. 17 mai 16 h mar. 18 mai 20 h 30  
**JEAN DASTÉ**  
THEATRE D'IVRY  
M<sup>o</sup> Maire d'Ivry Loc. 46.72.37.43



**THEATRE 71**  
MALAKOFF  
46.55.43.45  
à 2 min du métro Malakoff-Plateau de Vanves  
13 ou 24 Mai  
**ROULETTE D'ESCROCS**  
de Harold Mueller  
mise en scène:  
A.A. Borsacq et A. Alexis

Un des talents surprenants de la comédie française contemporaine... des acteurs à la hauteur. Mise en scène implacable, drôle et coupante.  
**ACTUEL**  
Un spectacle franchement gai, scolarisé.  
**LE MONDE**  
Un petit chef-d'œuvre d'humour et de vérité... une réussite totale.  
**LE MATIN**  
Une mise en scène pleine de verve et d'humour.  
**FRANCE-CULTURE**  
Savoureux, le dialogue, inénarrable, le couple d'escrocs pittoresques... le petit chef-d'œuvre de cruauté et d'humour que nous espérons.  
**LE QUOTIDIEN DE PARIS**

**CHAILLOT**  
THEATRE NATIONAL  
Création Comédie de Caen  
**TITUS ANDRONICUS**  
William Shakespeare • Michel Dubois  
Grand Théâtre • Du 14 au 30 mai  
Production Théâtre National de Marseille  
**CAPITAINE BADA**  
Jean Vauthier • Marcel Maréchal  
Théâtre Gémier • Du 14 mai au 5 juin  
Le 23 mai à 18h30, l'auteur lira des extraits de l'ensemble de son œuvre théâtrale.  
Grand Foyer  
Récitations & Conversations, les lundis à 20h30. Lecture de pièces. Décadence de Steven Berkoff, le 18 mai. Chronique des jours souverains de Gilles Manceron, le 25 mai. Brown de Jean Thiele, le 1<sup>er</sup> juin.  
Renseignements • Réservations • 47.27.81.15

**ODEON**  
THEATRE NATIONAL  
*Comédie Française*  
DIRECTION JEAN LE ROULAIN  
LA RONDE  
D'ARTHUR SCHNITZLER MISE EN SCENE ALFREDO ARBAS  
12 MAI - 21 JUIN / LOCATION 43.25.70.32



## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

## NOUVELLES TENDANCES

Les deux parties de la 2<sup>e</sup> exposition. La manifestation des styles. Galerie du CCI, jusqu'au 8 septembre.

## RANS HOLLEIN. Rétrospective d'archi-

tecture des années 50 à nos jours. CCI, jusqu'au 8 juin.

## MIS VAN DER ROHE ET SES DIS-

ciples. 1938-1968. CCI. Entrée libre. Jusqu'au 15 juin.

## CARTES BLANCHES

Musée Eugène-Ignace et Zol Gohelstein (choix de Yvon Fassin, conservateur en chef d'Israël) ; Jean-Charles Bille (choix de la Société des amis du musée national d'art moderne) ; Les courants du style (choix de la Georges Pompidou Art and Culture Foundation) ; 16 artistes (choix de l'Association des amis du Centre Georges-Pompidou). Galerie contemporaine, jusqu'au 24 mai.

## DESSINS AUTRICHIENS DANS LES

COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. Salle d'art graphique. Jusqu'au 7 juin.

## Musées

MUSÉE PICASSO. Nouveaux horizons d'ouverture : tous les jours sauf mardi, de 9 h à 17 h 15 ; le mercredi de 9 h à 12 h.

LUMIÈRES DU NORD : La peinture savoyenne (1825-1905). Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 15 juin.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HEINRI LARTIGUE, photographes en relief. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-02-24). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 3 janvier 1988.

COSTUME-COUTURE. Jusqu'au 15 juin : DENISE MOTUS. Nœuds. Travaux de couture. Jusqu'au 15 juin : TANGS. L'art des plumes. Entrée avenue Winston-Churchill. Jusqu'au 20 juillet. Galeries nationales du Grand Palais (42-65-02-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. Sauf mardi : 18 F. BRESIL. ARTS POPULAIRES. Grand Palais. Entrée : place Carpeaux. Jusqu'au 18 mai : SALON DES ARTISTES FRANÇAIS. Grand Palais. Entrée : Av. Winston-Churchill. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 mai.

DESSINS FRANÇAIS DU DÉBUT DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE DE WATTEAU A LEMOYNE. Musée de Louvre. Pavillon de Flore (42-60-30-26). Sauf mardi, de 9 h à 45 à 17 h. Jusqu'au 14 juin.

JAN SAUDER. Photographies 1953-1986. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 30 ; le mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 10 mai.

IAN HAMILTON SINKAY. KAREN KNOKE. JEAN-LUC VILMOUTER. Art. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 juin.

HIPPOLYTE BAYARD. Naissances de l'image photographique : PAUL NADAR AU TURKISTAN. Jusqu'au 31 mai. LE

TEMPS D'UN MOUVEMENT. Jusqu'au 8 juin. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (47-23-36-03). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15.

DEMEURES DES HOMMES, SANG-THIAI. Musée d'art, 6, place d'Éna (47-23-61-45). Jusqu'au 13 juillet. Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h à 17 h 15.

TRESDORS DU THER. Régions autrichiennes de Thier-Chine. Musée national d'histoire naturelle. Galerie de botanique, 16, rue Buffon. Sauf mardi, de 11 h à 18 h 30.

ANCIEN PÉROU : de la pierre et du marbre. Musée de l'Homme, palais de Chaillot. Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au janvier 1988.

PARIS. COUTURE ANNÉES 30. Palais Galliera. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-Paul de Serbie. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 20 septembre.

VOU TSO-LEN et la modernité dans la tradition de l'œuvre. SIAO CHOU-FANG et les fleurs de Chine. Musée d'Art et d'Archéologie de la ville de Paris, 7, av. Véhna. Sauf mardi et mercredi, de 10 h à 17 h 15. De 10 h à 17 h 45. Du 16 mai au 12 juillet.

BOMMAGE A CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Tarif réduit : 18 F. Jusqu'au 4 octobre.

LONDRES A LE TICKET. Cigarettes, timbres, cartes de transport ; ALAIN LE QUERRÉ. Affiches. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 24 mai.

MARQUES DE BOUCHON. Collections de musée. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 août.

VERMOREL. Exposition. Sculptures d'Angèle et Robert. De Robert ; Peyron, musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-33-31-70). Jusqu'au 17 mai.

LE SACRÉ : A PROPOS D'UN MILLÉNAIRE. Exposition. Musée de la Ville de Paris, 60, rue des Fables-Bourgeois. Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 12 octobre.

RODOLPHE HANDEL. De la sculpture en sculpture. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 17 mai.

LES CHARTREUX. Musée Carnavalet (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 31 mai.

BOMMAGE A SIMON GANTILLON. Départ. Bibliothèque nationale. Galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs (42-77-44-21). Sauf dimanche, de 9 h à 19 h. Jusqu'au 31 mai.

JEAN-LUC MAISONNEUVE. Cartes. Bibliothèque nationale. Galerie de photographie. Passage Colbert, 2, rue Vivienne. Sauf le dimanche, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 23 mai.

OLIVIER DERRÈ. Bibliothèque nationale. Galerie de la photographie. 4, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 31 mai.

LE MARAIS. Mythe et réalité. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine. Tous les jours de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

CINÉMA FORAIN. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (47-47-69-10). Jusqu'au 15 juin.

ÉLÉPHANTILLAGES. Musée au Harba. Musée de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

LORRÉNT VIANI. Musée de la Seine, 12, rue Sarrasin (45-55-50-50). Dimanche de 10 h à 18 h. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 juin.

RETRIBUTIVE FORTUNA. Musée de Montmartre, 12 et 14 rue Cortot (46-06-61-11). Tous les jours de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 juin.

Centres culturels

CONSTANTIN HOYCEN. Homo Universalis. Institut Néerlandais, 121, rue de la Harpe. Sauf le lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 5 juillet.

PREMIERS TEMPS CHRÉTIENS EN GAULE MÉRIDIONALE. III-VIII<sup>e</sup> siècle. Pavillon des arts. Les Salles Termini. Rantzen. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 22 juin.

RAFAEL CANOGAR. Paris Art Center, 36, rue Falguère (45-35-57-47). Jusqu'au 30 mai.

JIM DINE. CHEZ ALDO CROMME-LYNCE (gravures). American Center, 261, boulevard Raspail (43-35-21-50). Sauf dimanche de 10 h à 19 h. Du lundi au vendredi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet.

GOYA ET PARIS : les gravures capotées de Goya - Hommage à Goya des artistes capotés de Paris (gravures et lithographies). Galerie AGF, 87, rue de Richelieu (42-44-13-12). Du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 h 45. Jusqu'au 22 mai.

LOTTI RINGSTROM ; ERLING JOHANSSON. Centre culturel suédois, 11, rue de Valenciennes. Du lundi au vendredi, de 12 h à 18 h ; samedi et dimanche de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

PECHA. Centre Waldo-Brennan, 7, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 8 juin.

JORGE DU BON (sculptures). Centre culturel du Mexique, 28, boulevard Raspail (45-49-16-26). Jusqu'au 26 mai.

LE PEINTRE DEVANT SON MOULIN. 222, avenue de la République. Galerie Saint-Louis. La Louve des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-47-00). Du 15 mai au 5 septembre.

WHANGL 18 ans de peinture à New-York. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer (45-63-90-55). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Sauf mercredi, de 13 h à 19 h. Sauf jeudi, de 13 h 30 à 20 h. Jusqu'au 23 mai.

LES JOYAUX DES RUE. Rétrospective des plus grands artistes français. Bibliothèque Forney, Hôtel de Sens, 1, rue de la Harpe. Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Sauf mercredi, de 13 h 30 à 20 h. Jusqu'au 23 mai.

RAYMOND LEWY. LE DESIGNER QUI A MARQUÉ SON TEMPS. Hall MBF Marodes, 118, Champ-Élysées. Jusqu'au 28 juin.

18<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'UNION DES FEMMES PEINTRES ET SCULPTEUSES. Pavillon des arts du pavillon de la Ville de Paris, bois de Vincennes. Tous les jours. Jusqu'au 24 mai.

JEUNE SCULPTURE 87/L. Espace du Port-Ausenteur. Accès par la berge (42-04-68-96 en métro). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Du 15 mai au 14 juin.

EXPOSITION COLLECTIVE DES ARTISTES DE LA CITE. Cité internationale des arts. Salle Edouard-Saunders, 12, rue de l'Île-de-la-Vierge. Tous les jours, de 13 h à 19 h. Du 15 mai au 4 juin.

Galerie

MATTHEU FRANCAIS XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. Galerie Schmitt, 256, rue Saint-Honoré (42-66-36-36). Jusqu'au 18 juillet.

HISTOIRE, MYTHOLOGIE ET RELIGION DANS LA PEINTURE FLAMMANDE. Galerie d'art Saint-Honoré, 267, rue Saint-Honoré (42-60-15-03). Jusqu'au 10 juillet.

MIMMAGE A FRANCES PONCE. La Cour de Varenne, 62, rue de Varenne (43-44-65-30). Jusqu'au 28 mai.

GEOMETRIQUES : et surtout 1958-1968. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (46-33-04-66). Jusqu'au 3 juin.

MÉMOIRE VIVE : Jean-Paul Hédier, Anne-Marie Pichon, Jean-Pierre Pichon, Bernard Tardif, Galerie G, 19, rue de l'Abbé-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'au 30 mai.

LA VOIE DU MATÉRIEL. Galerie Galois, 13, rue Maréchal (43-25-04-84). Jusqu'au 27 mai.

HAÏDI. Sculptures-décor. Jusqu'au 31 mai.

MAIRINO MARINI. Gravures et lithographies. Jusqu'au 6 juin. Artenciel, 9, av. Malgouy (42-99-16-16).

VINCENT VERDEGUEUR : HENRI ROSENBERG. Galerie Bernoulli-Pagès, 27, rue de Charonne (48-07-07-07). Jusqu'au 13 juin.

RAINER FETTING : JAMES ROSEN-QUEL. Galerie Daniel Tempson, 30, rue Beaumont (42-72-04-10). Jusqu'au 30 mai.

JEAN-FRANÇOIS BRIANT : MICHEL HAAS. Média-Art, 55, rue Diderot (45-43-42-69). Jusqu'au 27 mai.

ATLANTE. Photographies des années 1945 à 1959. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (place Saint-Germain-des-Près, 43-25-04-06). Jusqu'au 3 juin.

AVRIL. Montages visuels. Galerie Bréal, 16, rue de Seine (43-54-73-09). Jusqu'au 2 juin.

JORG BADER. Galerie Bader, 23-34, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 28 mai.

JONATHAN BOROWSKY : Dantes. Galerie Yvelin Lapiere, 5, rue Gracieux-Saint-Lazare (42-71-04-25). Jusqu'au 20 mai.

COLETTE BRUNSCHWIG. Galerie Citoyen, 46, rue de l'Université (42-96-69-57).

BURATTONI : Para-Panagies. Galerie Gruber-Bellin, 17, rue de Lausanne (47-02-32-10) et Galerie Polaris, 25, rue Michel-le-Comte (42-72-21-13). Jusqu'au 27 mai.

CHAGALL. Galerie Adrien Mesquita, 46, rue de la Harpe (45-43-43-13). Jusqu'au 14 juin.

JEAN-PAUL CHAMBAZ. Jusqu'au 20 mai. Musée. Galerie Kist-Raymond, 50, rue Maréchal (43-29-32-37). Jusqu'au 31 mai.

CHRISTOPHORI : « De l'air est paré dans le vent ». Galerie Contemporain Paris, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 23 mai.

ALAIN CLÉMENT. Galerie Montigny, 31, rue Maréchal (43-54-85-30). Jusqu'au 31 mai.

ROBERT DORNEAU : portraits. Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air, 56, rue de Flandre (43-54-85-30). Jusqu'au 11 juin.

DANIEL MALLON. 26, rue Maréchal (42-66-60-33). Jusqu'au 20 juin.

FRANCA. Galerie Pierre-Lucas, 153, rue Saint-Marcel (48-67-81-71). Jusqu'au 13 juin.

ELIZABETH FRANZHEIM. La Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Panassi (45-48-44-28).

FOUGERON. Filles déshabillées 1937-1987. Galerie Jean-Jacques Dutoit, 4, rue Beaumartin (43-26-93-13). Jusqu'au 30 juin.

MICHEL GEMINIANI. Galerie Aïda, 14, boulevard Haussmann. Jusqu'au 20 mai.

LIONEL GODART 87. Galerie François Pallon, 91, rue Quincampoix (42-71-84-13). Jusqu'au 6 juin.

RAYMONDE GODIN. Galerie Lefebvre, 2, impasse des Bourdonnais (42-07-24-78). Jusqu'au 13 juin.

LEFFEN. Galerie Fendin Bergin, 11, rue de l'Écluse (43-25-52-73). Jusqu'au 30 mai.

LOUTRE B. Champs d'annon. Galerie Fabien Boulakia, 20, rue Beaumartin (43-26-36-79). Jusqu'au 8 juin.

ROMANUS MAILLOL. Galerie de Vienne, 36, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'au 31 mai.

AGNES MARTIN : Peintures 1975-1986. Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-05-31). Jusqu'au 20 mai.

GERHARD MERZ. « Le Centre de l'Homme ». Galerie Lago-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 13 juin.

VASARELY : toiles, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 13 juin.

ARNULF RAINIER : Peintures. Galerie Studier, 31, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 30 mai.

GUILLEMO BOUR : vingt peintures à l'aquarelle 1986-1987. Galerie Jeanne-Rocher, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 6 juin.

GERARD SCHLOSSER. Galerie Dancberg, 23, rue de Rezaud (42-71-20-30). Jusqu'au 29 mai.

YVON TAILLANCER. L'Œuvre au blanc, 38, rue Quincampoix (42-78-36-66). Jusqu'au 29 mai.

TROMEUR : Les riches heures de Babel. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumont (42-78-02-02). Jusqu'au 6 juin.

SEZANN : un tableau. Galerie Alain Oudin, 28 bis, boulevard Saint-Michel (42-71-83-65). Jusqu'au 30 mai.

GER VAN ELK : sept peintures dans le thème de l'architecture. Lillone et Michel Durrand-Dorziat, 3, rue des Handicottiers (42-71-63-60). Jusqu'au 30 mai.

VASARELY : toiles, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 13 juin.

VELEUX : sculptures et œuvres sur papier. Galerie l'Art et le Peintre, 35, rue de Chilly (42-74-35-66). Jusqu'au 13 juin.

VLAMINCK. Galerie de la Présidence, 50, rue de Flandre-Saint-Honoré (42-65-69-40). Jusqu'au 30 juin.

FUCH WEISS : suite « Escudo-Tout ». 100 dessins. Galerie du Roi de Sicile, 20, rue du Roi-de-Sicile (42-07-07-27). Jusqu'au 27 juin.

TOM WESSELMANN : Metal Cut-Out Paintings and Drawings. Galerie de France, 22, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 13 juin.

DIMITRI ZHILINSKY : peintures et dessins. Galerie Claude Bernard, 7 et 9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 2 juin.

## En région parisienne

AUVERS-SUR-ORSE. Ville ouverte aux artistes d'art (Artiste en son Mère). Salle polyvalente d'Auvers-sur-Orse, rue Marcel-Martin (30-36-70-30). Jusqu'au 30 mai.

BRECHNY-SUR-ORSE. Espace. Centre culturel communal Gérard-Philippe, rue Henri-Dumont (60-84-38-68). Jusqu'au 6 juillet.

LA DÉFENSE. Les Indes d'Amérique, objets d'art et objets du quotidien. Av. 4, 15, place de la Défense. La Défense 4 (49-00-15-66). Jusqu'au 31 juillet.

CHAMPS-SUR-MARNE. Châle Talon : peintures, photographies. Châle Talon (60-06-76-07). Jusqu'au 13 juillet.

CORREZ-ESSONNES. Jean Zahar. Centre d'art contemporain Pablo-Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (60-89-00-72). Jusqu'au 9 juin.

EVRY. Pierre TUAL. Photographies de Marc Auger. A l'École de l'Agence d'Evry. Jusqu'au 7 juin. « P.S. contre-pis ». Dans les jardins du Centre général d'Evry. Jusqu'au 31 août. (64-97-23-34).

GENNEVILLE. Thérèse Allouet et Emmanuel Samard : peintures. Galerie municipale Edouard-Manet, 3, place Jean-Grandel (47-94-10-86). Du 7 mai au 6 juin.

EVRY-SUR-SEINE. 6<sup>e</sup> Biennale d'art contemporain. Centre d'art contemporain, 93, avenue G-Gomard (46-70-15-71). Jusqu'au 24 mai.

JOUY-EN-JOSAS. La Vie et le Jeu en toile de Jouy. Musée Oberkampf, château de Montbello. Jusqu'au 2 juillet.

MAGNY-LES-HAMEAUX. Histoire de la ferme des Granges de Port-Royal. Musée national des Granges de Port-Royal (30-06-76-07). Jusqu'au 13 juillet.

MONTROUGE. 32 Salles d'art contemporain. Louis Vallet. Centre culturel, 2, avenue E-Boutoux ; 32, rue Gabriel-Périd (42-35-33-00). Jusqu'au 9 juin.

RENNES. Théophile Alexandre Steiner. Rétrospective 1885-1922. Centre des expositions, esplanade Benoît-Fraçon. Jusqu'au 31 mai.

PONTAISE. Jean-Etienne Labrousse. Musée Yves-Delcourt, 4, rue Lavoisier (39-38-02-40). Jusqu'au 14 juin.

PONTAISE. Michel-Louis Lema. Musée Pissarro, 17, rue de Châteaux (30-38-02-40). Jusqu'au 14 juin. Descriptions de Goya. Musée des Beaux-Arts, 33, avenue des Beaux-Arts (93-44-50-72). Jusqu'au 14 juin. « Vals Tonal » : vingt ans d'expériences. Villa Arco, 20, avenue Stéphane-Légaré (93-44-04-04). Jusqu'au 14 juin.

NIMES. Agnès Jura. Musée des Beaux-Arts, rue Cist-Foule (66-67-38-31). Jusqu'au 21 juin.

BOCHECHOUART. Minuterie Cazen. Musée départemental d'art contemporain, château (35-72-42-51). Jusqu'au 15 juin.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. Dominique Gaud. Fondation Maeght (93-32-81-63). Jusqu'au 27 juin.

ARRAS. La perception française au XVIII<sup>e</sup> siècle. Musée Anciens Abbeys de Saint-Venant, 22, rue Paul-Dumont (21-51-26-43). Jusqu'au 21 juin ; Éléments. Centre culturel Nord, 9, rue des Capucins (21-71-30-12). Jusqu'au 28 juin.

BORDEAUX. Musée Marc CAPC. Musée d'art contemporain, esplanade Laignel, rue Foy (36-44-16-35). À partir du 9 mai. « Balle, histoire d'une collection ». Musée et galerie des Beaux-Arts, cours d'Allier (36-90-91-80). Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.

BOURG-EN-BRESSE. Forme 1



Chapman 1550

(Publicité)

# C'est Dimanche



Photo DELAHAYE

Après le film, diffusé pour la Première de LA SEPT, le 8 mai 87, voici le spectacle - en chair et en os - au Théâtre des Amandiers, à Nanterre (direction Patrice Chéreau). A partir du 12 mai. Avec : Christine PIGNET, Jean-Marc BIHOUR et Jérôme DESCHAMPS. Collaboration artistique : Macha Makeieff et Laurent Peduzzi.

Musique : Philippe Rouèche. Lumière : Dominique Bruguère. Régie : Philippe Viale et François Hatinguais. Après "LA VEILLÉE" à Nanterre, et "LES PETITS PAS" au Bouffes du Nord, présentés par le Festival d'Automne à Paris, après ces deux grandes formations, voici, plus intimiste, Jérôme Deschamps en petite bande, flanqué de deux surprenants acolytes et d'un accordéon, pour

80 minutes de comédie burlesque et tendre. Trio naufragé qui célèbre le rituel des dimanches, les réjouissances à dates fixes et les joies obligées, avec gags et feux d'artifice. Depuis Dakar, où "C'EST DIMANCHE" a été créé, en passant par Nouakchott, Ouagadougou, Niamey, Abidjan, Ilorin, Kinshasa, Brazzaville, Libreville... puis Marseille, Lyon, Douai,

Bourges, Grenoble, Niort, Alençon, Skopje, Belgrade, Liège, Namur, Rome, Genève, Saint-Médard-en-Jalle, Parme, Privas, Alès, Avignon, Martigues, Aix-en-Provence, Nîmes, Uzès, Cavaillon, Poitiers, Le Mans, Chartres, Francfort, Perpignan, Belfort, Stuttgart, en attendant New York, cet été... "C'EST DIMANCHE" arrive à Nanterre pour 32 représentations. Nous y fêterons la 100<sup>ème</sup>.

**JÉRÔME DESCHAMPS au THÉÂTRE des AMANDIERS**  
7 av. Pablo-Picasso 92000 NANTERRE  
LOCATION (1) 47-21-18-81 et 3 FNAC



NANTERRE-AMANDIERS et PARIS PICPUS avec le soutien de l'A.F.A.A. et du Ministère de la Culture









## CINEMA

### La Cinémathèque

Les films français (F) sont interdits aux moins de treize ans, (NF) aux moins de dix-huit ans.

**La Cinémathèque**

**CHAILLOT (47-04-34-36)**

**MERCREDI 15 MAI**

16 h, L'Enfant de la jungle, de Z. Kord (NF) (V) ; 19 h, Secret livrés, de E.T. Gréville (Vost) ; 21 h, Prisonniers de la montagne ou l'Estier blanc du Pail Palu, de G.W. Pabst et Dr. Amant (NF) ; 22 h, Affaire Lafarge, de F. Chénal (NF)

**JEUDI 16 MAI**

16 h, Le Chevalier sans armure, de J. Ford (NF) (V) ; 19 h, Stella Dallas, de K. Victor (NF) ; 21 h, L'Affaire Lafarge, de F. Chénal (NF)

**VENREDI 15 MAI**

16 h, Les Anges du boulevard, de Y. Muzil (NF) (Vost) ; 19 h, Hurricane, de J. Ford (NF) (Vost) ; 21 h, Un carnet de bal, de J. Dovgine (NF)

**SABEDI 16 MAI**

16 h, The Great Escape, de J. Winton (NF) (V) ; 17 h, L'Etrange Monsieur Victor, de J. Grémillon (NF) ; 19 h, Rue sans issue, de W. Wyler (NF) (V) ; 21 h, J'accuse, de A. Gaudin (NF)

**DOMINIQUE 17 MAI**

Les Deux Américains, de R. Walter (NF) (V) ; 17 h, Le Dernier Nait, de Y. Ratmanov (NF) (Vost) ; 19 h, J'ai fait de la vieillesse, de L. Land (NF) ; 21 h, Yashinawa, de M. Opius (NF)

**LUNDI 19 MAI**

**Rélicie**

**MARDI 19 MAI**

16 h, Jésus et Innocent, de A. Hitchcock (NF) (Vost) ; 19 h, Le Habano, de D. Sierck (NF) (V) ; 21 h, Five o'clock English, de W. Wyler (NF) (V)

**JEANBOURG (48-76-36-97)**

**MERCREDI 13 MAI**

15 h, Le Redoutable Homme des neiges, de V. Guesst (NF) (Vost) ; 17 h, La Mère de la momie, de C. Cabanne (NF) (Vost) ; 19 h, Mécambra ou le Drapau blanc d'Oxalis, de P. Kaudry (NF)

**JEUDI 14 MAI**

15 h, Night Train, de C. Harrington (NF) (V) ; 17 h, Joe Hill, de B. Widnerberg (Vost) ; 19 h 15, Solitude, de V. de Sica (NF) (Vost)

**VENREDI 15 MAI**

15 h, Un matin au soleil, de D. Patrick (NF) (Vost) ; 17 h 15, Bandes à Éric, de R. Levin (Vost) ; 19 h 15, Au Soleil de la vie, de L. Bergman (NF) (Vost)

**SABEDI 16 MAI**

15 h, Vie d'un manoir, de C. Velo (NF) (VF) ; 17 h, Steve Jack, de K. Wolkstein (NF) (Vost) ; 19 h, Les Vagabonds du village, de M. Demuth (NF) (Vost) ; 21 h, L'Avventura, de M. Antonioni (NF)

**DOMINIQUE 17 MAI**

15 h, Le Quatrième Alliance de dames, de C. Theodor (NF) ; 17 h, Les Femmes de l'Alcazar, de S. Sien (NF) ; 19 h, State out on dope street, de L. Kerner (NF) (V) ; 21 h, Viridiana, de L. Buñuel (NF) (Vost)

**LUNDI 18 MAI**

15 h, Le Ligne géométrique, de R.M. Elsom (NF) ; 17 h, Les Vagabonds du village, de M. H. Wax (Vost) ; 19 h 15, Ecrit dans le ciel, de W.A. Wellman (Vost) ; 21 h, Les Vagabonds du village, de M. H. Wax (Vost) ; 19 h 15, Ecrit dans le ciel, de W.A. Wellman (Vost)

**Rélicie**

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU**

**SALLE GARANCE (48-76-37-29)**

**Le cinéma français**

**MERCREDI 6 MAI**

14 h 30, O. C. ou le Cam, de N.P. Des Masures ; 17 h 30, Brava, dorados, de H. Simon ; 20 h 30, Babes de toutes es

14 h 30, Lilián M. re

**Théâtre de la Bastille, 21 h : E. Wastou**  
(Vex, Watson) : 22 h : G. Moravioff.

**Orchestre régional Champagne-Provence**  
**Côte d'Azur, dir. : Ph. Bender**  
(Landowski, Karel).

**Salon Grasse, 18 h 30 : Trio et quintette**  
**Ascia (Villa-Lobos, Tzumi, Mozart...).**

**Salon Châteauneuf, 21 h : E. Andouy,**  
**Ch. Angot, A.-M. Lusin, Ch. Angot**  
(Anisotroff).

**BANZIEU 16**

**Théâtre de la Bastille, 21 h : E. Wastou**  
(Vex, Watson) : 22 h : G. Moravioff.

**Orchestre Mendelssohn, 18 h 45 : Y. Elvén**  
(Schubert, Bach, Hillbrand...).

**Salon Playel, 20 h 30 : Orchestre de Paris,**  
**dir. D. Burenhaut (Wagner).**

**Lacourrière, 18 h 30 : Y. V. Lapagard,**  
**R. Ascal.**

**Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 45 :**  
**Ensemble Bach (Bach).**

**Rue de France, Antiochion 186, 15 h :**  
**E. Langlois (Chopin, Liszt, Debussy).**

**Salon de France-Midi, 21 h : M.R. Silva.**

**18-18 Théâtre, 20 h 30 : R. et D. d'Arco**  
(Luchini, Mozart, Wozzeck...).

**Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 20 h 30 :**  
**Chœur d'hommes R. Lignard, Ensemble**  
**de chant Duo (Schumann, Schubert, Wolf...).**

**DEMANCHE 17**

**Eglise Saint-Marc, 16 h : M.R. Silva.**

**Salon Playel, 14 h 30 : voir les 14,16.**

**Rue des Minimes, 10 h : N. Jacques**  
(Bach, Prochaska...).

**Théâtre de Saint-Paul, 11 h : P. Fontaine**  
**et J.-F. Thiollier (Beethoven,**  
**Brahms).**

**Notre-Dame de Paris, 17 h : J.-P. Legay**  
(Verdi).

**Eglise Saint-Roch, 17 h : Chœur franco-**  
**allemande de Paris, dir. R. Lellouche.**

**Eglise Saint-André-en-l'Île, 19 h : Ensemble**  
**de chant Seggiano (Schütz, Schütz,**  
**Schütz).**

**LUNDI 18**

**Lacourrière, 18 h 30 : voir le 16.**

**Théâtre de la Bastille, 21 h : M. Céline.**

**Concert des Champs-Élysées, 20 h 30 :**  
**J.-C. Penotier (Schumann, Weber,**  
**Beethoven).**

**Théâtre de la Cité Internationale, Grand**  
**Théâtre, 20 h 30 : A. Lamasas,**  
**Ch. Lamasas (Schumann, Saint-Saëns,**  
**Villabona).**

**Salle Cortot, 20 h 30 : Ensemble orchestral**  
**de l'Ille-de-France (Mozart, Haydn).**

**Église de Saint-Alphonse, 21 h : D. de Wil-**  
**jeunourt, P. Caroz (Bach, Vivaldi).**

**Théâtre La Carmel, 20 h 45 :**  
**Orchestre de chambre B. Calmel**  
(Vivaldi, Rostrop, Prokofiev).

[illegible]

79-79): Pathé-Wepier, 18° (45-46-01).  
**FATHERLAND** (Ang. v.a.): *Shadows of the Arts*, 6° (45-26-43-13).  
**FAUX TÉMOIN** (A. v.a.): *Forme-en-ciel*, 11° (45-97-53-74); *UGC*, 10° (45-25-10-30); *Normandie*, 9° (45-25-10-30); *Res*, 2° (45-25-10-30); *UGC-Montparnasse*, 6° (45-74-04-24); *UGC-Boulevard*, 5° (45-74-05-25); *UGC-Gare de Lyon*, 4° (45-74-05-25); *UGC-Gobelins*, 13° (45-74-05-25); *Galaxie*, 13° (45-80-18-03); *U*, 10° (45-74-05-25); *Convention*, 15° (45-74-05-25); *Im*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**PIEVEL ET LE NOUVEAU MON** (A. v.f.): *H.L.*, 11° (45-97-53-74); *S-Lambert*, 15° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25).  
**LE F.L.C. ÉTAIT PRESQUE PAR** (A. v.a.): *Triomphe*, 6° (45-62-45-25); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25).  
**GARÇON, SAUVE-TOI** (Tch. v.a.): *Golden Child*, 13° (45-26-54-55).  
**GOLDEN CHILD** (A. v.a.): *Triomphe*, 6° (45-62-45-25); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (45-74-05-25).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): *Gaumont-Hall*, 11° (45-97-53-74); *Impéria*, 11° (45-97-53-74); *U*, 10° (45-74-05-25); *Res*, 2° (45-25-10-30); *Paramount-Opéra*, 9° (47-00-00-00); *U*, 10° (45-74-05-25); *Scorcia*, 19° (4

(46-33-97-77); Belzac, 8 (45-61-10-60).

**PLATOON (A. v.a.)** (\*) : Forum-Horizon, 11 (45-08-57-37); Cluny-Palace, 8 (45-23-19-50); Margarin, 8 (45-59-52-62); v.a. et v.f.: George-V, 8 (45-59-52-62); v.a.: Marseille, 8 (46-70-75-86); Francis, 8 (46-70-33-88); Café Rochecrouzet, 8 (45-78-81-77); Galaxie, 13 (45-80-10-30); Montparnasse, 8 (45-80-10-30); République-France, 11 (45-38-52-43); Mollot, 17 (47-48-06-06).

**POLICE DES MOEURS (P.M.)** (P.): v.a.: Georges-Clément, 8 (45-33-42-36); George V, 8 (45-53-61-46); Lumière, 8 (45-46-09-47); Maxville, 16 (45-53-61-46); Favette, 13 (45-31-31-31); v.a.: Georges-Clément, 8 (45-30-12-06); Palais Clichy, 11 (45-22-46-01).

**POUSSIERE D'ANCE (P.)**: UGC-Montparnasse, 8 (45-74-62-64); v.a.: UGC-Boulevard, 8 (45-74-95-05).

**PROTECTION RAPPROCHEES (A. v.a.)**: Triomphe, 8 (45-62-45-76).

**QUETTE ET MIRABELLE (P.)**: Luxembourg, 8 (46-33-97-77).

**ROSA LUXEMBOURG (ALL. v.a.)**: Clichy-Palace, 8 (46-33-10-82).

**SAINE KLEIST, SEPT ANS (ALL. R.D.A.)**: République-France, 11 (46-05-31-33).

**LE SIXIEME SENS (A. v.a.)**: Normandie, 8 (45-74-16-18); et v.f.: UGC-Montparnasse, 8 (45-74-16-18).

**STAND BY ME (A. v.a.)**: UGC-Danton, 8 (45-23-10-30); UGC-Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC-Rotonde, 8 (45-74-94-94).

**LA STORMA (A. v.a.)**: Forum-Orient-Express, 8 (45-33-42-36); Belzac, 8 (45-61-10-60).

**STRANGER THAN PARADISE (A. v.a.)**: Utopia, 8 (43-26-84-63).

**THAT'S LIFE (A. v.a.)**: Forum-Ancien-Cinéma, 8 (45-74-62-64); UGC-Eden, 8 (45-29-59-46); v.a.: Colisée, 8 (45-29-59-46); v.a.: Paris-Sud, 11 (45-20-32-20); 14-Juillet-Benguelie, 13 (45-20-32-20).

**LE THÈME (Sov. v.a.)**: Comète, 8 (45-42-28-80).

**THÉRÈSE (Fr.)**: UGC-Biarritz, 8 (45-62-20-40).

**772 LE MATIN (Fr.)**: Forum-Orient-Express, 8 (46-34-25-52); UGC-Michel, 8 (45-74-79-17); George-V, 11 (45-82-41-46); Grunewald-Alfria, 14 (45-74-62-64); Galaxie, 13 (45-80-10-30); Montparnasse, 8 (45-80-10-30); v.a.: 14-Juillet-Benguelie, 13 (45-70-26-23); 14-Juillet-Bellier, 11 (45-57-40-31); Gaumont-Parusos, 14 (45-35-30-40); 14-Juillet-Benguelie, 13 (45-70-26-23); Mollot, 17 (47-48-06-06); v.f.: Gaumont-Parusos, 8 (47-42-60-31); Favette, 13 (45-31-31-31); Miramar, 14 (45-20-32-20); Gaumont-Ancien-Cinéma, 8 (45-74-62-64); Conventions, 15 (46-23-42-77); Palais Wepler, 18 (45-22-46-01); Gaumont-Gambetta, 20 (46-30-10-96).

**LA VIEUSE NOIRE (A. v.a.)**: Clod-Boulevard, 8 (45-74-62-64); UGC-Danton, 8 (45-23-10-30); UGC-Champs-Elysées, 8 (45-62-20-40); v.f.: UGC-Montparnasse, 8 (45-74-62-64); v.a.: UGC-Boulevard, 8 (45-74-62-64); UGC-Gare de Lyon, 12 (45-43-01-59); UGC-Coblenze, 13 (45-74-93-40); UGC-Bellefleur, 16 (45-36-23-44).

**WELCOMES TO VIENNA (A. v.a.)**: Utopia, 5 (45-26-84-65); Salati-Lambert, 19 (45-32-91-68).

**YOU ARE NOT I (A. v.a.)**: Luxembourg, 8 (45-33-97-77), h.s.p.

**Les festivals**

**ARMENIEN (A. v.a.)**: Studio 43, 9 (47-70-63-40), lundi, 20 h : La vergée des pommes, Solali d'Automa.

**BUNUEL (A. v.a.)**: République-Cinéma, 11 (45-43-01-59), en alternance : Tisserand Les Ovidiens de Nazarin, Le crime d'Archibald de la Cruz, El.

**BONNEMACE A DALIDA (A. v.a.)**: Studio 43, 9 (47-70-63-40), L. et 20 h 15 : Un homme et une femme, Les Cris du 11 (47-00-89-16), lun. 15 h 50 : le Système Loup.

**GODARD, Denfert, 14 (45-31-31-31)**, un alternance : Surtout, ne touchez pas la Fée, Le veuf sans Marie, Deux ou trois choses que je sais d'elle, Détective.

**L. JOUVET, Reffet-Média, 8 (45-54-34-34)**, mar. dim. : Kéopis, Les Beaux Femmes, Les Femmes de chambre, s.m. : Hôtel du Nord à mer : Volpone.

**R. KEATON, Studio 43, 9 (47-70-63-40)**, mar. : Stromboli Bill Junior, les Loïs de l'Amérique, s.m. : Les Cris du 11 (47-00-89-16), le Mécane de la G-enral : dim. 12 : Le Dernier Round, Finances en folie.

**R. KRAUSS (A. v.a.)**: République-Cinéma, 11 (45-43-01-59), en alternance : M. le Ministre, Les Espions, Le Testament du docteur Malatesta.

**PLATON, Studio 43, 9 (47-70-63-40)**, en alternance : A nos amours, London, Nous ne vieillirons pas ensemble, Polca.

**ACTIVE AU CINÉMA-COOP (v.a.)**: Place-Aud-Gauchie, 9 (45-39-20-40), mar. : Le monde privé de Lord Saucy, comme les autres : ven. : Les Faux de l'été ; sam. : le Jardin du diable ; dim. : le Séigneur de l'événement ; lun. : les racines du monde ; mar. : Une histoire de Chine, Dracula, prison des téniers.

**PROMOTION DU CINÉMA (A. v.a.)**, Studio 28, 18 (46-06-38-07) : mar. jon. : Fugue, vend. : s.m. : Fugue comme la mort ; dim. : mar. : Le Lendemain de crimes.

**ROHMER, République-Cinéma, 11 (48-05-51-33)**, en alternance : Les Nuits de la pleine lune, Pauline à la plage + Denfert, 14 (45-31-31-31), en alternance : Pauline à la plage, Les Nuits de la pleine lune, Marguerite d'Or, Le Beau Mariage, la Femme de Pavisteur.

**TARKOVSKI (v.a.)**, République-Cinéma, 11 (48-05-51-33), en alternance : André Ronbley, Stalker, L'Enfance d'Ivan + Denfert, 14 (45-31-31-31), en alternance : Vostok, Solz, André Ronbley, Stalker, L'Enfance d'Ivan.

**TRUFFAUT, Denfert, 14 (45-31-31-31)**, en alternance : Les 400 coups, Jules et Jim, Tirez sur le pianiste, Fantaisie sauvage, l'Argent de poche, L'homme qui aimait les femmes.

Toutes les salles. Tous les horaires.  
36.15 TAPEZ **LEMONDE**

Toutes les salles. Tous les horaires.  
36.15 TAPEZ **LEMONDE**







Le temps en France le 13 mai 1987 à 0 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

Le temps en France le 13 mai 1987 à 6 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

Le temps en France le 13 mai 1987 à 12 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

Le temps en France le 13 mai 1987 à 18 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

Le temps en France le 13 mai 1987 à 0 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

Le temps en France le 13 mai 1987 à 6 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

Le temps en France le 13 mai 1987 à 12 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

Le temps en France le 13 mai 1987 à 18 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

Le temps en France le 13 mai 1987 à 0 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

Le temps en France le 13 mai 1987 à 6 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

Le temps en France le 13 mai 1987 à 12 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

Le temps en France le 13 mai 1987 à 18 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

Le temps en France le 13 mai 1987 à 0 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

Le temps en France le 13 mai 1987 à 6 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

Le temps en France le 13 mai 1987 à 12 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

Le temps en France le 13 mai 1987 à 18 h. Le soleil se lève à 5 h 14 et se couche à 19 h 14. La température est de 14°C à Paris. Le vent est de secteur Nord-Est, force 2. Les nuages sont nombreux.

## Société

Renvoyés devant la cour d'assises avec le professeur Mériel

### Les docteurs Diallo et Archambeau vont se pourvoir en cassation

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Poitiers, dans un arrêt daté du 12 mai (le Monde du 13 mai), a décidé du renvoi devant la cour d'assises de la Vienne des trois médecins inculpés après la mort de Nicole Berneron, le 30 octobre 1984 au centre hospitalier régional de Poitiers. Les docteurs Bakari Diallo et Denis Archambeau sont accusés, le premier d'avoir « volontairement commis des violences ou voies de fait ayant entraîné la mort », et le second de s'être « rendu complice » de ce crime. Les défenseurs des deux médecins ont immédiatement

annoncé leur intention de se pourvoir en cassation. Le professeur Pierre Desforges-Mériel, chef du département anesthésie-réanimation du CHR est, pour sa part, poursuivi pour avoir « involontairement causé la mort par maladresse, imprudence, inattention, négligence ». La chambre d'accusation ayant considéré que ce « délit commise » ne devait pas être déposé des cas des docteurs Diallo et Archambeau, le professeur Mériel est lui aussi renvoyé devant la cour d'assises.

### Querelle médicale sur un horrible scénario

POITIERS de notre envoyé spécial

Prémices d'un épilogue ou plus simplement, nouvel épisode d'un déjà-trop long feuilleton autour d'un drame judiciaire ? La chambre criminelle de la Cour de cassation devant statuer, l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Poitiers, présidée par M. Jacques Serre, ne met nullement un terme à cette affaire sans précédent dans les annales internationales de la médecine hospitalière. Il apporte pourtant une série d'enseignements.

Les soixante-dix-sept pages de l'arrêt rendu au terme de onze semaines de délibéré examinent dans le détail les différents chapitres du dossier pour reprendre en conclusion la thèse depuis longtemps défendue par le magistrat instructeur, M. Pierre Hovavre. A l'origine de l'affaire : le docteur Bakari Diallo, né le 11 février 1948, à Orodara (Haute-Volta), marié et père de trois enfants. C'est lui, concluent d'abord les policiers de la sûreté urbaine de Poitiers, puis le magistrat instructeur, qui, la veille de l'intervention chirurgicale de M<sup>me</sup> Nicole Berneron, aurait inversé les tuyaux d'arrivée des gaz sur le respirateur de la salle d'opération du CHR de Poitiers. Selon ces mêmes conclusions, il aurait bénéficié dans sa tentative de la complicité du docteur Denis Archambeau, né le 7 mars 1955 dans le Maine-et-Loire, marié, un enfant, alors étudiant en anesthésie-réanimation. Présent au début de l'anesthésie de M<sup>me</sup> Berneron, avec le professeur Mériel, le docteur Archambeau aurait, tout en ayant connaissance de l'inversion des tuyaux, induit volontairement en erreur son supérieur hiérarchique.

#### Latex intestines

Autant d'éléments qu'il convient de mettre en rapport avec le climat de l'affaire. « Le mort de M<sup>me</sup> Berneron, peut-on lire dans l'arrêt de la chambre d'accusation, a été en quelque sorte le détonateur de profondes dissensions qui régnaient depuis un certain temps déjà au CHR de Poitiers (...). Il existait de farouches luttes intestines entre les équipes chirurgicales et certains médecins anesthésistes, et même entre médecins anesthésistes.

Si on le retient, le scénario ainsi imaginé était a priori totalement imparfait. Soit le professeur Mériel, personnel, au prix de sévères difficultés, à sauver Nicole Berneron, et il percevait alors la signification du « message » adressé au lendemain d'une mutation-sanction qu'il venait d'infirmer au docteur Diallo. Soit les choses évoluaient de manière dramatique et certains médecins, opposés à leur supérieur hiérarchique, pouvaient espérer bénéficier de la déstabilisation ainsi créée.

Dans un cas comme dans l'autre, cet horrible scénario ne devait pas déboucher sur une plainte : dans le premier cas, rien ne l'aurait justifié ; dans le second, la mort de Nicole Berneron, parce qu'elle impliquait l'inculpation du chef d'anesthésie-réanimation pour homicide involontaire, interdisait à ce dernier, pouvait-on raisonnablement penser, d'alerter police et justice.

Voilà pour la trame de l'affaire. Restait à déterminer les causes exactes de la mort de la malade. En rejetant les treize demandes de nullité soulevées par les docteurs Diallo et Archambeau, la chambre d'accusation met un terme judiciaire à une véritable querelle médicale qui, durant de longs mois, a opposé les experts officiellement commis par le magistrat instructeur à ceux qui furent cités par le docteur Diallo et par ses défenseurs.

Une étrange querelle sans précédent, les conclusions des premiers (la mort due à une insufflation massive de protoxyde d'azote) s'opposant aux multiples hypothèses soulevées par les seconds pour soutenir que la mort de Nicole Berneron pouvait avoir une tout autre origine.

La chambre d'accusation s'en est tenue aux conclusions du magistrat

instructeur. De la même manière, suivant les conclusions du magistrat instructeur, la chambre d'accusation refuse la disjonction des poursuites sollicitées par le professeur Mériel. Elle renvoie ce dernier devant la cour d'assises.

Cette affaire complexe aura ainsi pour effet - sous réserve de la décision de la Cour de cassation - de conduire devant les assises, en même temps que deux de ses élèves qu'il avait publiquement accusés d'assassinat, un chef de service qui, dans un autre contexte, aurait, pour les mêmes faits, été jugé par un tribunal correctionnel.

#### La rigueur d'un juge

L'arrêt rendu le 12 mai à Poitiers recèle un autre enseignement. En suivant dans leur intégralité les conclusions du juge d'instruction, les magistrats de la chambre d'accusation confirment la rigueur du travail de M. Pierre Hovavre. La chose est d'autant plus importante que ce dernier fut, durant les premiers mois de

l'instruction, très fréquemment critiqué et pris personnellement pour cible, certains n'hésitant pas à faire son « procès » à cette occasion. On lui reprochait, en particulier, de ne retenir a priori qu'une seule hypothèse, celle formulée par le professeur Mériel accusant ses deux élèves d'assassinat. On crut alors pouvoir décrire M. Hovavre comme un juge poursuivant avec acharnement un médecin d'origine africaine et protégeant un des plus puissants mandarins locaux.

Il y eut aussi - le fait est confirmé de plusieurs sources - l'iniquité de la chancellerie et du ministère de la santé, l'une soucieuse de ne pas troubler l'ordre public, l'autre de ne pas ternir l'image de l'institution hospitalière. Il a été demandé au juge de bien peser les décisions qu'il serait amené à prendre et l'on vit - symptôme sans ambiguïté - le procureur de la République conclure, à partir des mêmes éléments que ceux dont ont disposé les magistrats de la chambre d'accusation, au renvoi de l'affaire devant un tribunal correctionnel.

JEAN-YVES NAU.

### Le projet de loi sur la toxicomanie n'aggrave pas les peines pour les simples usagers

Le conseil des ministres a approuvé mercredi 13 mai le projet de loi destiné à lutter contre la toxicomanie présenté par M. Alain Chalon, ministre de la justice. De nombreuses modifications ont été apportées à ce texte depuis que le garde des sceaux a affirmé sa volonté de s'attaquer au « fléau » de la drogue.

Les premières orientations définies par le gouvernement en septembre 1986 n'avaient pas manqué d'alerter la majorité des spécialistes de la toxicomanie. M. Chalon avait, en effet, l'intention de créer des centres fermés pour les drogués, et l'idée de donner aux familles la possibilité de demander l'incarcération psychiatrique pour les enfants toxicomanes avait été lancée.

Ces intentions ont été à l'époque très vivement critiquées par les syndicats de médecins, et M<sup>me</sup> Barzach elle-même, ministre déléguée à la santé et à la famille, avait marqué sa vive opposition au projet.

Ces mesures s'inspiraient alors d'une conception apparemment abandonnée aujourd'hui - d'après laquelle les toxicomanes étaient des délinquants avant d'être des malades.

Ce point de vue paradoxal allait à l'encontre des conclusions de la plupart des spécialistes qui, depuis plus de quinze ans, vivent au contact des drogués.

L'actuel projet ne fait que reprendre la loi du 31 décembre 1970, en ce qui concerne les poursuites et la répression des simples usagers. Elle conserve la mesure essentielle et originale de

l'injonction thérapeutique - prévoyant l'extinction de l'action judiciaire pour le drogué qui désire se faire soigner.

Le nouveau projet est axé sur la répression du trafic, qui fait l'unanimité. Désormais, les peines encourues par les trafiquants seront aggravées et leur délai de prescription passera de dix à vingt ans. La contrainte par corps des trafiquants condamnés à des amendes douanières sera de deux ans, au lieu de quatre mois actuellement. Les services des douanes seront autorisés à poursuivre en mer les contrebandiers jusqu'à 24 milles au lieu de 12 milles actuellement. Enfin, le projet crée des exemptions de peine pour les trafiquants qui auront dénoncé leurs complices, une disposition comparable à ce que prévoit la loi de 1986 en matière de terrorisme.

### L'injonction dans ses meubles

C'est à croire que le garde des sceaux n'a jamais eu l'intention de renforcer la répression des simples usagers de drogue. Mardi 12 mai, dans les locaux du Palais de justice de Paris, l'ambiance était au consensus. Trois membres du gouvernement, M. Alain Chalon, ministre de la justice, M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, et M<sup>me</sup> Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé, inauguraient sous la houlette du procureur de la République de Paris, M. Michel Reynaud, un nouveau local où, en principe, devrait se mettre de réaliser l'injonction thérapeutique prévue par la loi du 31 décembre 1970. Apparemment, les déclarations de M<sup>me</sup> Barzach critiquant vertement le projet du garde des sceaux étaient oubliées, chacun y allant de son couplet vantant les mérites de la loi de 1970.

M. Reynaud a rappelé que, jusqu'à présent, il n'avait pas été possible d'appliquer convenablement cette loi, le parquet, faute de locaux appropriés et de liaison avec les services de la direction de l'action sanitaire et sociale, n'ayant pas eu les moyens de mettre en place l'injonction thérapeutique.

La loi de 1970 prévoit, en effet, qu'il importe en premier lieu d'alerter l'usage de drogue sur les dangers qu'il court, puis d'obtenir son consentement pour qu'il se soigne et, enfin, de la poursuivre si son refus persiste ou s'il ne respecte pas son engagement.

L'injonction thérapeutique donne donc le pouvoir au parquet d'ordonner à l'usage de se faire soigner. Un toxicomane inapaisé, présentant des signes d'intoxication ou consommant sa drogue régulièrement, se verra donc notifier par le substitut

une injonction thérapeutique. S'il en accepte le principe, il sera alors immédiatement dirigé vers le médecin inspecteur de la DASS, qui décidera s'il se trouve dans un local voisin. Ce dernier sera pour charge de l'orienter vers un autre spécialiste.

Toutefois, il sera toujours extrêmement difficile pour les magistrats du parquet d'apprécier le suivi et les effets d'une cure de désintoxication. En général, les médecins qui prennent en charge les toxicomanes, au nom du secret médical, refusent de communiquer à la justice des informations sur la manière dont leur patient suit sa cure. C'est là une des causes principales de l'échec de l'injonction thérapeutique. Et il y a fort à craindre que la présence d'un médecin de la DASS dans ces nouveaux locaux n'y change pas grand-chose.

F. N.

## SCIENCES

### Après un an d'exploitation Le satellite Spot et sa moisson d'images

Il y a un an, le 6 mai 1986, le satellite français Spot-1 entrait en service opérationnel. A l'occasion de cet anniversaire, la société Spot Images a présenté les images de cette première année d'observation.

En un an, les stations réceptrices de Kiruna (Suède) et de Toulouse ont enregistré 270 000 scènes (image d'un carré de 60 kilomètres de côté), dont 70 000 scènes nuages. Les deux stations conséquentes ont recueilli 106 500 vues des Etats-Unis et du Canada, dont 23 000 scènes nuages. Mais seulement 10 800 scènes ont été traitées par les ordinateurs et environ 5 500 ont été commercialisées, représentant 27 millions de francs à Spot Images. En ajoutant les redevances de copyright et les abonnements des stations de réception, le chiffre d'affaires de cette première année d'exploitation atteint 35 millions de francs. Il devrait à peu près doubler la deuxième année car plusieurs stations nouvelles vont entrer en service. C'est fait depuis quelques jours pour la station d'Hyderabad (Inde) ; ensuite viendront le Japon, la Chine, le Pakistan, l'Arabie saoudite, les îles Canaries, à plus long terme, le Brésil et l'Australie.

A quoi servent ces images ? Les applications cartographiques sont actuellement dominantes (40 %). En effet, Spot, contrairement aux Landsat américains, fournit des vues stéréoscopiques qui permettent la restitution du relief. L'Institut géographique national a passé plusieurs commandes. D'abord, pour mettre au

point les procédés d'exploitation, on a constaté que l'erreur sur la restitution des altitudes variait entre 3 et 7 mètres, nettement moins que les 10 mètres attendus. Ensuite, pour tester ou réviser des cartes en Algérie, au Yémen, au Mali, au Venezuela. Et plusieurs autres instituts géographiques ont commandé des images.

Moins important (25 %), mais en croissance rapide est le marché des applications pour l'agriculture. Complétées par quelques mesures sur le terrain, la télédétection permet de dresser des inventaires : une évaluation des ressources en bois du Mali est en cours, ainsi qu'une étude des déplacements de population à mesure des défrichements. Ont aussi été étudiées les ressources en eau du fleuve Sénégal, et les surfaces qu'il irrigue.

Dernier secteur important (15 % des applications) : les ressources fossiles et la géologie. Une grande faille, longue de 3 000 kilomètres, court au nord et à l'est du Tibet, conséquence de la percusion de l'Asie par l'Inde. Des chercheurs français ont étudié les images envoyées par le satellite ; ils ont constaté que des vallées glaciaires étaient décalées d'une centaine de mètres à l'endroit où elles coupent le faille. Or la dernière glaciation de cette région date d'environ dix mille ans. On peut ainsi estimer la vitesse du déplacement relatif des deux bords de la faille.

M. A.

## SPORTS

### FOOTBALL : Coupe de France

#### Bonne opération de Marseille

Bordeaux, Marseille, Alès et, à un degré moindre, Laval ont pris une option pour les demi-finales de la Coupe de France de football, mardi 12 mai, lors des matches aller des quarts de finale.

Facé aux Lillois qui avaient ouvert le score par Thomas, les Girondins se sont finalement imposés 3-1 grâce à deux pénalités marquées par Touré et un but de Vermeulen.

Leaders du championnat, les Marseillais sont allés obtenir un précieux succès à Lens grâce à un but de Cubaynes à deux minutes du coup de sifflet final.

Laval n'a pris qu'un but d'avance, marqué par Audrin, sur Reims. Cela risque d'être insuffisant lors du match retour en Champagne. Après avoir éliminé aux tours précédents les Paris-SG et Toulouse, les Strasbourgeois se sont nettement inclinés (2-0) sur le terrain d'Alès.

#### RÉSULTATS

Demi-finale 1 entre eux  
Marseille b. Lens 1-0  
Bordeaux b. Lille 3-1  
Demi-finale 2  
Laval b. Reims 1-0  
Demi-finale 3 entre eux  
Alès b. Strasbourg 2-0  
Matchs retour le mardi 19 mai.

## MÉDECINE

### En RFA

### Le refoulement des « suspects de SIDA » échappera aux simples policiers

Après le tollé provoqué en Allemagne fédérale par la décision du ministre de l'Intérieur, M. Friedrich Zimmermann, d'autoriser la police des frontières à interdire l'entrée en RFA aux étrangers soupçonnés d'être atteints du SIDA (le Monde du 13 mai 1987), le ministre de l'Intérieur a admis, mardi 12 mai, que les gardes-frontières ne pourront décider seuls de l'expulsion d'un « suspect ». Ces décisions devront en référer à la direction centrale de la police des frontières (BGS) à Cologne.

Cette modification ne fait donc pas disparaître l'idée de « soupçon » fortement critiquée par une bonne partie de la classe politique allemande, pas plus qu'elle ne stipule que la décision du BGS doit reposer sur des preuves formelles. Au ministère de l'Intérieur, on indique que « il ne s'agit pas d'obliger des personnes à passer un test de

dépistage ni d'instituer un contrôle pour les personnes à risques ». Il s'agit simplement, nous a-t-on déclaré, d'interdire l'entrée en RFA de personnes pour lesquelles on dispose « d'informations établissant qu'elles sont susceptibles d'être porteuses du virus ».

Au ministère de la santé allemande, on se déclare surpris par cette mesure. Selon un porte-parole, un tel contrôle semble totalement inapplicable. En cette matière, le ministère de la santé reste favorable à une décision prise au niveau communautaire.

D'autre part, on apprend qu'en Bavière le gouvernement a décidé de reporter à la semaine prochaine la discussion d'un projet de loi rendant obligatoires des tests de dépistage pour les étrangers souhaitant obtenir un permis de séjour.

F. N.

### Internes et résidents auront le même statut

An cours du conseil des ministres du mercredi 13 mai, M. Jacques Velade, ministre chargé de l'enseignement supérieur, a présenté le texte de son projet de réforme qui précise que « résidents et internes seront dans les mêmes dispositions statutaires et percevront une même rémunération ».

La veille, en dépit d'une pluie insistante, plusieurs milliers d'étudiants en médecine (huit mille selon les organisateurs, trois mille selon la police), hostiles au projet de réforme de troisième cycle des études médicales, avaient défilé à Paris, de la gare Saint-Lazare à l'île Saint-Louis. Une vingtaine de CHU étaient représentées, parmi lesquels de nombreuses facultés de province (Toulouse, Marseille, Nice, Angers, etc.).

Dans l'île Saint-Louis, les manifestants ont procédé à un enterrement « à la japonaise » de la réforme en jetant dans la Seine plusieurs cercueils de polystyrène.

Les membres du comité inter-CHU étaient visiblement satisfaits de l'ampleur de cette manifestation, la troisième en moins d'un mois. En fin d'après-midi, six d'entre eux avaient été reçus par un conseiller technique du ministère des affaires sociales, M. Patrick Hernandez.

Loins d'émeuiller, le mouvement semblait donc se durcir à mesure qu'il s'étend en province. Actuellement 22 CHU sur 42 (10 à Paris, 12 en province) sont touchés par la grève. Un référendum devrait être organisé le 14 mai dans les CHU afin de consulter, à la base, l'ensemble des étudiants.

Le gouvernement a reçu le soutien de la puissante Confédération des syndicats de médecins français (CSMF).

## REPÈRES

### Environnement

#### Rupture de barrage en Amazonie

Un barrage de décontamination de la mine d'or de Pôrto, à 100 kilomètres au nord-ouest de Manaus, au Brésil, s'est rompu le 3 mai, à la suite de fortes pluies, entraînant la rupture de plusieurs barrages secondaires. Trois affluents du rio Negro seraient ainsi déjà pollués par divers produits chimiques, dont le mercure, utilisé pour provoquer la précipitation de l'or. Quelque quatre cents indiens vivent près de ces cours d'eau.

### Religions

#### Le grand rabbin Sirat devrait quitter ses fonctions à la fin de l'année

Grand rabbin de France depuis 1980, M. René-Samuel Sirat abandonnera ses fonctions le 31 décembre prochain. Il ne se représentera pas à la nouvelle élection d'un grand rabbin qui aura lieu le 14 juin prochain à Paris. La liste des candidats est close depuis le 30 avril, et son nom n'y figure pas. Sa décision est sans doute due aux critiques émanées contre lui à l'occasion d'un conflit ouvert en septembre 1985 avec les responsables laïques des consistoires central et de Paris à propos des mariages mixtes.

La prochaine élection devrait donc se jouer entre le grand rabbin Joseph Sirak, né le 16 octobre 1944 à Tunis, responsable de l'importante communauté juive de Marseille (soixante-quinze mille), et le grand rabbin Jacob Meïer, également né à Tunis, le 6 février 1928, ancien aumônier général des armées, actuel vice-président du tribunal rabbinique de Paris. Le grand rabbin Sirak est considéré comme favori.

### Universités

#### Les présidents chez le président

M. François Mitterrand a reçu, le 12 mai, une délégation de la Conférence des présidents d'université conduite par M. Etienne Tromé, élu premier vice-président de la Conférence il y a quelques semaines. Les présidents d'université ont exposé au président de la République les principaux thèmes du colloque qu'ils organisent à Paris, les 13 et 14 mai, autour de la question : « Deux millions d'étudiants en l'an 2000 : pourquoi ? Comment ? » Ils ont insisté sur la nécessité de réfléchir à l'organisation des premiers cycles universitaires pour se préparer à accueillir davantage d'étudiants. Ils ont souligné que, pour préparer cet élargissement, des mesures rapides et une loi de programmation étaient indispensables.



# Enquête

## 1977-1987: La génération

par Annick Cojean

Dix ans ! Il y a dix ans déjà qu'une petite radio école, un émetteur de 4 watts, faisait irruption sur la bande FM parisienne, avec la ferme - et folle - intention d'attaquer la forteresse du monopole. Dix ans qu'en diffusant, de la place des Vosges, une première émission pirate, Radio-Verte devenait un symbole de résistance au verrouillage politique de la radio-télévision, l'allumette à l'origine de l'embrasement de l'audiovisuel français.

Participant à l'émission diffusée ce soir du 13 mai 1977 depuis l'appartement de Jean-Edern Halfer : Brice Lalonde, amiénois du récent succès écologiste aux élections municipales, Jean-Marie Benoist pour les Amis de la terre, Pierre Vlasson-Ponté du Monde, et puis un groupe de très jeunes gens menés par Antoine Lefebvre, ceux-là mêmes qui, de pirateries nocturnes en incursions diverses pour intrusion à la législation sur le monopole, de manifestations en saisies, feront chanceler puis s'écrouler le vieux monopole.

Jean-Pierre Elkabbach diffusera le soir même un reportage sur l'événement à la télévision et Jean Antin, le PDG de Télédiffusion de France chargé de la police des ondes - et aujourd'hui membre de la CNCL - exigera un droit de réponse, pour clamer son intention de faire appliquer la loi. La situation serait, dit-il, « désastreuse, si tout le monde se mettait à utiliser des fréquences », ajoutant qu'il n'y avait d'ailleurs plus guère de disponibles.

Pourtant, ce sont Radio-Verte, puis, dans son sillage, une flottille de stations littéraires au matériel crachotant, bricolé ou importé d'Italie, qui ont ouvert la voie aux réseaux nationaux émettant aujourd'hui par satellite - troublant ainsi la quiétude de calife des radios périphériques - ainsi qu'aux télévisions commerciales. « Une fois tiré le premier fil, toute la pelote de laine s'est vite déroulée », commente un de ces jeunes pionniers. Et cet essor étonnant de la FM en France est devenu en Europe, selon qu'il s'agit des gouvernements ou des artisans, sujet d'étude... ou de référence. Un phare pour l'Allemagne, l'Espagne, la Grèce et le Portugal, à leur tour en pleine mutation.

En France, la FM s'est faite plus discrète, écopée par la télévision même si son millier d'entreprises et ses jeunes salariés en font un secteur économique dynamique et mouvant. Un secteur où une petite poignée de pirates, babas cool des années 70, sont devenus patrons de radios, leaders, managers modernes des années 80. Une jungle féroce où les nostalgiques de l'épopée des radios libres, critiques sur l'homogénéisation des formats, et déçus des contenus, ont été balayés. Car la FM d'aujourd'hui n'aime pas les anciens combattants.

Il y avait Antoine, Sylvain, Jean-Louis, Patrick, Pierre, Rémi et puis les autres. En cette année 1977, ils ont dix-huit, vingt ans ; vingt-cinq à tout casser. Ils sont lycéens, étudiants, profs, ou pigistes dans quelques revues école ou gauchistes et vivent le plus souvent d'expédients. Ils ignorent la cravate, se fichent de la mode, signe d'intégration à une société qu'ils refusent, et portent volontiers le cheveu long. Ils fourmillent de rêves et n'ont peur de rien. Leur passion, c'est la radio.

Pour elle, ils vont prendre des risques, devenir hors-la-loi, se cacher et puis manifester, importer du matériel en fraude lors d'expéditions épiques en Italie ou aux États-Unis. A cause d'elle, ils seront poursuivis et saisis, condamnés, comparés à des « terroristes » par une classe politique obédiente par les Brigades rouges et l'exemple italien. Grâce à elle, enfin, ils vont vivre les moments les plus joyeux et sans doute les plus fous de leur jeunesse, avec un sentiment de liberté qu'ils n'ont jamais retrouvé.

Ils forment une tribu, presque une société parallèle dont le seul but est d'émettre. La radio est le centre de leur existence, le moyen en même temps que la raison de leur combat. Même si, pour ces complices noctambules, les motivations personnelles sont souvent fort différentes.

« A vrai dire », explique aujourd'hui Antoine Lefebvre, ce fut l'occasion de vérifier la force d'un collectif de fortes individualités travaillant au service d'une cause commune, mais mues par des motifs variés. Chacun avait la conviction d'avoir raison, d'être irrésistiblement dans le sens de l'histoire et proche de triompher. Directeur de la revue Interférences, qui, depuis 1974, passait au crible toutes les pratiques « alternatives » dans le domaine de la communication et de l'électronique, Lefebvre est

alors incontestablement le leader du mouvement. C'est lui qui anime, dans les caves, les nombreuses réunions clandestines, lui qui galvanise les troupes. Lui dont la radio est un rêve d'adolescent, un virus contracté de longue date en lisant les aventures de Tintin et en captant Radio-Caroline, diffusée d'un bateau pirate, quelque part au large de l'Angleterre.

Aux côtés de Lefebvre, Jean-Luc Sandowski et Sylvain Anichini, deux garçons timides et doux, élèves dans une école

citons aussi Rémi Bouton, le benjamin, à qui les nuits d'antenne laissent fort peu de temps pour les oraux du bac ; Patrick Filloud, fils de Georges, pressé de donner des leçons de journalisme aux stars des radios périphériques ; Paul Sigonneau, le gentil militant de Greenpeace ; Jean Ducarroir, l'appareilleur ; et puis Pierre Bellanger, vingt ans à peine, étudiant en biologie, membre des Amis de la Terre et du Parti radical italien (!), frappé littéralement par la foudre le jour où, enquêtant pour le journal la Gueule ouverte, il découvre la radio. « Une révélation ! L'univers soudain à portée de voix ; comme un rayon laser dans la main... Le monopole devenait une incongruité, une anomalie, une aberration. Alors je suis devenu un guerrier hertzien. »

Ni championnes de la libre entreprise, ni fanatiques des médias subventionnés, les radios en fait défrichent en cette année 1977 un terrain parfaitement vierge, à la croisée des courants minoritaires issus de Mai 68 (éco-

logistes, féministes, homosexuels...) et des prouesses de la technique. Les rêveurs, artistes, opposants et militants divers rencontrent les techniciens. La radio, assurent-ils, va en être bouleversée.

Alors on rêve. Il faut, disent les écologistes, « des radios à visage humain, branchées sur la vie des quartiers et propices à un regain d'initiatives locales ». Il faut, proclame Radio-Quinquin, « des radios de partage d'expériences et de confrontations où les auditeurs reconnaissent l'ordinaire de leur vie ». Il faut, explique Radio-Verte-Fessenheim, « donner la parole au maximum de gens, à ceux-là auxquels elle est d'habitude confisquée, mettre en place des systèmes d'information décentralisés qui transforment chaque citoyen qui le souhaite en témoin et journaliste pour la communauté ». Attention ! avertit déjà Antoine Lefebvre, en mythifiant l'expression sauvage, la radio risque de n'être qu'une banquette par manque de discernement.

### Les pionniers luttent

Dix années ont passé. Sous les coups de butoir des pirates valeureux, le fameux monopole a fini par craquer. Aboli par la gauche dans la foulée du 10 mai - François Mitterrand n'avait-il pas été lui-même inculpé pour avoir participé, en 1979, à une émission de Radio-Riposte, la station pirate du PS ? - conquis par le droit à la mémoire bien courtoise. Et l'été 1981 fut pour la FM de France un moment d'euphorie. Quelle fraternité et quelle exultation ! Les étudiants, les commerçants, les rockers et les anars, les chrétiens, les socialistes, les sectes et les journaux, les immigrés, l'archevêché... tous ont soudain découvert la griserie du micro. Et les pionniers, ébahis et rêveurs, ont observé ce raz de marée de projets qui sollicitaient un peu leurs exploits et fichtaient un coup de vieux à leur langage codé, leur allure expéditive et leur totem de militants.

Mille six cent dix radios se sont vues officiellement autorisées. Entre Paris, Molière, Saint-Tropez, Avignon et Roubaix. Mais, s'il en reste plus d'un millier, beaucoup, pourtant, ont été laminées. Les deux rêveurs des deux premiers étés n'ont pas su s'adapter et franchir le cap de la radio commerciale. Le jardin s'est fait jungle, et parmi les cent fleurs sont apparues des plantes cannibales. Des radios associatives, il ne reste parfois que leur ombre, et les petites entreprises commerciales tendent de plus en plus à s'essouffier et à baisser les bras. La moitié sont, dit-on, en état de cessation de



La première diffusion de Radio-Verte.

d'ingénieurs et fous de technologie. « Qu'importe pour nous le programme et ce pourquoi les autres attendaient le branchement du micro ! raconte Sylvain Anichini. Dès que la petite aiguille du cadran vacillait, nous allions nous coucher ou regarder la télé ! Le seul fait d'avoir transmis un signal nous emplissait de joie. » Le matériel est inexistant. Ils étudient, récupèrent une à une des pièces détachées, rassemblent les ventes des domaines, réinventent ce qui, outre-Atlantique, était banalisé. Une centaine d'émetteurs passent entre les mains des deux complices qui, avec une passion frénétique, veillent des nuits entières à fabriquer des émetteurs destinés à circuler dans toutes les régions de France. Et pour Anichini, qu'un premier émetteur construit à l'âge de quinze ans à partir d'un schéma repéré dans une revue américaine avait conduit tout droit au tribunal pour enfants et qui découvrait soudainement l'existence du monopole, l'antenne signifie découverte et guerre technologique.

### Les guerriers du hertzien

Pour s'occuper des aspects juridiques, décortiquer la législation de l'audiovisuel, élaborer des propositions de réforme, et défendre les radios pirates devant les tribunaux de France et de Navarre, Lefebvre fait appel à un jeune avocat, Jean-Louis Bessis, fasciné par la défense des libertés publiques, et révolté par l'appropriation des médias par le pouvoir politique. Alors, avec toute la fougue et l'enthousiasme dont il est capable, Bessis épouse la cause des radios libres, affronte le juge d'instruction Emile Cabé pour défendre Radio-Verte, élabora les statuts de PALO (Association pour la libération des ondes) et découvre la faille juridique qui, jusqu'à la loi de 1978, empêchait la faillite de condamner les radios. « Quel plaisir, quelle griserie, se souvient Bessis le lyri-

### Les gardiens du monopole

Il y avait ceux qui détenaient le monopole et ceux qui rêvaient de pouvoir, à leur tour, en profiter ; ceux qui le jugeaient trop centralisé, ceux qui le dissipaient déformé, ceux qui le défendaient, pour le défendre, variaient ; la polémique existait. Pourtant, le regard braqué sur l'Italie, l'ensemble de la classe politique française a longtemps affiché, sur le dossier des radios libres, un superbe... et stupéfiant consensus.

Georges Filloud (13 mai 1977) : « Nous défendons le monopole pour que MM. Bleustein-Blanchet, Harsant et Amaury, tapis dans l'ombre, ne soient pas tentés d'accroître ainsi leurs profits et puissance. »

Christian Poncelet, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement (17 mai 1977) : « Il n'est pas question de laisser se développer sur l'ensemble du territoire des radios qui pourraient diffuser de l'information de toute nature ! »

Michel Debré (11 décembre 1977) : « On ne peut pas éviter que des influences étrangères à travers des hommes ou des capitaux ne s'exercent indûment à travers ces postes de radio aux dépens des intérêts culturels, économiques et politiques de la France. »

Christian Bonnet, ministre de l'intérieur (mai 1978) : « Les radios libres, ce sont des Brigades rouges. »

Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication (7 juin 1978) : « Il faut épargner à notre pays les errements que connaissent certains de nos voisins chez qui l'abandon du service public a très vite dérivé vers l'anarchie, le laxisme, le triomphe de l'esprit de lucre. »

Laurent Fabius (le 27 juin 1979, avant Radio-Riposte) : « Nous sommes pour le monopole comme garant de la liberté et contre son utilisation à des fins d'exclusion. »

Raymond Barre, premier ministre (7 septembre 1979) : « Je suis, pour des raisons tenant à l'unité de la France et à sa cohésion, partisan du monopole d'Etat de la radio-télévision. Les radios locales sont le germe puissant de l'anarchie. »

Le CNPF par la voix de son président, M. François Ceyrac (mars 1980) au premier ministre : « Qu'une nouvelle forme de désordre, à savoir les radios pirates, jouent un rôle néfaste dans notre société... »

Pierre Mauroy (mai 1980) : « Que l'Etat organise la radio, nous en sommes bien d'accord puisque nous sommes pour le monopole... »

Valéry Giscard d'Estaing (avril 1981) affirme son hostilité aux radios libres ou privées, réduisant « l'anarchie des ondes et le risque pour l'avenir de la liberté et du pluralisme de la presse. »

**QUAND ON DÉSIRE UNE GRANDE SIGNATURE, ON S'ASSURE AUSSI DE SA LIQUIDITÉ.**

Combiner solidité de la signature et liquidité des titres ! Rêve de tout investisseur. La mutation qui se produit actuellement sur la place de Paris permet de le réaliser. L'Etat souhaite la concurrence. Mieux : il la joue ! Le Trésor a décidé de se plier aux lois du marché. Désormais, tous les investisseurs, Banques, Mutuelles, Assureurs, Entreprises et même Particuliers, peuvent accéder à un marché des capitaux unifié et décloisonné. Adjudication à la hollandaise, émission périodique, cotation continue au comptant et sur le MATIF, les nouveaux produits financiers du Trésor, OAT, BTN, offrent sur ce marché les meilleures garanties de liquidité, au jour le jour. Le Trésor est bien le seul émetteur capable d'alimenter le marché avec des volumes aussi importants : 120 à 140 milliards de francs prévus en 1987 sur cinq lignes d'emprunts seulement. Et existe-t-il une signature plus fiable que celle de l'Etat ? Simplifiées, introduites régulièrement sur le marché, les valeurs du Trésor, OAT, BTN, ont la cote auprès des investisseurs. Ils ne se y trompent pas : elles sont compétitives.

Si vous voulez vous-même vous initier à ce marché, demandez la brochure « Les Valeurs du Trésor », B.P. n° 60, 93151 Le Blanc-Mesnil cedex et consultez le Minitel 3614, code Ecofi.

**VALEURS DU TRÉSOR**  
**LA LIQUIDITÉ DU MARCHÉ**  
**LA SOLIDITÉ DE L'ÉTAT**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION.

Découvrez  
**Les Chefs d'Œuvre**  
de la  
**Peinture Hollandaise**  
à bord de  
**L'ORIENT-EXPRESS**  
du 12 au 14 juin 1987  
de PARIS à PARIS

3 Jours à  
**LA HAYE** (Mauritshuis)  
**HARLEM** (Frans Hals)  
**AMSTERDAM** (Rijks Museum)  
**ARNHEM** (Grolier Muller)

Renseignements et inscriptions  
**TAPIS ROUGE INTERNATIONAL**  
6, rue Quentin-Bauchart  
75008 Paris - Tél. : 47.23.65.94

Lc 1485

## radios FM

Les radios FM...  
d'aujourd'hui...  
sont...  
elles...  
ont...  
elles...  
ont...  
elles...  
ont...

Les radios FM...  
d'aujourd'hui...  
sont...  
elles...  
ont...  
elles...  
ont...  
elles...  
ont...

Les radios FM...  
d'aujourd'hui...  
sont...  
elles...  
ont...  
elles...  
ont...  
elles...  
ont...

Les radios FM...  
d'aujourd'hui...  
sont...  
elles...  
ont...  
elles...  
ont...  
elles...  
ont...

Les radios FM...  
d'aujourd'hui...  
sont...  
elles...  
ont...  
elles...  
ont...  
elles...  
ont...

**Mouvement Associatif**  
des grandes associations  
déclarées  
à la préfecture  
des associations  
100 ADRESSES  
PAGES - 465 F  
Édition : PUF  
Paris - 120 pages - 75008 Paris  
Tél. : 42.66.19.94







## Le Monde EMPLOI

### Le salaire des informaticiens

Les salaires des informaticiens augmentent en moyenne plus vite que le coût de la vie. Mais pour en bénéficier il faut être de plus en plus qualifié. Le chômage guette aussi certaines fonctions en perte de vitesse.

Les informaticiens seront-ils d'éternels privilégiés, enfants gâtés de l'entreprise ? Les résultats de l'enquête Sari, sur les salaires des informaticiens, réalisée par Sema Sélection (1) semblent accorder cette thèse. Ils montrent en effet que durant ces cinq dernières années, entre le mois de mars 1982 et le mois de mars 1987, le salaire moyen des informaticiens toutes fonctions confondues a progressé de 42 %, soit de 6,6 points de plus que l'indice INSEE. A l'inverse, la période d'euphorie déclinante durant laquelle un informaticien était une denrée rare soit désormais révolue, les choses ne rentrent pas encore tout à fait dans l'ordre pour cette profession.

L'évolution permanente des techniques informatiques explique ce décalage, assure Patrick Salaberry, directeur de Sema Sélection. « En outre, l'informaticien n'est pas lié à l'activité de l'entreprise. Un informaticien peut donc facilement changer de secteur. Une mobilité favorable aux augmentations de salaire. » Mais, pour remplir des postes équivalents, les entreprises exigent désormais un personnel mieux formé et plus polyvalent. Cette croissance des salaires doit donc être relativisée et tenir compte de l'évolution des qualifications.

#### De 80 000 à 450 000 F par an

Les salaires des informaticiens varient ainsi de 80 000 à plus de 450 000 F par an. Selon l'enquête Sari, 61 % des directeurs informatiques gagnent plus de 400 000 F par an, avec des pointes à 800 000 F. Les responsables des études et de la programmation se situent en majorité dans la fourchette 250 000 à 350 000 F, tandis que les responsables d'exploitation naviguent entre 200 000 et 300 000 F par an. Un cran en dessous dans la hiérarchie, 66 % des analystes-chefs de projet gagnent entre 180 000 et 250 000 F par an.

Ces salaires sont nettement supérieurs à ceux pratiqués dans les autres pays européens analysés par Sema Sélection, à savoir la Belgique, l'Angleterre et l'Espagne. Ainsi, le salaire net après cotisations sociales et impôts directs d'un directeur informatique français est égal à 1,6 fois celui de son collègue étranger. Il est du même ordre de grandeur pour un chef de projet, ou un ingénieur système.

#### Egalité entre les sexes

Si les disparités de salaires sont donc relativement importantes d'une fonction à une autre ou d'un pays à un autre, en revanche, l'harmonie règne presque entre les sexes. Légèrement plus jeunes, à poste équivalent, que leurs homologues masculins, les femmes perçoivent un salaire inférieur de 4 % à 5 %, soit un écart moindre que celui observé dans nombre

d'autres professions. Elles sont relativement nombreuses : en 1987, 25 % des informaticiens sont des informaticiennes (contre 18 % en 1984). Elles sont particulièrement appréciées dans les postes d'étude, de conception et de programmation. Mais elles demeurent très minoritaires dans des fonctions plus techniques, comme celles d'ingénieur système, ou dans les services d'exploitation. Et elles ne sont plus que quelques pour cent au sommet de la hiérarchie.

#### Les cadres confirmés sont les plus recherchés

Cette bonne acceptation des femmes dans le métier de l'informatique doit sans doute beaucoup à la jeunesse de cette discipline et à la pénurie de personnel qualifié constatée jusqu'à ces dernières années. Bien que la situation soit moins tendue qu'il y a cinq ans, le marché de l'emploi reste favorable aux informaticiennes. Une analyse effectuée par l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) montre que le nombre de petites annonces parues dans la presse pour recruter des cadres informaticiens a augmenté de 17 % entre 1985 et 1986. Les cadres confirmés sont les plus demandés.

« Un niveau de formation de base élevé et un souci perpétuel d'actualisation des connaissances par le biais de stages mais aussi par une formation personnelle sur la base de documentation... »

« Une orientation vers les « nouveaux métiers », informati-

que industrielle, système, et emplois commerciaux pour lesquels des débouchés existent et se développent ;

« Une spécialisation certes, mais pas une « hyper-spécialisation » afin de pouvoir évoluer vers d'autres activités.

De plus en plus de diplômés

Pour répondre à ces besoins du marché de l'emploi, le nombre de diplômés en informatique a considérablement augmenté ces dernières années. Selon une étude réalisée par l'Office national sur les emplois et les professions (Onisep), le flux de diplômés en informatique a doublé entre 1982 et 1986 passant de 4 200 en 1982 à plus de 8 200 en 1986 (4).

Conséquences : les entreprises peuvent se permettre de devenir plus exigeantes et recrutent du personnel mieux formé : selon l'enquête Sari, près de 60 % des programmeurs avaient en mars 1987 un niveau supérieur contre 25 % seulement dix ans auparavant. Et

pour des postes de chef de projet, et au-delà, il n'est pas rare d'exiger une double formation : à l'informatique certes, mais aussi à la gestion, ou aux techniques bancaires, par exemple. « Les grandes entreprises ajoutent même à ces critères la nécessité d'avoir de la personnalité, le sens du contact, de la communication, le souci de l'humain », affirme Bernard Beaumont, consultant en recrutement. « Il ne suffit plus d'être un technicien. Il faut avoir un esprit ouvert, être adaptable. » Et il en est de même pour le personnel d'exploitation.

Les formations les plus prisées sont celles procurées par les grandes écoles d'ingénieurs : en tête les Ecoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSIMAG) et ENSEIHT essentiellement, et l'Ecole supérieure d'électronique et l'Ecole supérieure d'informatique (ESI), ou l'Institut d'informatique d'entreprise (IIE) (5). Les titulaires de diplômes universitaires sont également appréciés. A noter qu'à la différence d'autres secteurs industriels, les salaires des diplômés de l'université sont pratiquement équivalents à ceux des ingénieurs.

Egalité des sexes, égalité des salaires à compétences égales : les enfants de moins en moins gâtés de l'informatique ont ainsi eu à laisser les privilèges à leur porte.

(1) L'enquête Sari est une enquête périodique sur les rémunérations réelles de l'ensemble des catégories du personnel informatique. Effectuée en France tous les six mois depuis 1976 par Sema Sélection avec la collaboration de la société anglaise Computer Economics Ltd, elle porte sur plus de 11 000 informaticiens appartenant à 230 entreprises.

(2) Le marché du travail des informaticiens, par Béatrice Guillet, édité par l'ANPE et diffusé par la division de l'information professionnelle, 53, rue du Général-Leclerc, 92136 Issy-les-Moulineaux. Cette étude fait partie du « Dossier professionnel sur l'informatique », publié par le Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CERREQ).

(3) In le Monde Informatique, N° 235, mai 1986.

(4) In le Monde Informatique, 20 avril 1987.

(5) Un bano d'essai des écoles d'informatique, niveau BTS, a été publié dans le numéro spécial informatique de la revue l'Après-86.

Coordination : Annie Kahn

ON NOÛRE UN PONT D'OR SUR LA CINQ!

INFORMATIQUE

Mais selon une étude réalisée par la Chambre syndicale d'étude et de conseil en informatique (Syntec Informatique) et qui doit être prochainement rendue publique, l'euphorie ne serait néanmoins plus de mise. Evalué à 201 000 aujourd'hui, le nombre d'informaticiens ne devrait progresser que d'à peine 1 % par an d'ici à 1990. « Les sociétés de services d'ingénierie informatique continueront d'augmenter leurs effectifs. En revanche, ils stagneraient ou même régresseraient chez les constructeurs de matériels ou les utilisateurs de systèmes », affirme Bernard Broisin-Doutat, responsable de la commission Formation et emploi au Syntec et directeur de Coges Informatique. « En effet, les constructeurs réduisent leurs personnels technico-commerciaux au profit des agents et réseaux de distributeurs. Et chez les utilisateurs, la légère augmentation des effectifs d'études ne compensera pas la baisse de personnel dans les services d'exploitation. » Grandes bénéficiaires de ce phénomène, les sociétés de services devront recruter pour faire face à une demande de sous-traitance accrue de la part des utilisateurs, et de la clientèle qui s'approvisionnait auparavant directement auprès des constructeurs.

Les jeunes à la recherche d'un premier emploi devront suivre ces évolutions avec attention. Car si l'analyse de l'Apec montre une évolution globale du nombre d'offres d'emplois, en revanche, le nombre d'annonces pour des postes de débutants a légèrement décliné.

Une évolution qui confirme les résultats de l'étude réalisée en avril 1986 par l'Agence nationale de l'emploi (ANPE) (2). Selon Béatrice Guillet, auteur de ce rapport, « 22 479 personnes à la recherche d'un emploi en infor-

matique étaient inscrites à l'ANPE en septembre 1985, soit environ 8 % de la population des informaticiens (y compris le personnel de saisie) alors que le taux de chômage global est de 10,2 %, ce qui est loin d'être négligeable. Certes, l'essentiel (42 %) de ces chômeurs sont du personnel de saisie ; mais 35 % sont des programmeurs ou des analystes programmeurs qui souffrent d'une expérience ou d'une formation insuffisante » (3). Ils se heurtent désormais à un nombre croissant d'informaticiens ayant reçu une formation spécifique. Etre un champion de la micro-informatique, « bidouilleur » capable de jongler avec les programmes sur l'ordinateur familial n'est pas forcément un bon passeport pour franchir la frontière de l'informatique d'entreprise. Bien au contraire. Pour Béatrice Guillet, un jeune désireux faire carrière dans l'informatique ou se reconstruire dans ce secteur doit avoir :

« Un niveau de formation de base élevé et un souci perpétuel d'actualisation des connaissances par le biais de stages mais aussi par une formation personnelle sur la base de documentation... »

« Une orientation vers les « nouveaux métiers », informati-

que industrielle, système, et emplois commerciaux pour lesquels des débouchés existent et se développent ;

« Une spécialisation certes, mais pas une « hyper-spécialisation » afin de pouvoir évoluer vers d'autres activités.

De plus en plus de diplômés

Pour répondre à ces besoins du marché de l'emploi, le nombre de diplômés en informatique a considérablement augmenté ces dernières années. Selon une étude réalisée par l'Office national sur les emplois et les professions (Onisep), le flux de diplômés en informatique a doublé entre 1982 et 1986 passant de 4 200 en 1982 à plus de 8 200 en 1986 (4).

Conséquences : les entreprises peuvent se permettre de devenir plus exigeantes et recrutent du personnel mieux formé : selon l'enquête Sari, près de 60 % des programmeurs avaient en mars 1987 un niveau supérieur contre 25 % seulement dix ans auparavant. Et

pour des postes de chef de projet, et au-delà, il n'est pas rare d'exiger une double formation : à l'informatique certes, mais aussi à la gestion, ou aux techniques bancaires, par exemple. « Les grandes entreprises ajoutent même à ces critères la nécessité d'avoir de la personnalité, le sens du contact, de la communication, le souci de l'humain », affirme Bernard Beaumont, consultant en recrutement. « Il ne suffit plus d'être un technicien. Il faut avoir un esprit ouvert, être adaptable. » Et il en est de même pour le personnel d'exploitation.

Les formations les plus prisées sont celles procurées par les grandes écoles d'ingénieurs : en tête les Ecoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSIMAG) et ENSEIHT essentiellement, et l'Ecole supérieure d'électronique et l'Ecole supérieure d'informatique (ESI), ou l'Institut d'informatique d'entreprise (IIE) (5). Les titulaires de diplômes universitaires sont également appréciés. A noter qu'à la différence d'autres secteurs industriels, les salaires des diplômés de l'université sont pratiquement équivalents à ceux des ingénieurs.

Egalité des sexes, égalité des salaires à compétences égales : les enfants de moins en moins gâtés de l'informatique ont ainsi eu à laisser les privilèges à leur porte.

(1) L'enquête Sari est une enquête périodique sur les rémunérations réelles de l'ensemble des catégories du personnel informatique. Effectuée en France tous les six mois depuis 1976 par Sema Sélection avec la collaboration de la société anglaise Computer Economics Ltd, elle porte sur plus de 11 000 informaticiens appartenant à 230 entreprises.

(2) Le marché du travail des informaticiens, par Béatrice Guillet, édité par l'ANPE et diffusé par la division de l'information professionnelle, 53, rue du Général-Leclerc, 92136 Issy-les-Moulineaux. Cette étude fait partie du « Dossier professionnel sur l'informatique », publié par le Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CERREQ).

(3) In le Monde Informatique, N° 235, mai 1986.

(4) In le Monde Informatique, 20 avril 1987.

(5) Un bano d'essai des écoles d'informatique, niveau BTS, a été publié dans le numéro spécial informatique de la revue l'Après-86.

Coordination : Annie Kahn

ON NOÛRE UN PONT D'OR SUR LA CINQ!

INFORMATIQUE

Mais selon une étude réalisée par la Chambre syndicale d'étude et de conseil en informatique (Syntec Informatique) et qui doit être prochainement rendue publique, l'euphorie ne serait néanmoins plus de mise. Evalué à 201 000 aujourd'hui, le nombre d'informaticiens ne devrait progresser que d'à peine 1 % par an d'ici à 1990. « Les sociétés de services d'ingénierie informatique continueront d'augmenter leurs effectifs. En revanche, ils stagneraient ou même régresseraient chez les constructeurs de matériels ou les utilisateurs de systèmes », affirme Bernard Broisin-Doutat, responsable de la commission Formation et emploi au Syntec et directeur de Coges Informatique. « En effet, les constructeurs réduisent leurs personnels technico-commerciaux au profit des agents et réseaux de distributeurs. Et chez les utilisateurs, la légère augmentation des effectifs d'études ne compensera pas la baisse de personnel dans les services d'exploitation. » Grandes bénéficiaires de ce phénomène, les sociétés de services devront recruter pour faire face à une demande de sous-traitance accrue de la part des utilisateurs, et de la clientèle qui s'approvisionnait auparavant directement auprès des constructeurs.

Les jeunes à la recherche d'un premier emploi devront suivre ces évolutions avec attention. Car si l'analyse de l'Apec montre une évolution globale du nombre d'offres d'emplois, en revanche, le nombre d'annonces pour des postes de débutants a légèrement décliné.

Une évolution qui confirme les résultats de l'étude réalisée en avril 1986 par l'Agence nationale de l'emploi (ANPE) (2). Selon Béatrice Guillet, auteur de ce rapport, « 22 479 personnes à la recherche d'un emploi en infor-

matique étaient inscrites à l'ANPE en septembre 1985, soit environ 8 % de la population des informaticiens (y compris le personnel de saisie) alors que le taux de chômage global est de 10,2 %, ce qui est loin d'être négligeable. Certes, l'essentiel (42 %) de ces chômeurs sont du personnel de saisie ; mais 35 % sont des programmeurs ou des analystes programmeurs qui souffrent d'une expérience ou d'une formation insuffisante » (3). Ils se heurtent désormais à un nombre croissant d'informaticiens ayant reçu une formation spécifique. Etre un champion de la micro-informatique, « bidouilleur » capable de jongler avec les programmes sur l'ordinateur familial n'est pas forcément un bon passeport pour franchir la frontière de l'informatique d'entreprise. Bien au contraire. Pour Béatrice Guillet, un jeune désireux faire carrière dans l'informatique ou se reconstruire dans ce secteur doit avoir :

« Un niveau de formation de base élevé et un souci perpétuel d'actualisation des connaissances par le biais de stages mais aussi par une formation personnelle sur la base de documentation... »

« Une orientation vers les « nouveaux métiers », informati-

que industrielle, système, et emplois commerciaux pour lesquels des débouchés existent et se développent ;

« Une spécialisation certes, mais pas une « hyper-spécialisation » afin de pouvoir évoluer vers d'autres activités.

De plus en plus de diplômés

Pour répondre à ces besoins du marché de l'emploi, le nombre de diplômés en informatique a considérablement augmenté ces dernières années. Selon une étude réalisée par l'Office national sur les emplois et les professions (Onisep), le flux de diplômés en informatique a doublé entre 1982 et 1986 passant de 4 200 en 1982 à plus de 8 200 en 1986 (4).

Conséquences : les entreprises peuvent se permettre de devenir plus exigeantes et recrutent du personnel mieux formé : selon l'enquête Sari, près de 60 % des programmeurs avaient en mars 1987 un niveau supérieur contre 25 % seulement dix ans auparavant. Et

pour des postes de chef de projet, et au-delà, il n'est pas rare d'exiger une double formation : à l'informatique certes, mais aussi à la gestion, ou aux techniques bancaires, par exemple. « Les grandes entreprises ajoutent même à ces critères la nécessité d'avoir de la personnalité, le sens du contact, de la communication, le souci de l'humain », affirme Bernard Beaumont, consultant en recrutement. « Il ne suffit plus d'être un technicien. Il faut avoir un esprit ouvert, être adaptable. » Et il en est de même pour le personnel d'exploitation.

Les formations les plus prisées sont celles procurées par les grandes écoles d'ingénieurs : en tête les Ecoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSIMAG) et ENSEIHT essentiellement, et l'Ecole supérieure d'électronique et l'Ecole supérieure d'informatique (ESI), ou l'Institut d'informatique d'entreprise (IIE) (5). Les titulaires de diplômes universitaires sont également appréciés. A noter qu'à la différence d'autres secteurs industriels, les salaires des diplômés de l'université sont pratiquement équivalents à ceux des ingénieurs.

Egalité des sexes, égalité des salaires à compétences égales : les enfants de moins en moins gâtés de l'informatique ont ainsi eu à laisser les privilèges à leur porte.

(1) L'enquête Sari est une enquête périodique sur les rémunérations réelles de l'ensemble des catégories du personnel informatique. Effectuée en France tous les six mois depuis 1976 par Sema Sélection avec la collaboration de la société anglaise Computer Economics Ltd, elle porte sur plus de 11 000 informaticiens appartenant à 230 entreprises.

(2) Le marché du travail des informaticiens, par Béatrice Guillet, édité par l'ANPE et diffusé par la division de l'information professionnelle, 53, rue du Général-Leclerc, 92136 Issy-les-Moulineaux. Cette étude fait partie du « Dossier professionnel sur l'informatique », publié par le Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CERREQ).

(3) In le Monde Informatique, N° 235, mai 1986.

(4) In le Monde Informatique, 20 avril 1987.

(5) Un bano d'essai des écoles d'informatique, niveau BTS, a été publié dans le numéro spécial informatique de la revue l'Après-86.

### L'APEC part en guerre contre le hasard

L'APEC (association pour l'emploi des cadres) ne doute de rien. Elle veut s'attaquer au hasard. Pour y parvenir, le conseil d'administration de cet organisme paritaire et privé, géré par les syndicats et le patronat, a retenu un projet intitulé « Trajectoires », pièce maîtresse de son troisième plan informatique.

Si, d'ordinaire, réduire la part du hasard appartient au rêve ou relève de la gageure, la chasse aux aléas devient une nécessité quand il s'agit de conduire une carrière professionnelle. D'autant que le chômage et l'effondrement de certaines filières augmentent les dangers. Quelle formation entreprendre ? Quelle fonction occuper ? Comment évoluer, rebondir, changer de secteur ou de spécialité ? Bref, que faire pour jouer la mobilité avec les meilleures chances ?

« Trajectoires » devrait permettre de répondre à toutes ces questions. « Je suis chef de produit mais je voudrais devenir directeur commercial », demande cette jeune femme, diplômée HEC, dans un film vidéo que l'APEC a réalisé pour présenter son futur « produit ». « Est-ce réalisable de n'avoir aucune expérience de la vente ? » s'interroge-t-elle.

L'idée de M. Jean Prével, l'auteur du projet, est ainsi simple qu'ambitieuse. Il s'agit de constituer une banque de données dans laquelle seraient collectionnées les parcours professionnels de cadres. Avec trente mille exemples, ainsi précisés que possible, représentant toute la gamme des activités et des fonctions, on disposerait d'une masse d'informations sur la pratique réelle. On engrangerait l'expérience, les étapes d'une carrière, avec le contenu des postes occupés et les circonstances des changements.

A partir de là, il serait possible, pour un cadre tenté par la mutation, de vérifier si son objectif est crédible. Il pourrait faire un bilan des avantages et inconvénients, évaluer les risques et mesurer les contraintes.

De la même façon, les recruteurs pourraient prendre connaissance de solutions auxquelles ils n'avaient pas pensé, tel cheminement ou tel bagage se révélant, à

l'usage, favorable pour produire le profil recherché. Les observateurs du marché de l'emploi aussi bien que les formateurs ou les parents d'élèves pourraient y découvrir des mécanismes cachés ou des opportunités imprévues. Se dégageaient des filières inattendues et on saurait d'où proviennent certains cadres particulièrement convoités par les entreprises. Les employeurs eux-mêmes y trouveraient une masse de renseignements.

Interactif et anonyme, le système suppose que nombre de cadres en exercice — et pas seulement au chômage — acceptent de confier leur propre histoire et en livrent tous les ressorts. La réserve constituée, les interrogations par les cadres ou les divers utilisateurs potentiels enrichiront le fonds puisque la condition mise à la consultation serait de participer à l'actualisation de la banque de données en s'y inscrivant à son tour.

« Trajectoires » en est aujourd'hui au tout début. Il lui faudra des mois pour atteindre le stade opérationnel. « La production sera prête dans deux ans », assure M. Jean Menin, le président de l'APEC. Mais, déjà, on peut imaginer l'étendue des applications que le projet autorisera.

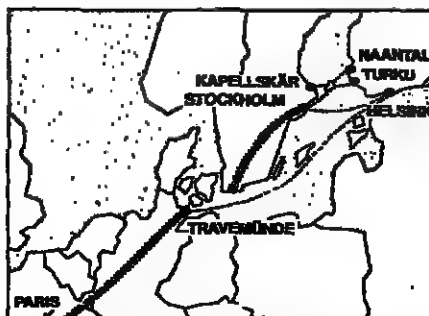
Pour l'association, ce programme devrait également faciliter une amélioration de son image. Alors qu'elle a pour mission d'être un observatoire de l'emploi, de fournir un système d'information, de répondre aux attentes des cadres, de favoriser les contacts entre les entreprises et les cadres à la recherche d'un emploi, l'APEC souffre d'être trop souvent considérée comme l'équivalent pour les cadres de l'ANPE, à laquelle elle est associée. Assimilée presque exclusivement aux moyens de lutte contre le chômage, l'APEC voit dans « Trajectoires », l'occasion de renforcer l'entreprise de services qu'elle aspire à devenir davantage. Fière de se dire le « numéro un » de l'emploi des cadres et de leur recrutement, elle offrira un service complémentaire, inégalable et conforme à son rôle.

ALAIN LEBEAUCHE.

## 300.000 îles pour se perdre... 180.000 lacs pour se retrouver!..

La Finlande, c'est le commencement des temps : une nature immense, intacte, aussi neuve que si elle venait tout juste de voir le jour.

Aller en Finlande, c'est renaitre : rien ne compte plus, sauf le monde qui est si beau, le soleil qui est si chaud, le silence qui est si grand et la vie qui est partout.



PARIS-TRAVEMÜNDE: 990 KM ■ PARIS-STOCKHOLM: 1840 KM ■ TRAVEMÜNDE-HELSINKI: 22 H ■ STOCKHOLM-HELSINKI: 14 H ■ STOCKHOLM-TURKU: 11 H ■ KAPPELSKÄR-NAANTALI: 9 H.

Venez : nos ferries ont le luxe et le raffinement des transatlantiques.  
D'Allemagne de l'Ouest en Finlande : Navifrance pour Finnjet-Silja Line.  
De Suède en Finlande : Bennett Voyages pour Viking Line et Scanditours pour Finnjet-Silja Line.

Envoyez-moi vite votre documentation  
Nom  
Adresse

Office du Tourisme de Finlande, 13, rue Auber 75009 Paris. Tél. 42 66 40 13

Finlande  
naturellement votre

Respo  
Toxicolog

Talentmark

BIENS D'ÉCOUPES  
RESPONSABLE

ORK  
INTERNATIONAL

EGOR Carreres Inter

UN TREMPLIN  
EN ALLEMAGNE

le directeur admi

le directeur admi

FICHET

IMMEDIATE OF  
ALYST PROGR  
U.S.A

REQUIREMENTS

REQUIREMENTS

REQUIREMENTS



## INTERNATIONAL

Responsable de  
Toxicologie/Pathologie

Notre client, le groupe Monsanto/G.D. Searle Pharmaceutical, renforce en Europe ses activités de Développement et en particulier son groupe de Toxicologie.

Suite à la promotion du titulaire, une position est ouverte dans leur nouveau Centre situé dans le Parc Scientifique de Louvain-la-Neuve, à proximité de Bruxelles.

Le candidat sélectionné sera responsable du groupe de Toxicologie, composé de 45 personnes, et sera chargé de réaliser les évaluations de toxicologie générale sur rongeurs et non-rongeurs et de carcinogénicité. Il travaillera en collaboration étroite avec les autres groupes du Centre (Chimie, Analyse, Galénique et Pharmacocinétique) ainsi qu'en liaison avec ses homologues, en France et aux USA.

**Talentmark**  
Leaders in Health Care Recruitment



James Edwards, Talentmark Limited,  
Kings House, 5-11 Westbourne Grove,  
London W2 4UA. Tel: +44 1 225 2256.

Important Etablissement Financier  
rechercheUN ASSISTANT DE ZONE  
(RFA - SUISSE - BENELUX)

Nous recherchons : une formation supérieure (ESSEC, Sup. de Co., Sciences Po.), une solide expérience bancaire (8 à 10 ans), une bonne pratique de l'analyse financière et des langues allemande et anglaise.

Nous offrons : le suivi des implantations, la participation au développement et au suivi d'une clientèle des grandes entreprises non résidentes, la gestion et le développement d'un réseau de correspondants bancaires.

Adresser votre lettre de candidature, C.V. et rémunération à PUBLIVAL 5065, 27 Route des Gardes 92190 MEUDON, qui transmettra.

## Directeur général financier

## Afrique francophone

Une importante entreprise (5 000 personnes) de production et de distribution électrique recherche son Directeur Général Financier.

Il aura la responsabilité d'assurer à la fois la Direction financière de l'entreprise et la Direction de la distribution d'électricité, incluant la gestion de la clientèle. Il sera en relation permanente avec différents Organismes Internationaux. Membre du Conseil d'Administration et du Comité de Gestion, il aura également une responsabilité globale et solidaire dans la conduite de l'entreprise et jouera un rôle de Conseil auprès du Président pour ce qui concerne la stratégie de l'entreprise, son organisation et le contrôle de son activité.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion, et si possible titulaire d'un diplôme d'expert comptable, il a déjà exercé d'importantes responsabilités opérationnelles dans la fonction financière d'une grande entreprise ainsi que dans le domaine de l'organisation.

Une première expérience de l'Afrique ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais sont indispensables. Une expérience du Conseil et la connaissance de la distribution d'électricité ou d'eau seraient très appréciées.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous la référence G017/M à Danièle FOSSAT.



**SEMASELECTION**

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

BIENS D'EQUIPEMENTS  
RESPONSABLE FILIALE  
AMERIQUE DU NORD

## YORK

Leader dans son domaine, la Société YORK (280 personnes, 285 millions de francs de chiffre d'affaires) est spécialisée dans la conception, la fabrication, la commercialisation de systèmes d'entraînement (onduleurs à rétro-). Poursuivant son expansion, elle recherche aujourd'hui le Responsable de ses nouvelles filiales américaines.

Après une courte période de formation en France en tant qu'ingénieur d'affaires, il sera chargé de la mise en place d'une filiale en Amérique du Nord (implantation, statut, organisation interne, recrutement du personnel, etc.). Connaissant sa mission en termes de gestion et de profit, il assurera le marketing et la publicité de son agence, l'animation technique et commerciale de sa force de vente dans le cadre des règles internes de la société.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un ingénieur diplômé grande école (Centrale, ESE, ...) âgé de 32 ans au moins, animateur et meneur d'hommes, gestionnaire avisé pouvant impérativement justifier d'une expérience professionnelle acquise dans la conduite de projets au plan international. De bonnes bases en hydraulique et automatique industrielle seraient appréciées. La maîtrise parfaite de l'anglais est évidemment indispensable.

Merci d'adresser votre dossier, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 171017 EA :

**EGOR Carrières Internationales**  
19, rue de Bani - 75008 PARIS

**egor**

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRECE SUISSE ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

UN TREMPLIN DE CARRIERE  
EN ALLEMAGNE

FICHET BAUCHE parmi les leaders français et internationaux dans le domaine des équipements de sécurité recherche pour sa filiale Allemande (250 personnes - 60 millions de D.M. de C.A.), située à HANNOVER,

le directeur administratif et financier

devant compléter l'équipe Commerciale et Industrielle existante.

Ce poste très complet : (Comptabilité, Fiscalité, Finance, Gestion, Juridique et Personnel), conviendrait à un candidat Français justifiant d'une expérience réussie dans la fonction, avec une solide formation de type E.S.C. ou équivalent - orientée Finance, Comptabilité - et une connaissance, au moins, scolaire de l'Allemand indispensable.

Les perspectives proposées par le Groupe sont un atout pour votre avenir.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo, lettre et prétentions) à FICHET-BAUCHE, D.R.H., 15-17, avenue Morine-Sauvigny, 78140 Vélizy-Villacoublay.

**FICHET**

IMMEDIATE OPENINGS  
ANALYST PROGRAMMERS  
U.S.A

Our client a major consulting house in the New York area urgently seeks to fulfil its growth potential and contractual requirements with the appointment of qualified analyst programmers.

Operating in the banking, brokerage, financial and manufacturing sectors the company works closely with the D.P. departments of the world's largest organisations.

## POSITION REQUIREMENTS

Minimum of 2 years experience on IBM

Mainframe in one or more of the following:

\* COBOL \* CORAL \* IDMS

\* BASIC \* FORTRAN \* JCL - SQL plus a

working knowledge in one of the following:

\* FOCUS \* PAC/BAS

\* ADABAS/NATURAL

\* STRATUS

For more information on these outstanding opportunities send detailed CV to: Peter Hall or David Eilam, Drake Executive, Cheam House, 136 Regent Street, London W1R 5FA. To arrive as soon as possible.

Telephone 01-437 6900. Facsimile: 01-434 1255. Telex: 267653  
THE DRAKE INTERNATIONAL GROUP OF COMPANIES

## THE PACKAGE

\* \$33 - 38000 pa

\* \$260 per month Car Allowance

\* \$3000 Settling in Grant

\* Air Ticket Paid

\* H I Visa Paid

\* Medical Coverage

\* 1 month accommodation provided on arrival

\* met at airport

\* continuing DP - Education

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

**INDUYCO**

INDUYCO, l'un des leaders européens du secteur de la confection

recherche un

CHIEF PRODUIT  
(COUTURE)

La mission du candidat consistera à définir et à diriger l'une de nos lignes de couture (supervision d'une équipe de dessinateurs et de techniciens, sélection de tissus et de modèles, suivi et exécution de collections).

Le poste sera situé à notre siège social de Madrid (Espagne).

Il s'adresse à quelqu'un ayant nécessairement une expérience évaluable dans le domaine de la mode (poste similaire) ainsi qu'une bonne capacité de travail; cette personne devra être introduite dans le secteur et sera dotée pour l'organisation et la créativité.

Nous considérerons toutes présentations et nous offrons l'intégration dans un important groupe multinational, avec de larges possibilités de futur.

Les personnes intéressées à ce poste attrayant adresseront une lettre (incluant curriculum vitae) à notre département de ressources humaines sous référence JPF, à :

**INDUYCO**  
Tomas Breton, N° 62  
MADRID 28045  
ESPANA

Groupe Français d'Industrie Alimentaire  
recherche pour L'AFRIQUE FRANCOPHONE

CHEF de SERVICE  
COMMERCIAL

Diplômé Ecole Supérieure de Commerce ou DUT Commerce Gestion, ayant une expérience de la distribution des produits de grande consommation. Chargé des relations avec les clients, les revendeurs - des études de nouveaux débouchés - du contrôle des mouvements et des inventaires - de l'encadrement et de la formation du personnel. Bonne connaissance administrative et expérience de l'informatique souhaitées. Connaissance de l'Afrique appréciée. Contrats expatriés - Logement assuré. Voiture de service.

Envoyer avec CV actualisé et photo en indiquant sur l'envoie le N° 5774 à PARFRANCE  
ANNONCES à rue Robert Estienne 75008 Paris  
ou Télécopier

LES EMPLOIS  
INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.











## Economie

## TRANSPORTS

### Accord avec la SNCF et British Rail Le concessionnaire du tunnel sous la Manche sera mieux rémunéré

Le président de la SNCF et celui de British Rail sont parvenus, le mardi 12 mai, à un accord avec les deux coprésidents du consortium franco-britannique Eurotunnel, concessionnaire du tunnel sous la Manche, sur le détail des modalités de répartition des bénéfices. Les sociétés ferroviaires devront acquiescer pour faire circuler leurs trains dans l'ouvrage.

M. Alastair Morton, nouveau coprésident d'Eurotunnel, avait demandé, depuis plusieurs semaines, une nouvelle négociation de l'accord du 24 septembre 1986 sur cette question. Il faisait valoir que les bénéfices de la City étaient plus élevés que ceux des sociétés ferroviaires, et que les bénéfices de la SNCF et de British Rail étaient insuffisants pour mobiliser l'emprunt de 50 milliards de francs nécessaire à la construction du tunnel (le Monde du 22 avril).

L'accord du 12 mai ne change pas le principe du paiement qui accablait les entreprises ferroviaires : le système reposait sur des termes fixes et variables a été confirmé. Les modifications - toutes favorables à Eurotunnel - concernent la « répartition des bénéfices de l'ouvrage » et le partage des bénéfices de l'ouvrage.

A partir du 1<sup>er</sup> juin

### Les tarifs de la RATP et de la SNCF banlieue augmentent de 5 % en moyenne

Le Syndicat des transports parisiens a transmis, le 12 mai, à la RATP, à la SNCF, ainsi qu'aux exploitants privés de transport de voyageurs, les augmentations tarifaires autorisées par le gouvernement en région parisienne. En moyenne, la RATP et la SNCF banlieue de la SNCF pourront augmenter le prix de leurs billets de 5 %.

Les cartes Orange communes à la RATP et à la SNCF subiront les hausses les plus fortes : par exemple, le prix de la carte mensuelle pour les zones 1 et 2 passe de 152 F à 162 F (+6,5 %) ; pour les zones 1 à 5, son prix passe de 320 F à 342 F (+6,8 %). Le « coupon jaune » hebdomadaire, qui n'est pas subventionné, voit son prix passer de 43 F à 46 F (+6,9 %). Les cartes 1 et 2 de 91 F à 98 F (+7,6 %) pour les zones 1 à 5.

À la RATP, le prix du billet de deuxième classe à l'unité passe de 4,60 F à 4,70 F (+2,1 %) ; celui du carnet de dix billets de deuxième classe, de 27,50 F à 28,20 F (+2,5 %) ; la carte hebdomadaire de travail, de 25 F à 26,70 F (+6,8 %).

À la SNCF, la hausse moyenne accordée pour les billets de deuxième classe à l'unité est de 1,1 %.

Chef des transports routiers privés (APTR et ADATRIFF), la hausse moyenne a été fixée à 3 %, c'est-à-dire de 0 à 1 % selon les sections des parcours.

On notera, à la lecture de ces augmentations, que le gouvernement

ALAIN FAUJAS.

### Pour protester contre la réforme des abonnements

### Des usagers de la SNCF veulent retarder les trains dans la région parisienne

Le Comité de liaison des associations d'usagers des chemins de fer (CLAAC) a décidé de durcir son mouvement de protestation contre la réforme du système des abonnements mis en place à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain par la SNCF. Pour s'opposer à cette réforme qui pénalise 30 000 d'entre eux, astreints à des déplacements domicile-travail de 150 kilomètres environ, le CLAAC a décidé d'organiser le jeudi 21 mai une « journée de grève » dans les gares de la grande banlieue parisienne au cours de laquelle les trains seront retardés symboliquement de cinq à dix minutes.

An nom du CLAAC, M. François Courdurier a fait, le 12 mai, le point sur les négociations avec la SNCF : « Tout ce que nous proposons la Société nationale est inacceptable, a-t-il déclaré. La réforme qui nous est présentée aboutirait à faire subir aux 30 000 usagers qui paient en moyenne 700 F par mois d'abonnement une hausse de 20 % environ par rapport à ce qu'ils acquittaient avant le 30 juin 1987. Or, nous proposons aujourd'hui de retarder en 1<sup>er</sup> juillet 1988 une telle augmentation ne change rien à notre position » (le Monde du 1<sup>er</sup> avril).

Le CLAAC demande que tous les abonnés au 30 juin 1987 soient définitivement dispensés du paiement du nouveau coupon annuel représentant une mensualité et demi. Il accepterait une hausse annuelle des abonnements équivalente à celle de la carte orange. Il propose que les conseils régionaux soient associés au financement d'une solution.

AL. F.

## ÉTRANGER

## Après la création d'un marché libre des changes

## Le gouvernement égyptien met en place le programme de redressement établi avec le FMI

La livre égyptienne a officiellement perdu 56 % de sa valeur à la suite de la création d'un marché libre des changes, le lundi 11 mai. Les banques ne changent plus le dollar, devise de référence, à 1,38 livre, mais à 2,165. Cette mesure ne sera toutefois valable que pour 40 % des importations égyptiennes, le reste étant toujours calculé au taux de 1,38 livre pour un dollar, ou même 0,70 pour les produits de première nécessité.

LE CAIRE  
de notre correspondant

Le ministre de l'économie, M. Youssif Moustapha, en annonçant la création d'un marché libre des changes, a indiqué qu'elle visait à mettre en œuvre la spéculation contre la devise nationale et à réduire l'inflation. Le dollar était en effet, devenu une valeur refuge dont le cours était surestimé malgré sa baisse au plan international. Les égyptiens, en faisant grimper le billet vert, favorisaient l'inflation (de l'ordre de 20 %, selon les estimations officielles), d'autant que les importations du secteur privé étaient, jusqu'à présent, financées par les devises achetées au marché noir.

## La carotte et le bâton

En autorisant trente-neuf banques nationales ou semi-privées à acheter et à vendre les devises étrangères sur le marché des changes, le gouvernement égyptien espère, à moyen terme, réduire l'importance de ce marché noir. 500 millions de dollars ont été mis en réserve par la banque centrale pour faire face « à toute tentative de spéculation ». Pratiquement, le gouvernement espère que les banques se constitueront rapidement une réserve leur permettant de tenir le marché noir en vendant le dollar au cours officiel.

Par ailleurs, le gouvernement a discrètement mis en garde les sociétés de placement étrangères, comme pour spéculer sur le dollar et l'or, contre toute tentative de faire

avorter les nouvelles mesures. Ces sociétés de placement, qui accordent une « participation au bénéfice » de l'ordre de 24 % et qui déclarent quelque 8 milliards de dollars l'année, ont vu leurs propriétaires ou présidents convoqués, dimanche, à une réunion où étaient présents le ministre de l'économie et le ministre de l'intérieur. En ces jours de campagne électorale contre les islamistes, depuis l'attentat la semaine dernière contre l'ancien ministre de l'intérieur, le message se passait de tout commentaire : la carotte et le bâton.

Tout le problème consiste maintenant à savoir s'il sera possible de répondre aux besoins du marché. Les banques qui étaient pour la première fois ouvertes de 20 heures à 23 heures, lundi, étaient pratiquement désertées. Acheteurs comme vendeurs restent en effet dans l'expectative. Le secteur bancaire pourra-t-il satisfaire la demande des importateurs, ces principaux consommateurs de devises étrangères ? C'est-à-dire financer en devises fortes 40 % des importations, soit quelque 4 milliards de dollars.

De plus, si quiconque peut vendre des devises étrangères, leur achat reste soumis à des restrictions. Les devises seront en effet, accordées aux importateurs en fonction des priorités fixées par la banque centrale. Ceux venant en queue de liste seront toujours recourus au marché noir, tout comme les Égyptiens partant à l'étranger, qui n'ont officiellement le droit d'emporter qu'une vingtaine de dollars.

Les vrais bénéficiaires de cette mesure sont le million et demi de touristes, qui étaient obligés de changer 150 dollars et de payer leur facture d'hôtel au taux de 1 dollar pour 1,38 livre. Aujourd'hui, le milliardaire égyptien qui cotait 75 dollars y revient à 45 dollars.

Il en va de même pour les compagnies et les entreprises étrangères présentes dans la vallée du Nil.

Mais ce que le ministre de l'économie a omis de dire dans sa conférence de presse, c'est que cette mesure constitue la mise en pratique d'une des trois conditions posées par le Fonds monétaire international.

pour conclure un accord, afin de venir en aide à une économie égyptienne fortement affectée par la chute des prix du pétrole depuis 1985. L'an dernier, la baisse des recettes en devises fortes a représenté plus de 3 milliards de dollars.

La recherche d'un « taux de change réaliste » avait été l'une des pierres de discordance entre l'Égypte et le Fonds, non pas sur le principe même, mais sur les délais de l'entrée en vigueur de cette mesure. En octobre dernier, l'Égypte réclamait un délai de deux ans alors que le FMI exigeait que la libéralisation du marché des changes s'effectue en dix-huit mois au maximum, ce qui a finalement été accepté par Le Caire.

## Réduction des subventions

Le gouvernement égyptien remplira une autre condition posée par le FMI : la levée des subventions (5 milliards et demi de dollars par an). En effet, l'importation de produits alimentaires - à l'exception du blé, de la farine, du sucre et de l'huile, dont les prix sont toujours calculés sur la base d'un dollar à 0,70 livre - d'une importante partie des médicaments, des pièces de rechange et de machines du secteur public, et surtout des produits concernant les besoins de l'armée, se fera désormais sur la base d'un dollar à 2,165 livres, et non plus à 1,38 livre.

Cette levée indirecte d'une partie des subventions reste toutefois insuffisante. Le budget égyptien (12 milliards de livres) est en effet totalement engorgé non seulement par 5,5 milliards de livres de subventions, mais aussi par les salaires des cinq millions d'employés de l'État et de secteur public (35 % de la main-d'œuvre), ainsi que par les dépenses sociales.

## Pour freiner la hausse du deutschemark

### La Banque fédérale d'Allemagne abaisse légèrement son taux d'intervention

Comme cela était prévisible après la réunion du conseil d'administration, le jeudi 7 mai, en présence du ministre des finances M. Stollenberg (le Monde du 10-11 mai), la Banque fédérale d'Allemagne a abaissé son taux d'intervention, ramené de 3,80 % à 3,50 %. Ce taux avait déjà été ramené de 4,35 % à 3,80 % le 23 janvier dernier, date à laquelle le taux d'escompte officiel et le taux Lombard (avance sur titre) étaient diminués d'un demi-point, à respectivement, 3 % et 5 %.

Cette mesure, qui revient à abaisser le loyer de l'argent à court terme sur le marché financier d'outre-Rhin, est destinée à freiner la hausse du deutschemark par rapport à un dollar faiblement coté, au début de la semaine dernière, à touché son cours le plus bas (1,76 Dm) depuis juillet 1980. Elle répond aux vœux pressants des États-Unis, où le taux d'intérêt montait (au point en six semaines), et fait écho à la baisse des taux au Japon, à l'initiative de la Banque centrale. Une telle mesure n'était pas attendue si tôt, en raison des réticences d'une bonne partie du conseil de la Banque fédérale d'Allemagne, qui craint toujours les effets inflationnistes d'une relance de l'économie par les taux.

Mais la croissance de l'économie allemande s'est fortement ralentie, et le souci de stabiliser le dollar pour

le gouvernement vient donc de décider une augmentation des prix de l'électricité, fournie au cinquième des prix européens, allant de 12 % à 40 % pour les tranches de consommation mensuelle au-dessus de 500 et de 1 000 kilowattheures. Cette décision devrait rapporter environ 200 millions de livres aux caisses de l'État. Le gouvernement a toutefois exclu, au stade actuel, toute attente aux prix des denrées de première nécessité. La leçon des émeutes du pain de janvier 1977, qui ont fait plusieurs centaines de morts, n'a pas été oubliée.

Reste enfin la dernière condition du FMI : l'instauration d'un « dix-huit mois d'un taux d'intérêt positif ». Là aussi, l'Égypte et le FMI divergent sur les délais. Le Caire estimant qu'une brusque hausse de plus de six points signifierait la paralysie des investissements. Le gouvernement a toutefois fait une concession en début de ce mois en relevant de 2 % en moyenne les taux d'intérêt.

Ces mesures qui il y a six mois à peine semblaient insuffisantes pour le FMI ne le sont plus. L'institution a en effet donné son accord de principe pour octroyer à l'Égypte un prêt de 300 millions de dollars, qui devrait être entériné le 15 mai. Un revirement dans lequel certains économistes voient le coup de pouce décisif des États-Unis. Washington, contrairement aux autres membres du club de Paris - France en tête - exigeait, il y a quelques mois encore, de « vraies mesures d'assainissement de l'économie égyptienne ». La Maison Blanche a-t-elle finalement été convaincue par l'argument selon lequel pressurer l'Égypte établirait un de ses principaux alliés au Proche-Orient ?

ALEXANDRE BUCCIANI.

## REPÈRES

## Téléphone

Le ministre des P et T, M. Gérard Longuet, a proposé une baisse de 3 % des tarifs interurbains du téléphone fixe, à partir du 12 mai, et pourrait prendre effet très rapidement. « Un décret doit être publié dans la semaine », a déclaré le ministre. Selon la direction générale des télécommunications, cette baisse prendrait la forme d'un accroissement de la durée de l'unité de tarification (73 centimes), qui passerait de deux à trois secondes sur l'interurbain.

## Produits manufacturés

## Forte hausse des importations japonaises

Les importations japonaises de produits manufacturés ont atteint

52,8 milliards de dollars en 1986, une hausse record de 31,34 %, alors que l'ensemble des achats japonais de biens étrangers diminuait de 2,4 %, indique le rapport annuel du Jetro (l'organisation du commerce extérieur japonais).

Cette forte hausse recouvre en partie les achats massifs d'or - à usage non monétaire et considéré comme produits non manufacturés - pour la trappe de médailles commémoratives des cinquante ans de règne de l'empereur Hirohito.

Mais ce sont les Européens et les pays asiatiques qui, plus que les États-Unis, ont profité de ce phénomène, la progression des exportations de la CEE atteignant dans ce domaine 59,7 %.

La part des importations de produits manufacturés reste malgré tout inférieure au Japon par comparaison avec les autres pays industriels : 41,8 % des importations totales contre plus de 80 % aux États-Unis ou 70 % en France comme en RFA.

À la conférence des...  
Un com...  
SUR la réforme...

Le grand Groupe France...  
Commerce International...  
Opérant dans 30 pays...  
Europe, Afrique, Amérique...  
Nord et Asie du Sud...

CFAC

CFAC



## Economie

A la conférence des ministres de l'OCDE réunis à Paris

### Un consensus se dégage sur la réforme des aides à l'agriculture

Le pragmatisme l'a emporté dès le mercredi 13 mai à la conférence ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui se tient au château de la Mairie depuis mardi. Chacun apparemment était conscient de ses propres faiblesses et des dangers d'un accrochage majeur entre les principales puissances représentées à Paris. Un consensus s'est donc rapidement dégagé sur la nécessité d'ouvrir des discussions sur une réduction progressive et équitable des systèmes d'aides à l'agriculture. Américains et Allemands ont assoupli leurs positions permettant un accord sur le principe même de l'utilisation de la méthodologie mise au point par l'OCDE dans le cadre des négociations commerciales multilatérales du GATT (1). L'idée d'avancées dans le domaine agricole a été retenue à partir du moment où ces progrès ne seraient pas considérés comme un préalable au déroulement des négociations globales et voulues telles, notamment par la Communauté européenne.

Dès la veille, la bonne volonté était sensible. Soucieux de jouer la détente, le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, a réaffirmé, à l'intention des marchés financiers, que les sept principales puissances étaient persuadées qu'un «*déclin supplémentaire du dollar par rapport aux principales autres devises serait contre-productif*». Il devait, le mercredi 13 mai, se déclarer encouragé par la baisse des taux décidée par la Bundesbank, la veille.

Ce consensus sur la nécessité d'une meilleure coopération n'a bien sûr pas exclu une certaine autosatisfaction de la part de chaque intervenant. M. Baker s'est attaché à souligner les progrès réalisés par les États-Unis pour réduire leur déficit budgétaire, passé de 6,3 % du produit national brut en 1983 à «*quelque 3,9 %*» durant l'exercice en cours, «*soit une baisse d'environ*».

40 milliards de dollars» sur l'année précédente.

M. Martin Baugemann, ministre allemand de l'économie, a souligné la décision de son gouvernement de mettre en place des allègements fiscaux de 14 milliards de deutschemarks au début de 1988 et de 40 milliards, soit 2 % du PIB, en 1990. Cette politique n'intervient pas «*trop tard*» à ses yeux, contrairement à ce que certains laissent entendre.

Après avoir rappelé l'importance du choc qu'a représenté, pour l'économie d'outre-Rhin, une appréciation de la monnaie «*de plus de 80 % en deux ans*», le ministre ouest-allemand a été jusqu'à assurer que, cas où les «*risques extérieurs*» motiveraient la reprise, la stratégie de croissance à moyen terme de la RFA serait «*accentuée*», bien que le problème de l'inflation «*à moyen terme*» plaide en faveur d'une attitude prudente.

Le ministre des affaires étrangères japonais, M. Tadeshi Kuraishi, comme le vice-ministre de la planification économique, M. Yoshinobu Shimamura, ont pour leur part, mis l'accent sur le programme

de relance et de réforme fiscale représentant, au total, 5 000 milliards de yens (35 milliards de dollars) que le gouvernement nippon lancera dès que le projet de budget 1987 sera adopté.

On sait déjà que les dirigeants nippons ont été, pour des raisons de politique intérieure, obligés d'abandonner leur version de l'introduction d'une taxe à la valeur ajoutée de 5 %. Mais l'intention est là, M. Baker a tenu à la saluer comme telle. Si le puzzle de la coopération se met en place avant le processus budgétaire américain, début septembre, les pays industriels pourraient s'acheminer vers une croissance «*de 2,5 % à 3 %*».

Le ton, dans l'ensemble, était à la dédramatisation, mais guère au soulagement. Sans attendre de décision fracassante, la réunion de l'OCDE pourrait déblayer suffisamment le terrain pour que l'espoir d'un pas vers une meilleure concertation soit reportée au 8 juin, lors du sommet des pays industriels à Venise.

F. Cr.

(1) Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers.

### Il faut résister au protectionnisme affirme M. Mitterrand

Ayant convoqué, mardi 12 mai, comme il le fait chaque année, les ministres des affaires étrangères et les ministres des finances des vingt-quatre pays membres de l'OCDE actuellement réunis à Paris, M. François Mitterrand leur a fait part, sur un ton quelque peu solennel, des graves préoccupations que lui inspire la situation économique et financière du monde.

Rappelant que dès 1983, dans une occasion semblable, il avait réclamé l'ouverture de discussions internationales pour remettre en ordre le système monétaire international, le président de la République a estimé qu'une évolution favorable semble se dessiner depuis la conférence tenue par cinq ministres de l'économie et des finances (États-Unis, France, RFA, Grande-Bretagne et Japon) à New-York en septembre 1985 pour s'entendre sur la baisse du dollar.

Ce premier accord s'est prolongé par celui conclu à Paris en février dernier. Cependant, «*il ne faut pas se laisser aller à l'optimisme*», a-t-il souligné, «*car la réduction des déséquilibres éco-*»

nomiques pour réduire l'instabilité des monnaies». Citant notamment le Japon et, dans une moindre mesure, l'Allemagne, M. Mitterrand a ajouté : «*Il appartient aux pays qui le peuvent d'utiliser les moyens de relance dont ils disposent*».

A deux reprises, le chef de l'État a insisté sur la nécessité de résister au protectionnisme, espérant que les négociations du GATT, entamées en septembre dernier en Uruguay, pourront progresser «*assez rapidement*». Mais, s'il précède, ce serait une erreur que de chercher à obtenir dans un avenir immédiat des résultats dans le seul secteur de l'agriculture en oubliant les autres : «*C'est d'une vision globale dont nous avons besoin car le protectionnisme est partout*».

M. Mitterrand estime qu'il convient d'organiser le recyclage des «*excédents des balances de paiements*», et qu'il est urgent de réviser en profondeur les méthodes d'aide en faveur du tiers-monde. Il a cité les pays pauvres d'Afrique comme devant être l'objet d'un traitement prioritaire.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# CEAO

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Un grand Groupe Français de Commerce International opérant dans 30 pays d'Europe, Afrique, Amérique du Nord et Asie du Sud-Est.

- des activités diversifiées : distribution de biens de consommation et d'équipement, représentations des plus grandes marques françaises et étrangères, industries légères, transports et services
- plus de 160 filiales commerciales, industrielles, agricoles, immobilières et financières
- 20 000 Collaborateurs, dont 8 000 en Europe
- plus de 16 milliards de francs de chiffre d'affaires gérés en 1986
- 370 millions de francs de résultat consolidé en 1986.

### Augmente son capital

de F 100 000 000 à F 137 500 000 pour renforcer les moyens de son expansion

- par Attribution gratuite aux Actionnaires de 250 000 actions nouvelles de F 50 nominal, à raison d'UNE action nouvelle pour HUIT actions anciennes.
- par Emission en numéraire de 500 000 actions nouvelles de F 50 nominal. Prix d'émission : F 1700. Droit de souscription : à titre irréductible, UNE action nouvelle pour QUATRE actions anciennes. Les actions attribuées gratuitement ne participent pas à cette opération. Souscriptions admises à titre réductible. Pour les deux opérations, la date de jouissance est au 1<sup>er</sup> janvier 1987. Délai de souscription : du 11 mai au 7<sup>er</sup> juin 1987 inclus.

Belle du 4 mai 1987 Une note d'information qui a reçu le visa COB N°87-437 en date du 28 avril 1987 est tenue sans frais à la disposition du public auprès des Etablissements désignés pour recevoir les souscriptions.

# CEAO

1987 - 1987 - CENT ANS D'ÉCHANGES INTERNATIONAUX  
SA au capital de F 100 000 000 Siège social : 33 cours Pierre Puget - 13006 Marseille  
RCS Marseille B 073 800 092 Direction Générale : 7 place d'Irène - 75116 Paris



# L'ÉCUREUIL D'AQUITAINE A NEWPORT BRAVO ET MERCI TITOUAN LAMAZOU et tous les partenaires de l'ÉCUREUIL D'AQUITAINE



## AVEC LE PARIS DAKAR 1987 UNE GRANDE ANNÉE ÉCUREUIL D'AVENTURE-PASSION



# L'AMI FINANCIER

Caisse d'Épargne Ecureuil

**Libre des changes**

**met en place**

**établi avec le FMI**

Le gouvernement égyptien a décidé de libérer le marché des changes à partir du 15 mai. Cette mesure, qui a été décidée par le conseil des ministres, vise à éliminer le contrôle des changes et à permettre aux entreprises égyptiennes d'acheter des devises étrangères sur le marché international à des taux de change déterminés par la loi de l'offre et de la demande. Cette décision est considérée comme une étape importante dans la réforme économique de l'Égypte, qui vise à attirer les investissements étrangers et à stimuler la croissance économique.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a connu une hausse significative par rapport au dollar américain, atteignant son plus haut niveau depuis plusieurs années. Cette hausse est due à une série de facteurs, notamment la baisse du dollar et la forte demande pour le deutchmark en raison de sa stabilité et de sa réputation de monnaie forte.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué sa hausse, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a maintenu sa position de monnaie forte, malgré les incertitudes économiques mondiales. Cette stabilité est un atout majeur pour l'économie allemande et pour la confiance des investisseurs.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a continué à se renforcer, maintenant à son niveau le plus élevé. Cette tendance est soutenue par les politiques économiques prudentes de la Fédérale d'Allemagne, qui visent à maintenir la stabilité de la monnaie et à promouvoir la croissance durable.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d'Allemagne**

**hausse du deutchmark**

Le deutchmark a atteint un nouveau sommet, reflétant la confiance croissante des investisseurs dans la monnaie allemande. Cette hausse a des implications importantes pour les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

**hausse du deutchmark**

**Fédérale d**











ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Les négociations sur le désarmement. — Le voyage de M. Chirac à Moscou. 3 Massacre de centaines de villageois au Soudan. — Inde : nombreuses arrestations de sikhs au Pendjab.	8 L'aménagement du temps de travail à l'Assemblée nationale. — Le débat sur l'épargne au Sénat. 10 Le RPR et l'UDF décidés à envoyer M. Nucci en Haute-Cour.	12 Le procès de Klaus Barbie aux assises du Rhône. 21 L'affaire de l'hôpital de Poitiers : les docteurs Diallo et Archambault vont se pourvoir en cassation. — Le projet de loi sur la toxicomanie.	13 Théâtre : Capitaine Fracasse, de Marcel Maréchal, à Marseille. — Photo : quatorze expositions réunies en Belgique. 14-15 Le 40 <sup>e</sup> Festival de Cannes.	27 La mort lente du plan pour l'emploi des jeunes. — 1,7 milliard de francs de bénéfices en 1986 pour le Crédit agricole. 28 Augmentation des tarifs de la RATP et de la SNCF. 29 La réunion de l'OCDE. 30-31 Marchés financiers.	Radio-télévision ..... 20 Annonces classées ..... 25 à 26 Carnet ..... 26 Météorologie ..... 20 Mots croisés ..... 20 Expositions ..... 16 Spectacles ..... 18-19	● Proche-Belle : interview exclusive de M. Joseph BAR. ● Étudiants en médecine : référendum, ETU. ● Cannes : la Croisette comme à vous y délectez. Actualités Sports, Immobilier Culture International, Bourse. 38-15 Tapez LEMONDE

## Au conseil des ministres M. Mitterrand défend la « piétaille » du corps médical

Le conseil des ministres, réuni mercredi 13 mai à l'Élysée, a adopté un projet de loi relatif à la lutte contre le trafic des stupéfiants (lire page 21), un projet de loi présenté par M. Philippe Seguin, ministre des affaires sociales, et Georges Chavannes, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, portant diverses mesures d'ordre social. Après un premier titre réunissant des mesures d'harmonisation entre différents régimes de la sécurité sociale, ce texte comporte au titre II des dispositions relatives à la santé, principalement la création dans chaque département d'une consultation pour le dépistage du SIDA, anonyme et gratuite, financée par l'État et l'assurance maladie. Le titre III du projet est relatif à l'aménagement du troisième cycle des études médicales (lire page 21).

M. Mitterrand a déclaré, à ce propos : « Je ne saurais trop insister sur les bienfaits de la médecine générale, bienfaits que chacun peut apprécier pour lui-même et pour sa famille, et sur le sentiment qu'éprouvent les généralistes d'être utiles pour la piétaille du corps médical. Il serait sage, dans les circonstances présentes, de ne pas exaspérer ce sentiment. »

Le titre IV, concernant le travail et l'emploi, vise notamment à dispenser les demandeurs d'emploi âgés, privés des indemnités de chômage, de la recherche active

d'emploi, ce qui permettra à l'ANPE de consacrer pleinement ses moyens au placement des demandeurs qui recherchent un emploi. Le titre V tend à autoriser dans la fonction publique d'État, le recrutement par contrat d'agents des catégories A. Enfin le projet comporte diverses mesures d'ordre social visant notamment à permettre l'embauche d'agents handicapés dans la fonction publique, en dehors des règles de droit commun, pour le recrutement des fonctionnaires.

M. Jean Arthuis, secrétaire d'État à la consommation, a fait le bilan de la mise en place des comités départementaux de la consommation institués par l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1986, sur la liberté des prix et la concurrence. Ces comités ont été installés dans tous les départements de métropole et dans trois départements d'outre-mer. Au total plus de trois mille membres titulaires et suppléants ont été désignés.

M. André Rossignol, ministre des relations avec le Parlement, qui rendait compte au conseil des ministres de l'absence de M. Alain Juppé, retenu au Sénat, a précisé que le premier ministre n'avait pas sollicité l'autorisation d'engager la responsabilité du gouvernement sur le projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail, dont la discussion s'est ouverte mardi à l'Assemblée nationale (lire page 8).

## Jean-Paul Mari et Frédéric Laffont Prix Albert-Londres 1987

Le Prix Albert-Londres pour la presse écrite a été attribué, le mercredi 13 mai, à Jean-Paul Mari, du *Nouvel Observateur*, pour l'ensemble de ses reportages. Le Prix Albert-Londres pour la audiovisuelle a été décerné à Frédéric Laffont (agence Inter-Scoop) pour son film *La Guerre des nerfs*, réalisé pour l'émission « Taxi » de FR 3.

Le jury du Prix Albert-Londres, composé de dix-huit journalistes et présidé par Henri Amouroux, couronne chaque année les meilleurs reporters.

(Publicité)



25 lignes de 80 caractères sur l'écran.

## Duriez vous présente...

LE COMBLE de la simplicité en machine à écrire, c'est la Brother EM 1000.  
Formule WYSIWYG (What You See Is What You Get). Vous tapez une ou plusieurs pages, vous les voyez, grandeur nature, dérouler sur l'écran. S'il y a lieu, vous corrigez, déplacez, recommencez, ajoutez, etc. TAGADAC! La machine frappe le texte à toute vitesse. Tel quel.

La Brother de chez Duriez a été faite pour ceux qui ne veulent pas entendre parler d'apprentissage. Il faut que la machine comprenne toute seule! Et que ça saute!  
• 25 lignes de 80 caractères visibles • Traitement de texte Mémoire 40 Ko • Frappe 20 caractères/sec. • Caractères gras • Soulignement automatique • Ruban longue durée en cassette • Recherche et remplacement de mots • Lignes verticales • Nombreux types de belles écritures sur marguerites • La qualité Brother est très appréciée • Une merveille de choc • Garantie 1 an • Service après-vente et dépannage chez vous sur simple appel • Prix spécial Duriez : 13 900 F TTC (11 720 F HT) • Options : • Alimentation papier feuille à feuille ou en rouleau • Lecteur disques 3 pouces et demi, 180 Ko.

Duriez 112, bd St-Germain, Mo: Odéon, 3, rue La Boétie, Mo: St-Lazare, St-Augustin.  
A C D E F G H

## Devant M. Chirac L'URSS soulèvera quatre cas de « violation des droits de l'homme »

Moscou (AFP). — L'URSS réclamera le règlement de quatre cas de « violation des droits de l'homme » concernant des « Soviétiques » vivant actuellement en France, à l'occasion de la visite officielle de M. Jacques Chirac, à l'indiqué, mercredi 13 mai, un responsable du ministère soviétique des affaires étrangères.

M. Alexandre Gloukhov, premier chef adjoint du département des relations humaines et culturelles, a d'autre part affirmé, au cours d'une conférence de presse qu'aucun ressortissant français détenu en URSS au cours de la deuxième guerre mondiale n'est plus « retenu de force, en prison ou en camp » en Union soviétique.

Parmi les quatre citoyens d'origine soviétique qui seraient retenus contre leur gré en France, le responsable a mentionné le nom de M. Lioudmila Varigine, épouse de Pierre Verdier, sous contrôle judiciaire à Rouen dans le cadre de l'affaire d'espionnage autour de la fusée Ariane (voir page 2).

M. Gloukhov a ensuite cité les cas de trois enfants « retenus en France » dont l'URSS demandera le règlement à l'occasion de la visite du premier ministre. Il s'agit de Juliette Konouchenko, une adolescente de treize ans possédant la double nationalité française et soviétique; de Louise Delfosse, une jeune femme de dix-huit ans, confiée à la DASS de Boigny après la mort de sa mère, qui habitait en France et dont la grand-mère soviétique demande le retour en URSS; d'Elías Ouhbbi, six ans, enfin fils d'un assistant réalisateur à Antenne 2, dont un tribunal soviétique a confié la garde à sa mère, M<sup>me</sup> Tatiana Chestopalova, une habitante d'Odesse (port soviétique de la mer Noire) après que le divorce eût été prononcé en 1982.

● Michel Jazy opéré du cœur. — Vice-président de la Fédération française d'athlétisme et directeur des relations publiques au siège parisien d'Adidas, Michel Jazy, âgé de cinquante et un ans, a été victime le 8 mai d'un infarctus qui a nécessité un triple pontage — dérivé entre l'aorte et le cœur — opéré le 12 mai dans le service du professeur Cachera à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil. L'état de santé de l'ancien champion de demi-fond était jugé satisfaisant après cette intervention cardiaque.

Le numéro du « Monde » daté 13 mai 1987 a été tiré à 492 691 exemplaires

## Les nouvelles chaînes et leurs obligations devant la CNCL Absolution de la Cinq et éloge de M6

Leur concours d'entrée, leur « grand oral », c'était il y a trois mois. A peine. Et déjà, les nouvelles « chaînes » de la télévision privée en France viennent de subir un premier... « contrôle continu » de leurs activités. MM. Robert Hersant pour la Cinq et Jean Drucker pour M6 ont « planché », à huis clos et plusieurs heures durant le mardi 12 mai, devant le jury de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). Un véritable examen de passage pour ces PDG venus rendre des comptes sur le respect des engagements souscrits lors de l'attribution des chaînes.

« Ces engagements n'ont pas été arrachés, ils ont été pris spontanément, parce qu'ils correspondaient à la logique d'entreprise de la télévision privée française », affirmait, lors du récent MIP-TV, à Cannes, le président de la CNCL, M. Gabriel de Broglie. « Il y a eu compétition, et cette compétition a joué dans le sens de la qualité des programmes ». L'optimisme officiel, en réalité, bien vite trouvé ses limites, et les événements récents — comme la course aux « stars » — ont cruellement mis en lumière la fragilité des promesses faites au nom du « mieux-disant culturel ».

Mardi matin, M. Robert Hersant, qui joue les premiers rôles dans cette nouvelle donne de la télévision commerciale (il fut d'ailleurs le premier à être entendu), avait beaucoup à dire et à se faire pardonner. N'est-il pas le premier par qui le « scandale » est arrivé? Début avril, en effet, la Fédération française des producteurs et le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC), alertaient déjà la CNCL, à propos du non-respect par la Cinq de son cahier des charges (le *Monde* du 10 avril). Une démarque dont le bien-fondé a été reconnu par une étude interne à la Commission.

Une note d'une dizaine de pages — et autant d'annexes — réalisée en mai et avril par le service d'observation des programmes de la CNCL, montre en effet, que la chaîne de MM. Berlusconi et Hersant ne respectait, aux dates considérées, que deux de ses obligations : émettre dix-neuf heures par jour au moins; planifier la publicité à six ou sept minutes par heure selon les cas. De surcroît, le document relevait sur ce dernier sujet un certain dérapage dans le recours au parallélisme.

« Au cours de l'audition, aucun élément du dossier n'a été laissé dans l'ombre », affirme M. de Broglie. Cette remarque de plus de deux heures, certainement préparée de part et d'autre, a permis de faire un tour d'horizon complet des engagements souscrits par la Cinq en

matière de programmes et de production. Cela nous a donné l'occasion de faire un point sur les relations de la chaîne avec la Société française de production (SFP), l'Institut national de l'audiovisuel (INA), les producteurs indépendants, les producteurs de coproductions internationales, notamment avec le Québec.

Parmi les obligations communes faites à la Cinq et à M6, la CNCL a notamment distingué trois grands « types » de quotas. Le premier porte sur la diffusion de 50 % d'émissions originales françaises, dont « le respect, précise le président de la Commission, doit s'apprécier quotidiennement ». M. Robert Hersant s'est solennellement engagé à approcher ce taux en mai et juin et à le respecter pleinement en septembre avec la mise en place d'une nouvelle grille de programmes sur sa chaîne. Le deuxième point porte sur le cinéma (obligation de diffuser 50 % de films français essentiellement). Le patron de la Cinq a annoncé cette fois une importante programmation de longs métrages français, cet été, pour rattraper le retard pris ces derniers mois.

Enfin, le troisième grand type de quotas oblige les deux nouvelles chaînes à diffuser trois cents heures de fictions et de documentaires originaux par an et à consacrer 15 % de leur chiffre d'affaires annuel à des commandes de production. Une fois encore, M. Hersant a, chiffres et projets à l'appui, longuement rassuré sur ses intentions. A-t-il convaincu? Apparemment oui, si l'on en croit M. Gabriel de Broglie, pour qui « le président de la Cinq n'ignore, ni ne renonce à aucune de ses obligations ».

L'examen du dossier M 6, de l'avenue même des « sages », se présentait sous un jour radicalement différent. L'étude qui lui a été consacrée — similaire à celle conduite sur la Cinq — montre en effet que la chaîne présidée par M. Jean Drucker s'efforce de respecter ses obligations depuis le premier jour, frôlant dans la quasi-totalité des cas les fameux quotas. Un satisfait lui a donc été décerné.

Quelques points furent quand même l'objet d'un échange de vues. La CNCL a notamment demandé à la chaîne de ne pas négliger la fiction au profit du documentaire — moins cher. Elle a, en revanche, accepté d'assimiler les vidéomusiques (clips) « élaborées » à de la fiction : un petit coup de pouce pour M 6, qui doit en produire une certaine chaque année. Enfin, les responsables de la sixième chaîne ont longuement détaillé, courbes à l'appui, le faible écho rencontré par une programmation musicale... imposée. Une façon, sans doute, de signifier que la chaîne demanderait à être déchargée de cette obligation, si d'aventure une nouvelle télévision musicale était lancée.

La bataille des cahiers des charges — auxquels les chaînes privées devront consacrer un rapport annuel, est loin d'être achevée. Mais si les chaînes y risquent essentiellement des bilans publics (le *Monde* radio-télévision des 10 et 11 avril), la CNCL y joue, à coup sûr, une grande part de sa crédibilité. Voire sa pérennité.

PIERRE-ANGEL GAY.

## Sur le vif Feu sur les veaux !

C'est fou ce qu'on me traite mal moi, en ce moment. Hier, je pleus colant, l'entre dans la première lingerie venue. La vendeuse est occupée. Elle devait s'embêter, là, toute seule, alors pour se passer les nerfs elle a téléphoné à son Jules et elle est en train de lui filer une formidable plénie. Il lui a offert, apparemment, un sac en vernis noir complètement tarte, complètement ringard, pour son anniversaire : le vernis, je déteste, tu devrais le savoir et pour aller avec, question godasses... A la fin, je ne sais pas ce qu'il lui a dit, elle a raccroché sur un « non ! » tiré à bout portant, et braquant sur moi ses yeux-rougeurs, elle m'a menacé d'un « ou ? » tellement hargneux, tellement féroce que le seul sort à laquelle, les bras en l'air.

Tiens, ça me fait penser, je me demande à combien d'exemplaires il s'est vendu, le bouquin de ces deux garçons. Service compris, destiné à rappeler les Français à un minimum de courtoisie. Ça n'a pas dû être un best-seller ! En revanche, il y a un mec aux États-Unis, Tom

Peters, il s'appelle, qui est en train de faire un tabac dans les médias. Il tape à bras raccourcis, cravats dénouées, voix éraillée à force de brailler, sur tous les selarades planqués derrière leurs rayons, leurs comptoirs, leurs guichets, qui ignorent, laissent ou angustient le troupeau terrorisé des veaux — que nous sommes. Si les Japonais ont les yeux bridés, cherchez pas, c'est la force du sourire à la clientèle. Grâce à quoi ils refont tous les marchés.

Ce matin sur Canal Plus, le CBS montait en épingle l'exemple d'une banque — si je vous en parle, c'est pour donner des idées à la mienne ! — qui n'est pas quel inventeur pour échapper et retirer le chaland. Distribution de ballons aux enfants et de bonbons aux parents, ou le contraire, je ne me rappelle plus. Et surtout, surtout, notez bien ça, c'est vachement vendeur, chaque fois qu'on y met les pieds, il y a quelque chose, un Noir, pour vous servir les pompes !

CLAUDE SARRAUTE.

## Double transplantation aux États-Unis

### Un homme vivant donne son cœur

Un homme de vingt-huit ans atteint de macrocystose et dont les pousseurs étaient atrophiés a subi à l'hôpital Johns Hopkins de Baltimore (Maryland) une greffe totale des deux pousseurs et du cœur prélevés en bloc sur un accidenté.

Le cœur du malade étant intact, a été, lui, retiré pour être greffé sur un autre patient. En effet, le remplacement pulmonaire est technique.

plus facile lorsque le contenu thoracique est remplacé en bloc. La macrocystose est une maladie métabolique congénitale qui se traduit notamment par l'envahissement progressif des pousseurs et du cœur. Les sujets meurent généralement d'insuffisance respiratoire. L'opération de Baltimore semble être la première de genre.

(Publicité)

## Moquettes & Tissus : Artirec Classé N° 1 par « Paris-Pas-Cher »

LE PRIX détermine le meilleur établissement dans sa catégorie et sa spécialité. Un excellent rapport qualité-prix-accueil-service.

■ NY A PAS PLUS d'indépendant que Paris-Pas-Cher qui ne permet pas de ne pas parler de cet établissement. Beaucoup de produits techniques pour sols et murs. Pour tous les goûts et toutes les bourses. Beaucoup de produits techniques pour sols et murs. Pour tous les goûts et toutes les bourses.

On y lit : La (Capitale) de la moquette dégriffée à prix plancher. 1300 m<sup>2</sup> de moquette dégriffée à 190 F/m<sup>2</sup>. 6000 références pour sols et murs. Pour tous les goûts et toutes les bourses.

Artirec, c'est un véritable paradis pour les amoureux de la moquette. 1300 m<sup>2</sup> de moquette dégriffée à 190 F/m<sup>2</sup>. 6000 références pour sols et murs. Pour tous les goûts et toutes les bourses.

Artirec, c'est un véritable paradis pour les amoureux de la moquette. 1300 m<sup>2</sup> de moquette dégriffée à 190 F/m<sup>2</sup>. 6000 références pour sols et murs. Pour tous les goûts et toutes les bourses.

Artirec, c'est un véritable paradis pour les amoureux de la moquette. 1300 m<sup>2</sup> de moquette dégriffée à 190 F/m<sup>2</sup>. 6000 références pour sols et murs. Pour tous les goûts et toutes les bourses.

ARTIREC-SOLS, 4, Bd de la République, 75011 Paris, 12<sup>e</sup>, Parking facile (43.40.72.72).

ARTIREC-TISSUS, 4, Bd de la République, 75011 Paris, 12<sup>e</sup>, Parking facile (43.40.72.72).

Artirec, c'est un véritable paradis pour les amoureux de la moquette. 1300 m<sup>2</sup> de moquette dégriffée à 190 F/m<sup>2</sup>. 6000 références pour sols et murs. Pour tous les goûts et toutes les bourses.

Artirec, c'est un véritable paradis pour les amoureux de la moquette. 1300 m<sup>2</sup> de moquette dégriffée à 190 F/m<sup>2</sup>. 6000 références pour sols et murs. Pour tous les goûts et toutes les bourses.

## LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER. LES AUTRES PÉDALENT DANS LE

Un Macintosh SE + disque dur 20 M.o. compatible 23.900 F HT  
Offre valable jusqu'au 22/05

INTERNATIONAL COMPUTER  
La micro sans frontières  
26, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> 42.72.26.26  
64, av. du Prado Marseille 6<sup>e</sup> 91.37.25.03



36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

JP 11/150